

**ÉCOLE
NORMALE
SUPÉRIEURE
DE LYON**



2019

*Budget
rectificatif
2019*



Sommaire

1.	Préambule	3
2.	Note de présentation synthétique du budget rectificatif 2019 en GBCP	5
2.1	Les principaux chiffres du BR 2019	5
2.2	Les recettes du BR 2019.....	6
2.3	Les dépenses du BR 2019.....	7
2.3.1	Les autorisations d'engagement.....	7
2.3.2	Les crédits de paiement	8
3.	Les indicateurs financiers du budget rectificatif 2019	9
3.1	Le résultat du BR 2019	10
3.2	La capacité d'autofinancement (CAF) du BR 2019.....	11
3.3	Le fonds de roulement du BR 2019	12
3.4	Le solde budgétaire du BR 2019.....	13
3.5	La trésorerie du BR 2019.....	14
3.6	Les ratios du BR 2019.....	15
3.6.1	Les ratios en comptabilité générale.....	15
3.6.2	Les ratios en comptabilité budgétaire.....	17
4.	Analyse des recettes et dépenses du budget rectificatif 2019	19
4.1	Analyse des recettes du budget rectificatif 2019	19
4.1.1	Ensemble des recettes inscrites au budget rectificatif.....	19
4.1.2	Les recettes globalisées	21
4.1.3	Les recettes fléchées	23
4.2	Analyse des dépenses du budget rectificatif 2019	24
4.2.1	Ensemble des dépenses inscrites au budget rectificatif.....	24
4.2.2	Les dépenses de fonctionnement.....	26
4.2.3	Les dépenses d'investissement.....	28
4.2.4	Les dépenses de masse salariale	30
5.	Annexes réglementaires	47
5.1	Annexe 1 : tableau des emplois	47
5.2	Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires	48
5.2.1	Tableau des autorisations budgétaires établissement.....	48
5.2.2	Tableau des autorisations budgétaires ENS de Lyon.....	49
5.2.3	Tableau des autorisations budgétaires BDL.....	50
5.3	Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine	51
5.3.1	Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine établissement	51
5.3.2	Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine ENS de Lyon	53
5.3.3	Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine BDL	55
5.4	Annexe 4 : tableau d'équilibre financier	57
5.4.1	Tableau d'équilibre financier établissement	57
5.4.2	Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon	58
5.4.3	Tableau d'équilibre financier BDL.....	59
5.5	Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers	60
5.5.1	Tableau des opérations pour compte de tiers établissement	60
5.5.2	Tableau des opérations pour compte de tiers ENS de Lyon	61
5.5.3	Tableau des opérations pour compte de tiers BDL	62
5.6	Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale	63
5.6.1	Tableau de situation patrimoniale établissement.....	63
5.6.2	Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon.....	64
5.6.3	Tableau de situation patrimoniale BDL.....	65
5.7	Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie	66
5.8	Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées	67
5.9	Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles	68

5.10	Annexe 9bis : tableau de suivi des opérations immobilières.....	69
5.11	Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles	70
5.12	Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche	71
5.13	Tableau de synthèse budgétaire et comptable.....	72
5.14	Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECF).....	73
5.15	Projet annuel de performance (PAP).....	76
6.	Structure budgétaire 2019.....	79
7.	Glossaire.....	80

1. Préambule

Le budget initial 2019 s'est caractérisé par une réduction des moyens établissement en fonctionnement afin de sanctuariser la masse salariale destinée à rémunérer les élèves normaliens revenus de césure le dernier trimestre 2018.

Pour rappel, le calendrier du budget rectificatif avait été décalé en 2018 avec une présentation au vote du conseil d'administration en septembre. Cette démarche visait à avoir une vision budgétaire plus fine des activités de l'établissement sur l'exercice en cours et de disposer de plus d'informations. Au vu des contraintes financières sur l'exercice 2019 où l'ensemble des crédits pour les dépenses récurrentes n'ont pu être ouverts au BI, la décision a été prise de soumettre le BR 2019 au CA de juillet.

Ce budget rectificatif a été élaboré en se basant sur la subvention pour charges de service public (SCSP) dont la notification a été reçue par l'établissement en janvier 2019.

La construction de ce BR a permis d'ajuster plus finement les prévisions de recettes. En parallèle, les dépenses prévisionnelles sur masse salariale État ont été optimisées au regard des éléments connus.

Au regard du montant des moyens établissement qui leur avait été alloué au budget initial, les différentes structures de l'École ont exprimé des besoins supplémentaires de fonctionnement afin de pouvoir assurer sereinement leurs missions et réaliser de nouveaux projets comme XXelles par exemple. La plupart de ces demandes a pu être acceptée par la gouvernance à hauteur de 1,3M€, grâce aux recettes supplémentaires et à l'optimisation de la MSE évoqués précédemment.

Ce budget rectificatif 2019 permet donc de faire fonctionner l'établissement avec plus de flexibilité que ce qui avait été envisagé lors du budget initial.

Les dépenses inscrites en investissement demeurent à un niveau très soutenu, qu'elles soient financées tant sur les ressources propres que sur les moyens de l'établissement (5M€) via sa capacité d'autofinancement et son fonds de roulement. L'ENS de Lyon poursuit son ambition de mise à niveau de modernisation de ses infrastructures.

Les recettes supplémentaires définies pour ce BR sont conjoncturelles et non structurelles. L'augmentation des coûts qui se répercute sur tous les pans de l'activité de l'École, notamment les fluides, la hausse mécanique du GVT, la charge d'amortissement non-neutralisée, l'augmentation des surfaces et la nécessité de veiller à assurer les missions qui lui sont dévolues dans les meilleures conditions, oblige l'établissement à rester très vigilant sur la structure de ses coûts et les projets qu'il peut porter notamment sur l'enveloppe de fonctionnement.

Ainsi, un suivi mensuel de l'exécution tant en recettes qu'en dépenses devra être renforcé, notamment sur certains postes comme la MSE ou des dépenses incompressibles comme les fluides ou le loyer PPP. L'établissement doit également poursuivre l'optimisation de ses

dépenses, augmenter ses ressources propres, mais également essayer de maîtriser le solde des départs/retours des élèves normaliens.

Le budget rectificatif a été construit sur la base des éléments suivants :

- une hausse des crédits de fonctionnement qui n'avaient pas pu être ouverts au BI, permettant aux structures de fonctionner
- de nouveaux projets en fonctionnement et en investissement
- un réajustement de la masse salariale État avec notamment une prévision de solde neutre des retours de césure des élèves normaliens

Ce projet de budget rectificatif se caractérise pour les dépenses, en comparaison du budget initial, par :

- une diminution des AE de -3,6M€, particulièrement en investissement par le report des projets de restructuration de la résidence étudiante Debourg et de la BDL Descartes
- une hausse des CP de 3,9M€, notamment en fonctionnement pour 2,5M€ et en investissement pour 1,4M€.

S'agissant des recettes, ce BR prévoit une hausse des recettes globalisées (+2,16M€) et fléchées (+3,98M€).

Face à ces enjeux, la situation financière permet de répondre favorablement aux structures et d'allouer l'ensemble des crédits de fonctionnement souhaités.

Au vu de ces différents éléments, les indicateurs financiers prévisionnels de l'établissement (ENS de Lyon et BDL) sont les suivants :

- Un résultat de 616k€
- Une capacité d'autofinancement (CAF) de 3,29M€
- Un prélèvement sur fonds de roulement de 2,8M€, ce qui porte le niveau de fonds de roulement à 15,1M€ soit 41 jours de fonctionnement
- Un solde budgétaire déficitaire de 4,6M€ qui s'explique par un montant de recettes encaissées de 136M€ et de crédits de paiement à hauteur de 140,6M€
- Un niveau de trésorerie à hauteur de 22,8M€.

De quoi parle-t-on ?

Le BI signifie le **Budget Initial**. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.

Le BR signifie le **Budget Rectificatif**. En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget primitif. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial, lors du CA de juillet au sein de l'ENS de Lyon

2. Note de présentation synthétique du budget rectificatif 2019 en GBCP

Ce budget rectificatif 2019 est présenté intégralement sous le format GBCP : recettes en encaissements, dépenses en autorisations d'engagement et crédits de paiements (décaissements).

2.1 Les principaux chiffres du BR 2019

		Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019
Autorisations d'engagement (AE)	ENS de Lyon	129 898 770 €	132 484 841 €	144 095 451 €	140 490 453 €	-3 604 998 €
	BDL	1 122 334 €	1 128 517 €	1 111 323 €	1 128 157 €	16 834 €
	TOTAL AE	131 021 104 €	133 613 358 €	145 206 774 €	141 618 610 €	-3 588 164 €
Crédits de paiement (CP)	ENS de Lyon	119 810 921 €	127 396 550 €	135 557 595 €	139 479 521 €	3 921 926 €
	BDL	1 092 154 €	1 120 088 €	1 127 155 €	1 128 157 €	1 002 €
	TOTAL CP	120 903 075 €	128 516 638 €	136 684 750 €	140 607 678 €	3 922 928 €
Recettes en encaissements	ENS de Lyon	122 238 854 €	133 061 322 €	128 775 051 €	134 939 189 €	6 164 138 €
	BDL	1 149 555 €	1 082 871 €	1 107 318 €	1 082 451 €	-24 867 €
	TOTAL Encaissements	123 388 410 €	134 144 193 €	129 882 369 €	136 021 640 €	6 139 271 €
Solde budgétaire	ENS de Lyon	2 427 933 €	5 664 772 €	-6 782 544 €	-4 540 332 €	2 242 212 €
	BDL	57 401 €	-37 217 €	-19 837 €	-45 706 €	-25 869 €
	TOTAL solde budgétaire	2 485 335 €	5 627 555 €	-6 802 381 €	-4 586 038 €	2 216 343 €

Ce tableau présente le budget sous format GBCP de l'établissement. Il détaille les éléments financiers de l'ENS de Lyon et ceux de la Bibliothèque Diderot de Lyon qui est un service à comptabilité distincte, et donc un service inter-établissement.

Le budget rectificatif 2019 prévoit un total d'autorisations d'engagement de 141,6M€, soit une diminution de 3,6M€ par rapport aux estimations du BI, et des crédits de paiement à hauteur de 140,6M€ (+3,9M€). Par ailleurs, les encaissements 2019 sont estimés à 136M€ (+6,1M€). Les évolutions de ces prévisions entre le budget initial et le budget rectificatif sont détaillées dans le paragraphe 4 de ce rapport.

Le solde budgétaire se calcule par la différence entre les encaissements et les crédits de paiement. Il est déficitaire de 4,6M€ au BR 2019, ce qui signifie que la trésorerie de l'établissement sera mobilisée afin de couvrir l'ensemble des dépenses prévues.

2.2 Les recettes du BR 2019

De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie.

Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement.

Le montant total des recettes en encaissement est de **136,02M€** pour ce BR 2019.

Les recettes inscrites au budget rectificatif 2019 se répartissent de la manière suivante :

Recettes en encaissements		Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019
Recettes globalisées	ENS de Lyon	114 128 147 €	120 951 065 €	122 436 406 €	124 621 095 €	2 184 689 €
	BDL	1 139 625 €	1 082 871 €	1 088 918 €	1 064 051 €	-24 867 €
	TOTAL	115 267 772 €	122 033 936 €	123 525 324 €	125 685 146 €	2 159 822 €
Recettes fléchées	ENS de Lyon	8 110 707 €	12 110 257 €	6 338 645 €	10 318 094 €	3 979 449 €
	BDL	9 930 €	0 €	18 400 €	18 400 €	0 €
	TOTAL	8 120 637 €	12 110 257 €	6 357 045 €	10 336 494 €	3 979 449 €
TOTAL recettes en encaissements		123 388 409 €	134 144 193 €	129 882 369 €	136 021 640 €	6 139 271 €

Les recettes globalisées sont en hausse de 2,16M€ par rapport aux prévisions du budget initial, et atteignent 125,7M€. Cela s'explique principalement par une forte augmentation des recettes liées aux prestations de recherche ou encore liées à l'engagement décennal et au remboursement des assurances pour compenser l'inondation de la plateforme Platim, comme nous le verrons plus en détail dans le paragraphe 4.1.2.

L'estimation des recettes fléchées est de 10,34M€ en 2019, soit +3,98M€. Cette hausse significative entre le BI et le BR est liée à l'obtention de nombreux financements de projets de recherche par l'IDEX, l'ANR ou encore la Région par exemple (cf paragraphe 4.1.3).

2.3 Les dépenses du BR 2019

Depuis la mise en application du décret GBCP, les dépenses sont planifiées en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

2.3.1 Les autorisations d'engagement

De quoi parle-t-on ?

Les **autorisations d'engagement (AE)** constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice budgétaire. Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

Pour ce budget rectificatif, la prévision d'autorisations d'engagement s'élève à **141,62M€**. Le tableau ci-dessous présente la répartition des AE entre les différentes masses :

Autorisations d'engagement (AE)		Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019	
Masse salariale	ENS de Lyon	94 317 899 €	95 827 276 €	98 728 449 €	98 702 540 €	-25 909 €	
	BDL	10 590 €	24 137 €	68 908 €	83 008 €	14 100 €	
	TOTAL	94 328 489 €	95 851 413 €	98 797 357 €	98 785 548 €	-11 809 €	0%
Fonctionnement	ENS de Lyon	26 957 884 €	31 174 115 €	30 249 560 €	32 940 691 €	2 691 131 €	
	BDL	1 085 165 €	1 059 862 €	1 032 415 €	1 016 519 €	-15 896 €	
	TOTAL	28 043 049 €	32 233 977 €	31 281 975 €	33 957 210 €	2 675 235 €	+8,6%
Investissement	ENS de Lyon	8 622 988 €	5 483 450 €	15 117 442 €	8 847 222 €	-6 270 220 €	
	BDL	26 578 €	44 517 €	10 000 €	28 630 €	18 630 €	
	TOTAL	8 649 566 €	5 527 967 €	15 127 442 €	8 875 852 €	-6 251 590 €	-41,3%
TOTAL autorisations d'engagement		131 021 104 €	133 613 358 €	145 206 774 €	141 618 610 €	-3 588 164 €	-2,5%

La masse salariale globale est stable entre la prévision du budget initial et celle pour ce BR. Il y a néanmoins des évolutions, essentiellement pour la masse salariale État (MSE) avec une prévision de dépenses revue à la baisse, dont l'analyse détaillée est présentée au paragraphe 4.2.4.

Pour ce projet de BR 2019, les AE de fonctionnement augmentent de +2,7M€ (+8,6%) et atteignent un niveau supérieur au volume consommé sur l'exercice 2018. Cette possibilité d'engager des crédits de fonctionnement supplémentaires est possible grâce à l'effet couplé d'une hausse des recettes et d'une baisse des dépenses de MSE. Cela va permettre à l'ensemble des structures de l'école d'exercer leur activité récurrente (bourses étudiantes à la DAI, contrats de maintenance à la DirPat...) tout en garantissant la sécurité financière de l'établissement.

En investissement, les autorisations d'engagement sont évaluées à 8,9M€ et sont en forte baisse par rapport à la prévision initiale 2019 (-41,3%). Cela s'explique essentiellement par la prévision d'opérations immobilières importantes pour lesquelles les engagements sont décalés en 2020, comme la restructuration de la résidence Debourg ou la restructuration de la BDL (cf paragraphe 4.2.3).

2.3.2 Les crédits de paiement

De quoi parle-t-on ?

Les **crédits de paiement (CP)** représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année civile pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

Les crédits de paiement prévus au BR 2019 sont de **140,61M€**, soit +3,9M€ par rapport au BI. Ils se répartissent comme exposé dans le tableau suivant :

Crédits de paiement (CP)		Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019	
Masse salariale	ENS de Lyon	94 268 655 €	95 810 059 €	98 728 449 €	98 702 540 €	-25 909 €	
	BDL	10 591 €	24 137 €	68 908 €	83 008 €	14 100 €	
	TOTAL	94 279 246 €	95 834 196 €	98 797 357 €	98 785 548 €	-11 809 €	0%
Fonctionnement	ENS de Lyon	17 684 369 €	25 482 280 €	28 959 895 €	31 507 251 €	2 547 356 €	
	BDL	1 054 984 €	1 051 434 €	1 048 247 €	1 016 519 €	-31 728 €	
	TOTAL	18 739 353 €	26 533 714 €	30 008 142 €	32 523 770 €	2 515 628 €	+8,4%
Investissement	ENS de Lyon	7 857 898 €	6 104 210 €	7 869 251 €	9 269 730 €	1 400 479 €	
	BDL	26 578 €	44 517 €	10 000 €	28 630 €	18 630 €	
	TOTAL	7 884 476 €	6 148 727 €	7 879 251 €	9 298 360 €	1 419 109 €	+18%
TOTAL crédits de paiement		120 903 075 €	128 516 638 €	136 684 750 €	140 607 678 €	3 922 928 €	+2,9%

En fonctionnement, les crédits de paiement sont évalués à 32,5M€, soit +2,5M€ (+8,4%) en comparaison du BI. Cette hausse est consécutive de celle observée en autorisations d'engagement.

Les CP en investissement atteignent 9,3M€ (+18%), dont presque la moitié concerne des projets destinés à l'ensemble de l'établissement et qui sont menés par la direction du patrimoine, comme par exemple la restructuration d'appartements de fonction en bureaux (500k€) ou encore la réhabilitation des locaux de la DRH et de la direction de la comptabilité.

3. Les indicateurs financiers du budget rectificatif 2019

		Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019
Résultat	ENS de Lyon	3 023 040 €	2 133 738 €	282 324 €	616 339 €	334 015 €
	BDL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	TOTAL résultat	3 023 040 €	2 133 738 €	282 324 €	616 339 €	334 015 €
Capacité d'autofinancement (CAF)	ENS de Lyon	6 415 509 €	5 143 281 €	3 241 780 €	3 259 672 €	17 892 €
	BDL	38 179 €	34 537 €	25 054 €	28 240 €	3 186 €
	TOTAL CAF	6 453 688 €	5 177 818 €	3 266 834 €	3 287 912 €	21 078 €
Fonds de roulement	ENS de Lyon	16 461 812 €	17 735 396 €	13 214 173 €	14 901 625 €	1 687 452 €
	BDL	230 693 €	231 042 €	246 417 €	230 652 €	-15 765 €
	TOTAL fonds de roulement	16 692 505 €	17 966 438 €	13 460 590 €	15 132 277 €	1 671 687 €
Solde budgétaire	ENS de Lyon	2 427 933 €	5 664 772 €	-6 782 544 €	-4 540 332 €	2 242 212 €
	BDL	57 402 €	-37 217 €	-19 837 €	-45 706 €	-25 869 €
	TOTAL solde budgétaire	2 485 335 €	5 627 555 €	-6 802 381 €	-4 586 038 €	2 216 343 €
Trésorerie	ENS de Lyon	25 844 637 €	27 680 412 €	18 403 976 €	22 606 910 €	4 202 934 €
	BDL	264 896 €	229 226 €	229 729 €	185 520 €	-44 209 €
	TOTAL trésorerie	26 109 533 €	27 909 638 €	18 633 705 €	22 792 430 €	4 158 725 €

Le résultat, la capacité d'autofinancement et le niveau de fonds de roulement sont calculés en droits constatés. Cela signifie que les dépenses non décaissables (sans impact sur la trésorerie) sont prises en compte : amortissements, provisions, cautions des résidences étudiantes, dépenses réalisées en attente de factures. En recettes, ce sont les éléments non encaissables qui sont intégrés en droits constatés : recettes d'amortissement, reprises sur provision, recettes en attente d'encaissement. Tous ces indicateurs sont présentés dans l'annexe 6 : tableau de situation patrimoniale.

Quant au solde budgétaire, il s'agit d'un indicateur GBCP présenté dans l'annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires.

3.1 Le résultat du BR 2019

De quoi parle-t-on ?

Le **résultat net comptable** correspond au bénéfice ou à la perte de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

Calcul : = Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) – Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)

Le résultat prévisionnel de ce budget rectificatif s'élève à **616 339€**

Il est en hausse de 0,33M€ en comparaison de l'estimation de son niveau au BI 2019, comme on peut l'observer dans le tableau 6 de situation patrimoniale en annexe du rapport. Il s'explique, en droits constatés, par une hausse de 2,8M€ des produits tandis que les charges de personnel et de fonctionnement augmentent de 2,47M€. Une nouvelle modalité de comptabilisation des produits de droits d'inscription a été communiquée par la direction générale des finances publiques en mai 2019 : cette clarification de la méthode de comptabilisation apporte un produit supplémentaire de 309k€ sur l'exercice 2019 dont l'impact est ponctuel.

L'établissement veille à surveiller l'évolution du résultat avec grande attention tout au long de l'exercice budgétaire 2019. Cela se traduit par un suivi accru de l'exécution des recettes, mais aussi des opérations non budgétaires en lien avec la direction de la comptabilité.

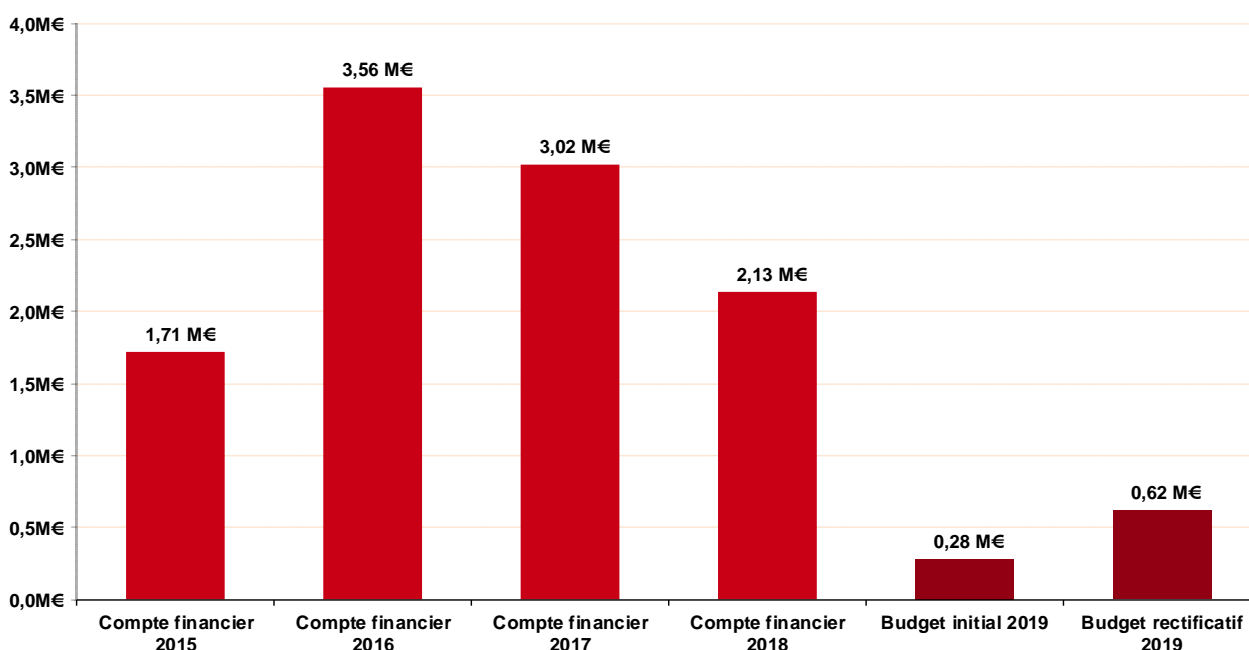


Figure 1 : évolution du résultat depuis le compte financier 2015 (résultat prévisionnel pour 2019)

3.2 La capacité d'autofinancement (CAF) du BR 2019

De quoi parle-t-on ?

La **capacité d'autofinancement (CAF)** correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

Calcul (méthode additive) :

Résultat Net Comptable

- + Charges calculées (amortissements et provisions)
- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)
- + Valeur Nette Comptable d'éléments d'Actif Cédés
- Produits de Cession d'éléments d'Actif
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

La capacité d'autofinancement de l'établissement (ENS de Lyon + BDL) atteint **3 287 912€** pour ce BR 2019. Elle est stable par rapport au BI 2019.

La CAF est plus faible que celle observée en 2018 car elle est liée intrinsèquement à la baisse du résultat.

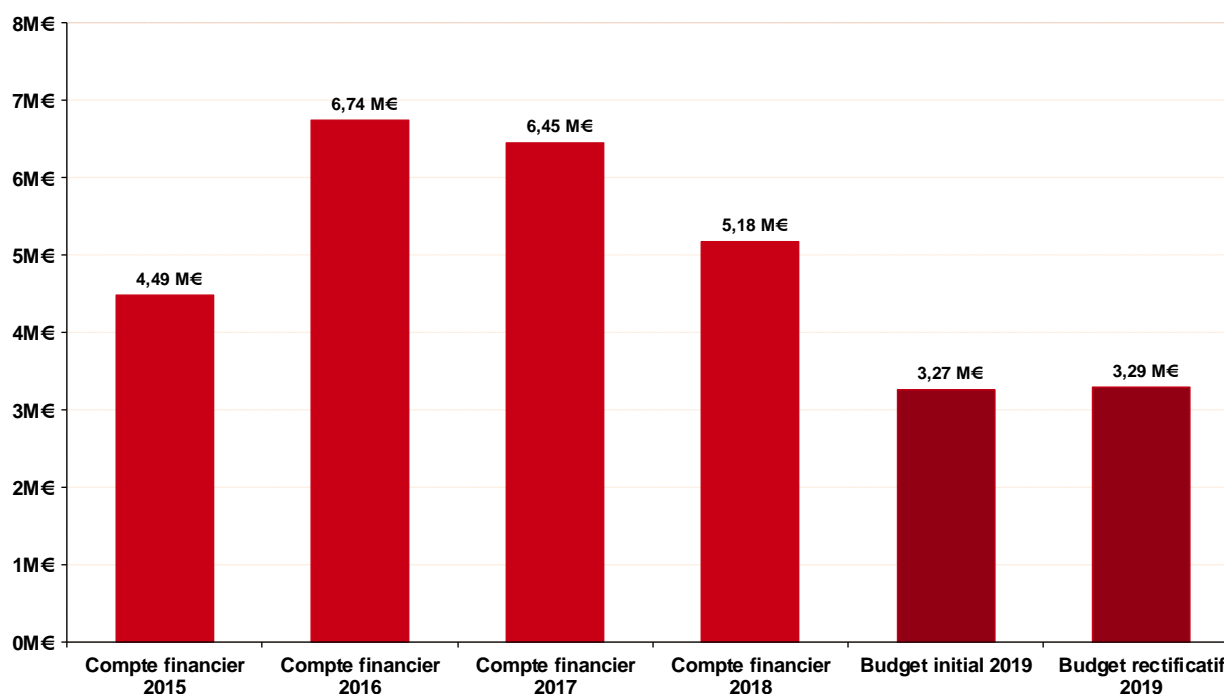


Figure 2 : évolution de la capacité d'autofinancement depuis le compte financier 2015 (CAF prévisionnelle pour 2019)

3.3 Le fonds de roulement du BR 2019

De quoi parle-t-on ?

Le **fonds de roulement** constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps.

Calcul = Ressources stables (capitaux propres et provisions) – Actifs stables (actif immobilisé)

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Avec un prélèvement calculé à hauteur de 2,8M€, le projet de BR prévoit un fonds de roulement de l'établissement s'élevant à **15 132 277€** représentant 41 jours de fonctionnement (le seuil d'alerte fixé par Bercy est fixé à 15 jours). Pour rappel, la prévision du BI s'élevait à 13,46M€.

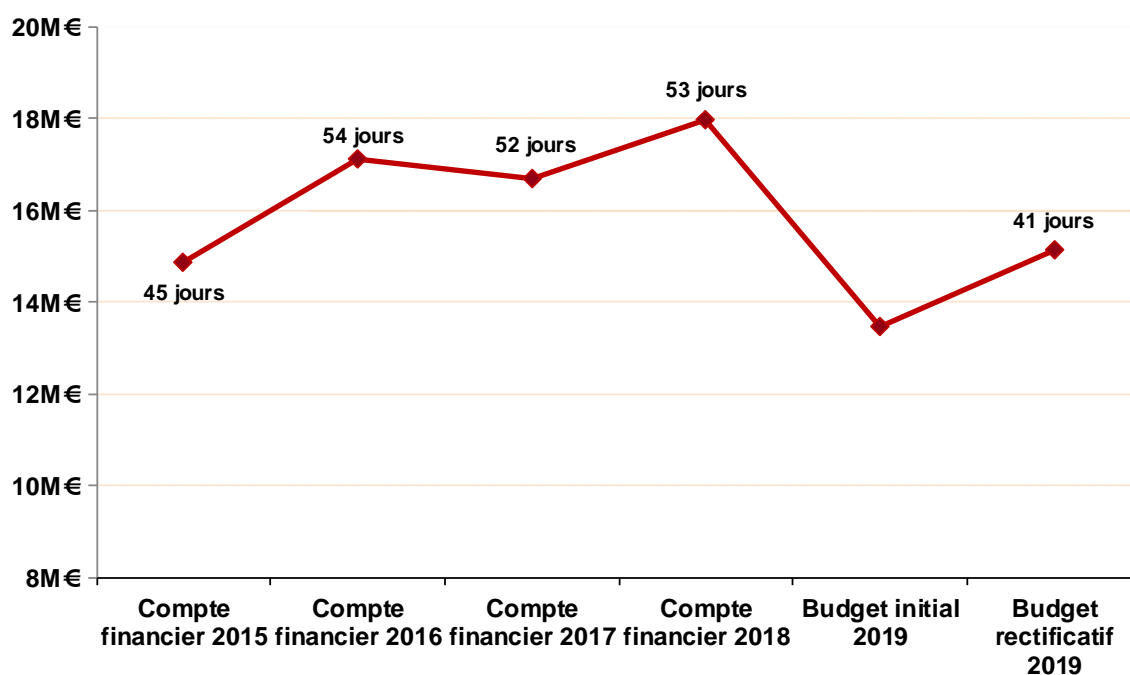


Figure 3 : évolution du fonds de roulement depuis le compte financier 2015

Ce fonds de roulement sera mobilisé dans un avenir proche avec des projets immobiliers conséquents tels que les restructurations de la résidence Debourg et de la BDL par exemple.

L'établissement a analysé le fonds de roulement disponible au 31/12/2018. Selon la méthode communiquée par la DGESIP et validée par le rectorat, le fonds de roulement est fortement mobilisé par les opérations pluriannuelles. Le fonds de roulement disponible s'élève à seulement 5,1M€ représentant 14 jours de fonctionnement.

3.4 Le solde budgétaire du BR 2019

De quoi parle-t-on ?

Le **solde budgétaire** correspond à l'écart entre les recettes encaissées et les crédits de paiement (=dépenses décaissées). Il s'agit du flux de trésorerie généré par l'activité de l'établissement.

Le solde budgétaire n'est pas obligatoirement à l'équilibre : il peut être excédentaire ou déficitaire.

Le solde budgétaire est déficitaire pour ce BR 2019 : **-4 586 038€**

En 2018, le solde budgétaire s'est élevé à 5,6M€. Cette évolution significative entre les 2 actes budgétaires s'explique principalement par la variation du flux de trésorerie des opérations fléchées.

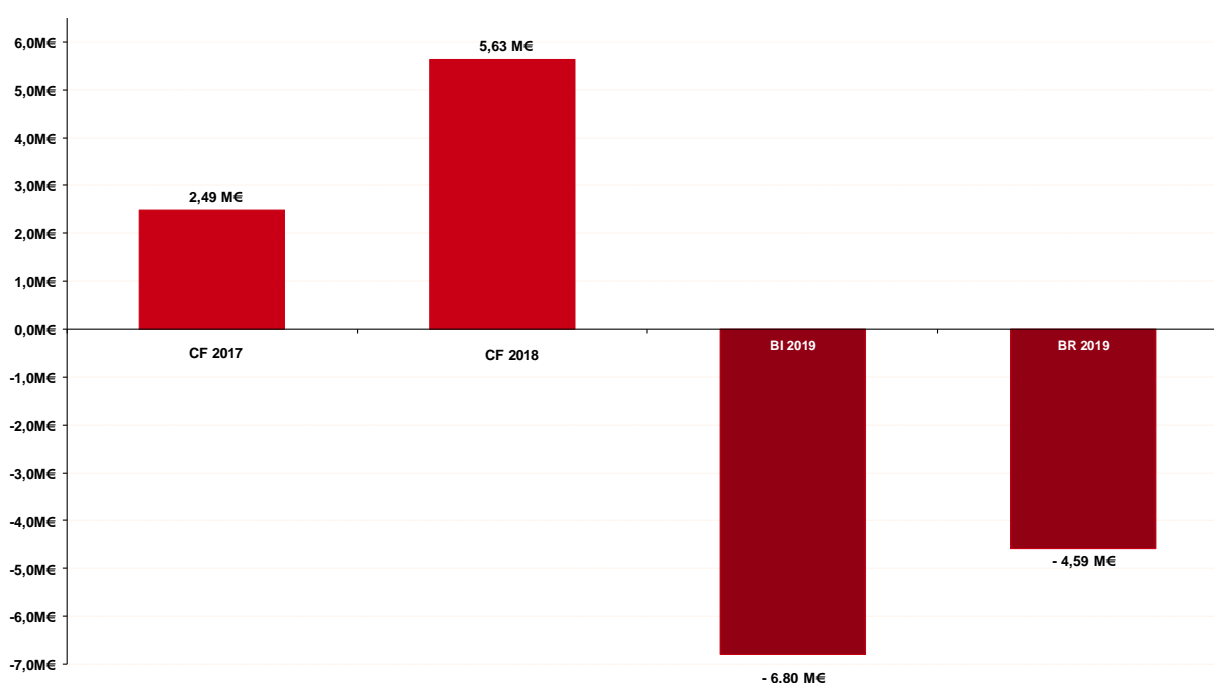


Figure 4 : évolution du solde budgétaire depuis le compte financier 2017 (données prévisionnelles pour 2019)

Ce schéma démontre que le solde budgétaire peut être très variable d'une année à l'autre. Son évolution est fortement associée aux opérations pluriannuelles et aux opérations fléchées qui ont un impact significatif sur la trésorerie du fait de volumes d'encaissements et de décaissements pouvant être décalés sur des exercices différents.

3.5 La trésorerie du BR 2019

De quoi parle-t-on ?

Il s'agit des liquidités dont l'École dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement.

En terme comptable, la trésorerie est la différence entre le fonds de roulement de l'entreprise et son besoin en fonds de roulement.

Le BR 2019 prévoit une mobilisation de la trésorerie pour 5,12M€, ce qui porte le niveau de la trésorerie de l'établissement à **22,79M€** fin 2019 soit 62 jours (seuil d'alerte = 30 jours).

Ce montant est calculé en prenant compte comme base de départ le niveau de trésorerie constaté au 31/12/2018 lors du compte financier, qui était de 27,91M€.

Au vu du tableau 4 présenté en annexe, ce prélèvement sur la trésorerie en 2019 s'explique par :

- un solde budgétaire déficitaire de 4,6M€
- un décalage déficitaire de 0,53M€ entre les encaissements et décaissements liés aux opérations non budgétaires présentées dans le tableau 5 "opérations pour comptes de tiers"

La différence entre le niveau prévisionnel de la trésorerie et celui du fonds de roulement entraîne un besoin en fonds de roulement (BFR) de -7,66M€. Le besoin en fonds de roulement correspond à la somme que l'établissement doit financer pour couvrir le besoin résultant des décalages de trésorerie entre les entrées et les sorties.

La prévision de cet indicateur étant négative, cela démontre la situation saine de l'établissement dans la mesure où sa trésorerie couvre largement ses besoins.

3.6 Les ratios du BR 2019

Les ratios présentés sont des indicateurs d'analyse dont le ministère de l'action et des comptes publics recommande l'usage dans la circulaire des opérateurs transmise à chaque ministère. Le rectorat de l'académie de Lyon s'appuie également sur ces ratios afin d'apprécier la trajectoire financière et budgétaire de notre établissement.

Pour précision, certains de ces ratios sont déjà intégrés dans le corps de ce rapport et n'apparaissent donc pas dans ce paragraphe, comme le fonds de roulement en nombre de jours par exemple.

3.6.1 Les ratios en comptabilité générale

Les données utilisées pour calculer ces ratios sont celles issues du tableau 6 de situation patrimoniale, qui se trouve parmi les annexes réglementaires de ce rapport.

3.6.1.1 Poids des charges décaissables de fonctionnement général

Ce ratio mesure l'évolution dans le temps du poids relatif des charges de fonctionnement décaissables, hors charges de masse salariale. Il se calcule de la manière suivante : charges décaissables de fonctionnement / produits encaissables.

2017	2018	BI 2019	BR 2019
17,1%	21,6%	23,6%	25,0%

Depuis 2017, le poids des charges de fonctionnement augmente. Cela s'explique principalement par le transfert de l'Etat des financements relatifs aux CDSN, dont une grande partie est reversée en fonctionnement par l'ENS de Lyon aux établissements dans lesquels les doctorants vont effectuer leur thèse.

3.6.1.2 Dépendance aux financements de l'État

Cet indicateur mesure la dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public et aux éventuelles autres subventions de l'État. Il se calcule de la manière suivante : ressources propres encaissables / produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 13% et 15%, et une alerte s'il est inférieur à 13%.

2017	2018	BI 2019	BR 2019
14,5%	14,4%	15,3%	16,7%

Pour ce BR, les ressources propres encaissables représentent 16,7% des produits encaissables. La dépendance de notre établissement aux financements de l'Etat demeure élevée, la subvention pour charges de service public (SCSP) étant la principale recette de l'Ecole.

3.6.1.3 Taux de déficit

Ce ratio éclaire sur l'envergure du résultat de l'établissement. Le mode de calcul pour déterminer cet indicateur est le suivant : résultat / total des recettes de la classe 7.

2017	2018	BI 2019	BR 2019
2,4%	1,6%	0,2%	0,4%

Pour ce BR 2019, le résultat prévisionnel est en hausse par rapport à celui inscrit au BI, ce qui explique que son poids augmente en pourcentage par rapport à l'ensemble des recettes de l'établissement.

3.6.1.4 Poids des charges de personnel

Ce ratio, appelé aussi taux de saturation, permet de mesurer le poids des charges de personnel par rapport à l'ensemble des produits encaissables de l'établissement. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 82% et 83%, et une alerte s'il dépasse 83%.

2017	2018	BI 2019	BR 2019
77,6%	74,4%	73,9%	72,6%

La tendance du poids des charges de personnel est à la baisse depuis 2017. Cet indicateur est toutefois à analyser avec précaution. En effet, le transfert des financements des CDSN par l'Etat augmente les produits de l'établissement, mais les dépenses de masse salariale n'augmentent pas en miroir puisque les versements aux établissements partenaires sont réalisés en fonctionnement.

3.6.1.5 Taux d'autofinancement

Ce ratio permet de mesurer l'amélioration ou la dégradation de la capacité d'autofinancement (CAF) par rapport à l'ensemble des produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 0,5% et 1%, et une alerte s'il est en dessous de 0,5%.

2017	2018	BI 2019	BR 2019
5,3%	4,1%	2,5%	2,4%

Le taux d'autofinancement basé sur les prévisions du BR est en-dessous des seuils de vigilance et d'alerte.

3.6.2 Les ratios en comptabilité budgétaire

3.6.2.1 Poids relatif des dépenses de personnel

Ce ratio permet d'indiquer le degré de "rigidité" du budget lié à la part des dépenses destinées à la rémunération des personnels. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : dépenses de personnel / dépenses totales hors investissement.

2017	2018	BI 2019	BR 2019
83,4%	78,3%	76,7%	75,2%

Comme évoqué pour le ratio du poids des charges de personnel (paragraphe 3.6.1.4), le transfert des CDSN fait baisser le poids des dépenses de personnel par rapport à l'ensemble des dépenses de l'établissement.

3.6.2.2 Poids relatif des recettes propres

Cet indicateur mesure le degré de dépendance de l'établissement vis-à-vis des financements publics. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : recettes propres (globalisées et fléchées) / total des recettes.

2017	2018	BI 2019	BR 2019
7,4%	6,4%	6,0%	7,3%

La part des recettes propres encaissées augmente entre le BI et le BR. Cela s'explique essentiellement par une prévision à la hausse des recettes fléchées. Comme évoqué au paragraphe 3.6.1.2, la SCSP est la principale ressource de l'établissement, ce qui explique logiquement une dépendance élevée aux financements publics.

3.6.2.3 Poids des crédits de paiement issus d'engagements pris antérieurement

Cet indicateur permet de préciser les hypothèses de budgétisation retenues pour déterminer le volume de crédits de paiement de l'année. Il permet également de mesurer le poids des décaissements "inévitables", car liés à des engagements déjà pris qu'il conviendra d'honorer quoiqu'il arrive, par rapport aux décaissements sur lesquels des marges de manœuvre existent davantage. Le calcul est : montant des CP relatifs à des AE consommées sur exercices antérieurs / montant total des CP de l'année issu du tableau 2.

2017	2018	BI 2019	BR 2019
2,3%	5,9%	5,5%	5,3%

En comparaison de 2018, le poids des crédits de paiement issus d'engagements antérieurs prévus en 2019 est en diminution. En 2019, cela signifie que l'établissement a moins d'engagements à dénouer liés aux années antérieures.

3.6.2.4 Poids relatif des restes à payer

Ce ratio permet de mesurer le degré de rigidité de la dépense (hors dépenses de personnel) et l'inertie générée par les engagements pris au cours de l'exercice et des exercices précédents. Il se calcule comme tel : restes-à-payer (tous exercices confondus) issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable / montant des CP de l'année hors personnel issus du tableau 2 en annexe.

2017	2018	BI 2019	BR 2019
136,2%	126,5%	120,9%	101,3%

Les restes-à-payer de notre établissement concernent majoritairement les engagements pris pour de nombreuses années. Citons comme exemple le loyer dans le cadre du contrat de partenariat qui s'étend sur plus de 25 ans ou encore les reversements CDSN qui s'échelonnent sur 3 exercices budgétaires pour chacune des promotions.

En 2019, le poids relatif des restes-à-payer est en baisse, en comparaison de la prévision du BI du fait d'une augmentation de la prévision des CP2019.

3.6.2.5 Poids des charges à payer au sein des restes à payer

Il permet de mesurer le poids des reste-à-payer les plus imminents. Si le pourcentage est élevé, il doit attirer l'attention sur la capacité ou non de l'établissement à faire face à cette sortie de trésorerie à venir. Il se calcule ainsi : charges à payer issues de la balance de comptabilité générale / restes-à-payer issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable.

2017	2018	BI 2019	BR 2019
12,8%	8,8%	8,0%	8,6%

Ce ratio demeure stable entre le taux constaté en 2018 et celui prévu au BR 2019. Ce taux plutôt faible signifie que l'établissement peut honorer sur l'exercice 2019 les décaissements liés à des dépenses rattachées comptablement à l'exercice 2018.

4. Analyse des recettes et dépenses du budget rectificatif 2019

4.1 Analyse des recettes du budget rectificatif 2019

4.1.1 Ensemble des recettes inscrites au budget rectificatif

Recettes en encaissements		Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019
Recettes globalisées	ENS de Lyon	114 128 147 €	120 951 065 €	122 436 406 €	124 621 095 €	2 184 689 €
	BDL	1 139 625 €	1 082 871 €	1 088 918 €	1 064 051 €	-24 867 €
	TOTAL	115 267 772 €	122 033 936 €	123 525 324 €	125 685 146 €	2 159 822 €
Recettes fléchées	ENS de Lyon	8 110 707 €	12 110 257 €	6 338 645 €	10 318 094 €	3 979 449 €
	BDL	9 930 €	0 €	18 400 €	18 400 €	0 €
	TOTAL	8 120 637 €	12 110 257 €	6 357 045 €	10 336 494 €	3 979 449 €
TOTAL recettes en encaissements		123 388 409 €	134 144 193 €	129 882 369 €	136 021 640 €	6 139 271 €

Les recettes à l'encaissement sont en hausse de 6,1M€ par rapport aux prévisions du BI. Cette augmentation concerne autant les recettes globalisées (+2,16M€) que les recettes fléchées (+3,98M€).

Les recettes à l'encaissement sont ainsi estimées à **136,02M€** en 2019. Les recettes propres telles que présentées dans l'annexe n°2 (ressources propres parmi les recettes globalisées et autres recettes fléchées parmi les recettes fléchées) constituent 7,3% de l'ensemble des recettes de l'établissement.

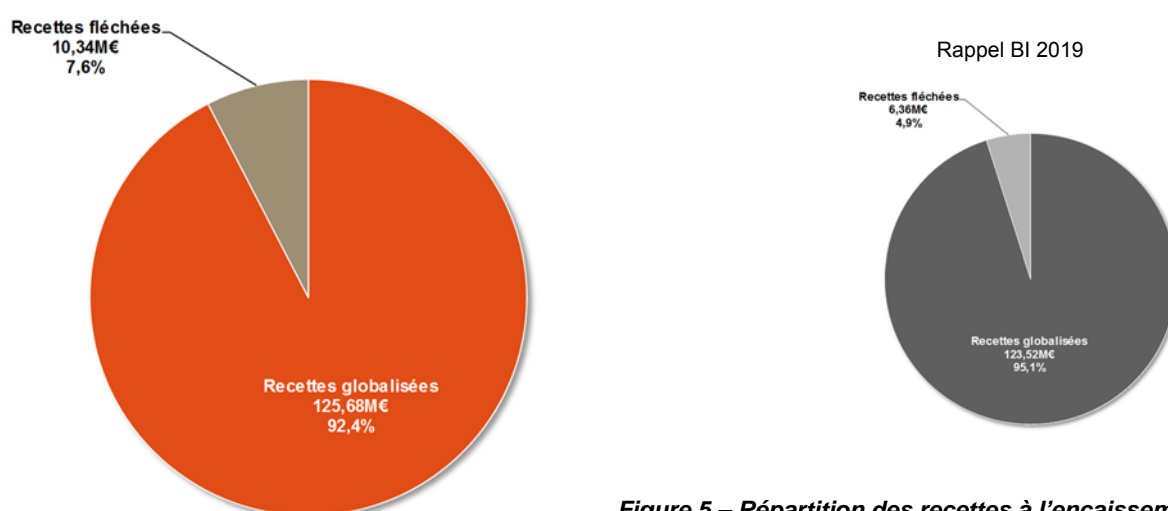


Figure 5 – Répartition des recettes à l'encaissement au BR 2019

La subvention pour charges de service public (SCSP) 2019 a été estimée en tenant compte de la notification du MESRI reçue en date du 3 janvier 2019. Elle est évaluée à 115,7M€. Le détail de la SCSP prévisionnelle 2019 est présentée dans le tableau suivant. La SCSP représente 85% de l'ensemble des recettes de l'établissement. Il s'agit d'une recette globalisée.

	ENS de Lyon	BDL	Total
Dotation de masse salariale	102 631 774 €		102 631 774 €
Masse salariale	89 127 083 €		89 127 083 €
Transfert contrats doctoraux CDSN	10 499 720 €		10 499 720 €
Contrats doctoraux sur appels d'offre	2 493 200 €		2 493 200 €
Masse salariale transfert personnels Persée	500 000 €		500 000 €
Compensation glissement vieillesse technicité (GVT)	472 629 €		472 629 €
Compensation indemnité CSG	481 078 €		481 078 €
Compensation 2019 PPCR	197 069 €		197 069 €
Renforcement moyens Persée : emploi conservateur bibliothèque	68 625 €		68 625 €
Compensation décharge MCF stagiaires	3 000 €		3 000 €
Ajustement contrats doctoraux sur appels d'offre	-1 282 677 €		-1 282 677 €
Actions spécifiques : compensations IUF	72 047 €		72 047 €
Dotation de fonctionnement	12 113 994 €	963 870 €	13 077 864 €
Dotation globalisée de fonctionnement	11 410 928 €	456 223 €	11 867 151 €
Dotation globalisée de fonctionnement BDL		507 647 €	507 647 €
Opérations immobilières : dotation sûreté	90 000 €		90 000 €
Actions spécifiques : participation concours communs session 2019	498 983 €		498 983 €
Actions spécifiques : IUF crédits de recherche	138 750 €		138 750 €
Actions spécifiques : projet Néop@ssSup Ifé	50 600 €		50 600 €
Actions spécifiques : dotation Persée	50 000 €		50 000 €
Actions spécifiques : indemnités et frais de déplacement des membres du CNU	17 500 €		17 500 €
Actions spécifiques : indemnités de déplacement CNU	8 000 €		8 000 €
Actions spécifiques : aides aux étudiants handicapés - courrier MESRI du 20 mars 2019	5 000 €		5 000 €
Actions spécifiques : concours ITRF 2019	5 694 €		5 694 €
Transfert des crédits vers l'ABES - participation à la licence Elsevier 2016	-80 470 €		-80 470 €
Réserve de précaution	-80 991 €		-80 991 €
Total dotation prévisionnelle État	114 745 768 €	963 870 €	115 709 638 €

Tableau 1 – Recettes du MESRI inscrites au budget rectificatif 2019 (subvention pour charges de service public)

4.1.2 Les recettes globalisées

Elles représentent **125,68M€** soit 92,4% des recettes totales de l'École (123,52M€ au BI). La SCSP est incluse dans cette catégorie des recettes globalisées.

Les recettes globalisées prévisionnelles augmentent de 2,16M€ en comparaison du budget initial 2019.

Les recettes globalisées générées par les **structures de recherche** concentrent la majorité de cette hausse des encaissements par rapport au BI : **+1,39M€**

Suite à l'inondation de la plateforme Platim (SFR Biosciences) en 2018, les assurances compensent les pertes de l'établissement à hauteur de **452k€** afin d'acquérir entre autres un nouveau microscope.

Les recettes liées aux **prestations de recherche**, pour lesquelles les dépenses ne sont pas soumises à justification financière, augmentent de **350k€** entre les 2 actes budgétaires. Cela s'explique principalement par l'obtention de nouveaux projets scientifiques financés par Total, L'Oréal ou encore l'IFPEN par exemple.

Des encaissements supplémentaires à hauteur de **306k€**, non prévus au BI, concernent des **colloques** : école d'été aux Houches par le laboratoire de physique, 33rd annual French Drosophila conference organisé par l'IGFL, Flower Development Workshop organisé par le RDP.

Les recettes générées par la participation des **EPST** (CNRS, INRIA...) au fonds recherche sont revues à la hausse pour environ **220k€** supplémentaires.

Outre la hausse de la prévision des recettes des structures de recherche, il est prévu dans ce projet de BR une augmentation de la prévision des recettes relatives aux ruptures d'**engagement décennal** qui atteignent 530k€. Une recette de 90k€ est également inscrite pour le nouveau dispositif contribution de vie étudiante et campus (CVEC).

Enfin, les recettes de **masse salariale Etat** évoluent de **+336k€** par rapport à la prévision initiale, liées notamment au réajustement suite à l'intégration des personnels Persée et à la réévaluation du PPCR.

Le schéma ci-dessous présente la répartition des autres recettes globalisées encaissables, hors subvention pour charges de service public.

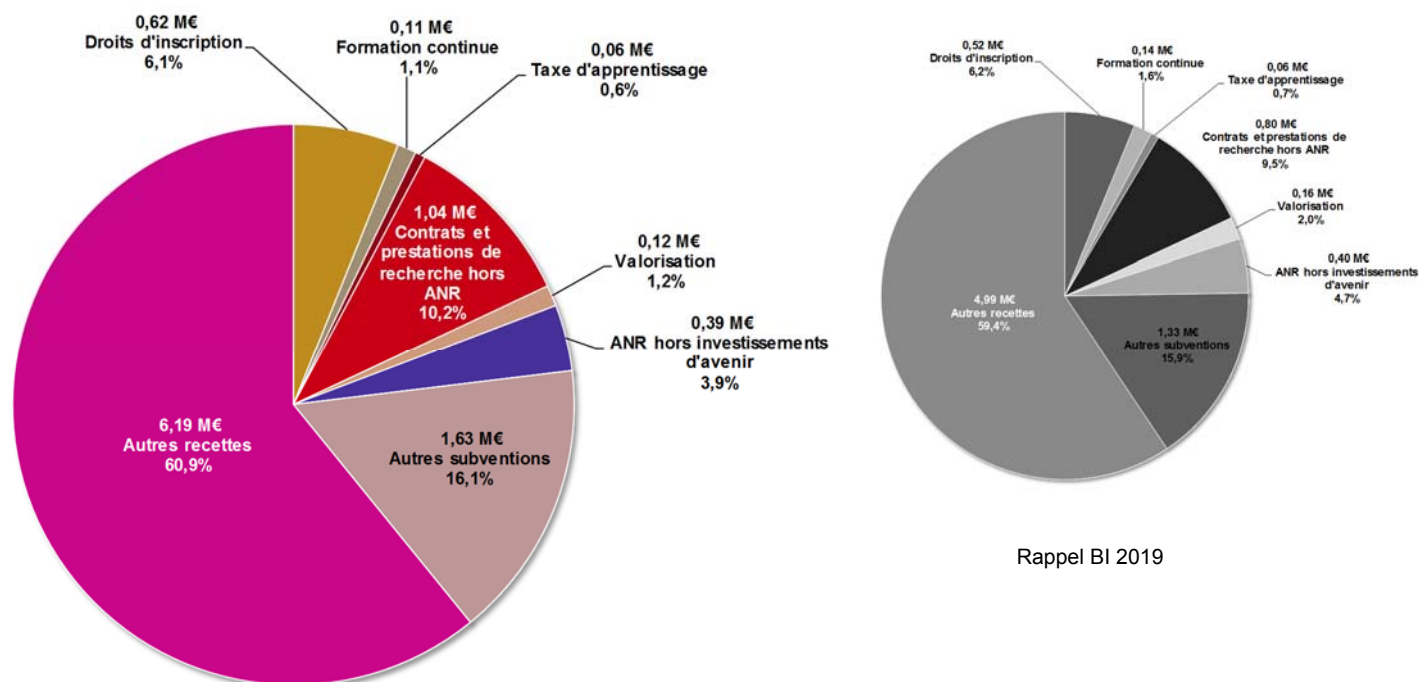


Figure 6 – Répartition des recettes globalisées hors SCSP

Dans la catégorie “**autres recettes**” qui représente 6,19M€, on retrouve entre autres :

- **1,64M€** de loyers des résidences étudiantes
- **555k€** relatifs aux mises à disposition sortantes de personnels
- **452k€** de compensation des assurances pour Platim
- **300k€** de refacturation pour l'utilisation du Plateau de Biologie Expérimentale de la Souris (PBES)
- **190k€** de ventes de revues par ENS Editions
- **92k€** de locations des salles et amphithéâtres

Parmi les 1,63M€ en “autres subventions”, 822k€ correspondent aux recettes provenant des EPST (CNRS, INRIA...) dans le cadre de la participation de ces établissements au fonds recherche de l'École. Sont également compris 109k€ d'adhésions et participations de partenaires à la banque d'épreuves littéraires (BEL) par exemple.

La catégorie “contrats et prestations de recherche hors ANR” concerne les recettes liées aux prestations réalisées dans les laboratoires de recherche pour des partenaires privés ou publics, comme évoqué dans le paragraphe précédent (Total, L'Oréal...).

4.1.3 Les recettes fléchées

Elles s'établissent à **10,34M€** au budget rectificatif 2019, soit 7,6% des recettes totales.

Les encaissements prévus pour les recettes fléchées en 2019 sont en nette hausse par rapport au budget initial : +3,98M€.

Le graphique ci-dessous présente le détail de l'origine des encaissements des recettes fléchées. On observe que l'augmentation des recettes se concentre essentiellement sur les financements de l'**ANR** et de l'**Union Européenne** (65% des recettes fléchées) : **+3M€** en comparaison du BI. Ces organismes sont des financeurs importants des projets de recherche réalisés dans les unités de recherche de l'École.

L'ANR finance ainsi des projets d'investissement d'avenir (via l'UdL) comme par exemple l'IDEX 2019 Breakthrough "TORE" et l'IDEX 2019 "stability & dynamics" au laboratoire de physique, pour lesquels des encaissements respectifs de 308k€ et 90k€ sont attendus en 2019.

Parmi les recettes supplémentaires de l'Europe, de nouveaux projets ont été obtenus et ont débuté (ou débiteront) cette année. C'est le cas de l'ERC "PODCAST" au CRAL dont un préfinancement de 603k€ est escompté d'ici la fin d'année 2019, et également de l'ERC "SHAFIG" au laboratoire IHRIM dont le préfinancement attendu s'élève à 518k€.

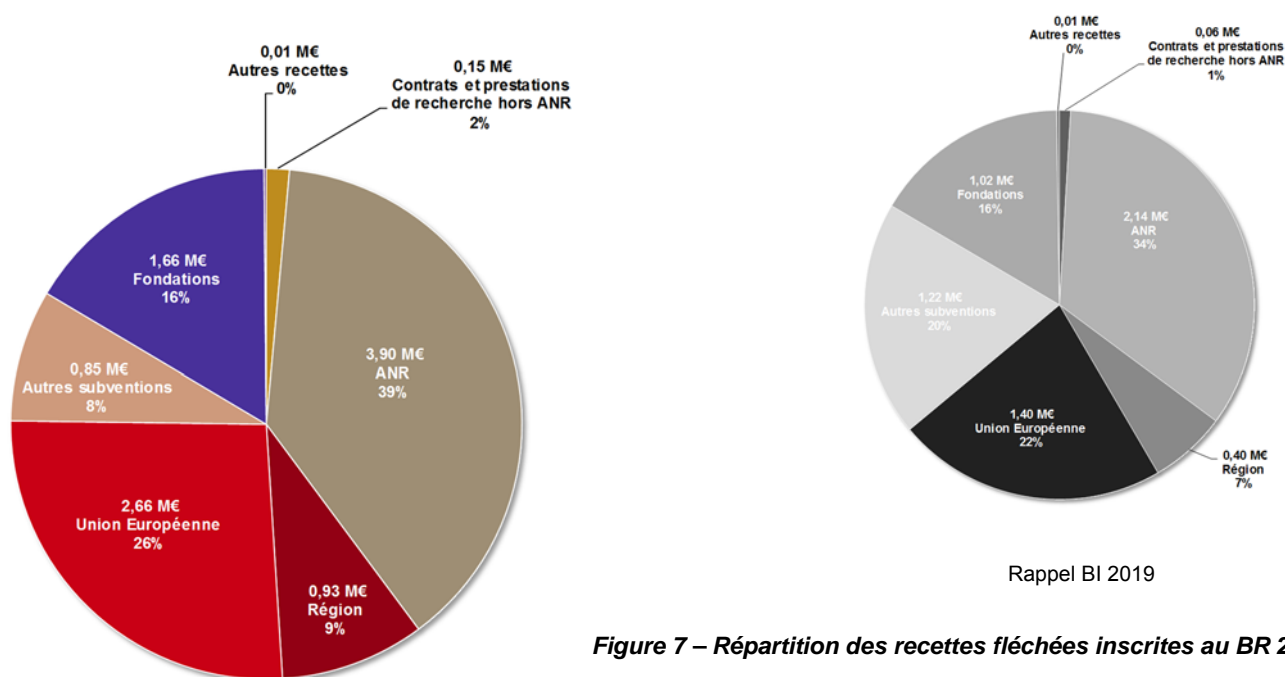


Figure 7 – Répartition des recettes fléchées inscrites au BR 2019

4.2 Analyse des dépenses du budget rectificatif 2019

4.2.1 Ensemble des dépenses inscrites au budget rectificatif

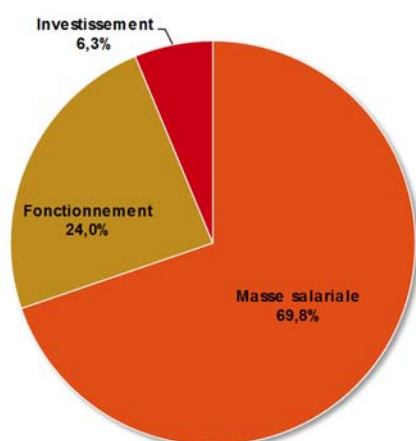
Autorisations d'engagement (AE)		Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019
Masse salariale	ENS de Lyon	94 317 899 €	95 827 276 €	98 728 449 €	98 702 540 €	-25 909 €
	BDL	10 590 €	24 137 €	68 908 €	83 008 €	14 100 €
	TOTAL	94 328 489 €	95 851 413 €	98 797 357 €	98 785 548 €	-11 809 €
Fonctionnement	ENS de Lyon	26 957 884 €	31 174 115 €	30 249 560 €	32 940 691 €	2 691 131 €
	BDL	1 085 165 €	1 059 862 €	1 032 415 €	1 016 519 €	-15 896 €
	TOTAL	28 043 049 €	32 233 977 €	31 281 975 €	33 957 210 €	2 675 235 €
Investissement	ENS de Lyon	8 622 988 €	5 483 450 €	15 117 442 €	8 847 222 €	-6 270 220 €
	BDL	26 578 €	44 517 €	10 000 €	28 630 €	18 630 €
	TOTAL	8 649 566 €	5 527 967 €	15 127 442 €	8 875 852 €	-6 251 590 €
TOTAL autorisations d'engagement		131 021 104 €	133 613 358 €	145 206 774 €	141 618 610 €	-3 588 164 €

Tableau 2 – Autorisations d'engagement par masse inscrites au budget rectificatif 2019

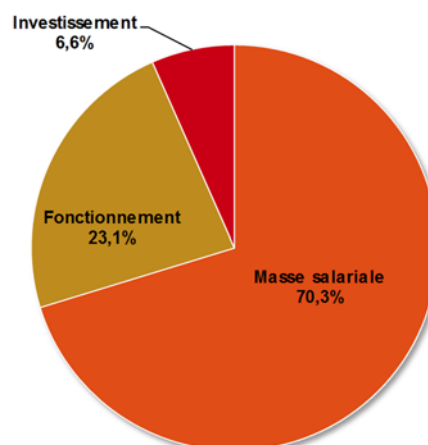
Crédits de paiement (CP)		Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019
Masse salariale	ENS de Lyon	94 268 655 €	95 810 059 €	98 728 449 €	98 702 540 €	-25 909 €
	BDL	10 591 €	24 137 €	68 908 €	83 008 €	14 100 €
	TOTAL	94 279 246 €	95 834 196 €	98 797 357 €	98 785 548 €	-11 809 €
Fonctionnement	ENS de Lyon	17 684 369 €	25 482 280 €	28 959 895 €	31 507 251 €	2 547 356 €
	BDL	1 054 984 €	1 051 434 €	1 048 247 €	1 016 519 €	-31 728 €
	TOTAL	18 739 353 €	26 533 714 €	30 008 142 €	32 523 770 €	2 515 628 €
Investissement	ENS de Lyon	7 857 898 €	6 104 210 €	7 869 251 €	9 269 730 €	1 400 479 €
	BDL	26 578 €	44 517 €	10 000 €	28 630 €	18 630 €
	TOTAL	7 884 476 €	6 148 727 €	7 879 251 €	9 298 360 €	1 419 109 €
TOTAL crédits de paiement		120 903 075 €	128 516 638 €	136 684 750 €	140 607 678 €	3 922 928 €

Tableau 3 – Crédits de paiement par masse inscrits au budget rectificatif 2019

Les autorisations d'engagement sont globalement en diminution de 3,6M€ pour atteindre 141,62M€, tandis que les crédits de paiement augmentent de 3,9M€ en comparaison des prévisions initiales 2019 et atteignent 140,61M€.



Autorisations d'engagement



Crédits de paiement

La masse salariale affiche un montant identique en AE comme en CP, toutefois son poids est moins important parmi les autorisations d'engagement. En effet, les engagements liés aux reversements CDSN sont pris pour 3 ans, d'où un volume d'AE de fonctionnement plus significatif. Les crédits d'investissement prévus au BR représentent une proportion identique en AE et en CP. Parmi les CP programmés en 2019, 5,3% concernent des engagements pris antérieurement soit 7,5M€ (CDSN, loyer du contrat de partenariat, marché pluriannuel d'assurances...).

Les actions LOLF précisent la destination des crédits consommés, permettant ainsi de mettre en lumière les moyens affectés par l'établissement sur ses missions principales. Pour ce budget rectificatif 2019, la répartition des crédits de paiement (toutes masses confondues : fonctionnement, investissement et masse salariale) demeure dans les mêmes proportions que celles prévues au BI. La masse salariale consacrée à la rémunération des élèves normaliens concentre 24% des dépenses, et ce sont ensuite la Recherche et les Études qui mobilisent le plus de crédits.

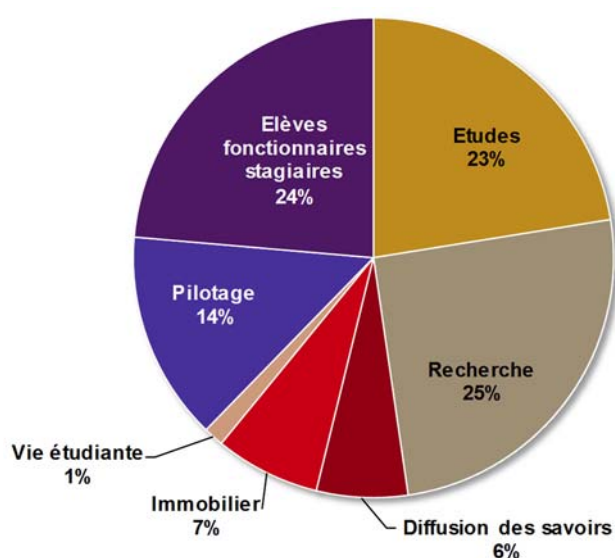


Figure 8 – Répartition des crédits de paiement par destination

4.2.2 Les dépenses de fonctionnement

Autorisations d'engagement

AE	Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019
ENS de Lyon	26 957 884 €	31 174 115 €	30 249 560 €	32 940 691 €	2 691 131 €
BDL	1 085 165 €	1 059 862 €	1 032 415 €	1 016 519 €	-15 896 €
TOTAL	28 043 049 €	32 233 977 €	31 281 975 €	33 957 210 €	2 675 235 €

Crédits de paiement

CP	Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019
ENS de Lyon	17 684 369 €	25 482 280 €	28 959 895 €	31 507 251 €	2 547 356 €
BDL	1 054 984 €	1 051 434 €	1 048 247 €	1 016 519 €	-31 728 €
TOTAL	18 739 353 €	26 533 714 €	30 008 142 €	32 523 770 €	2 515 628 €

Les prévisions de dépenses de fonctionnement de la **BDL** sont constantes par rapport à celles inscrites au budget initial.

Une forte variation est en revanche observée en fonctionnement pour l'**ENS de Lyon** : on constate une hausse de 2,69M€ en AE et de 2,55M€ en CP en comparaison du BI.

Lors de la construction du budget initial 2019, il a été constaté une forte hausse de la masse salariale État due principalement au nombre important de retour de césures des élèves normaliens dès octobre 2018. La conséquence budgétaire s'est portée sur les **moyens établissement** alloués en fonctionnement, qui ont été contraints et réduits aux seules dépenses incompressibles (fluides, contrats de maintenance...) et à la poursuite des projets en cours.

Pour ce projet de budget rectificatif, les prévisions de dépenses de masse salariale État sont optimisées (cf paragraphe 4.2.4). De plus, des produits supplémentaires de fonctionnement sont inscrits notamment ceux relatifs aux ruptures de l'engagement décennal. Ces nouvelles données ont permis au Président d'allouer un volume de moyens établissement en fonctionnement plus important qu'au BI : **+ 1,3M€**. Cela a ainsi donné la possibilité de répondre à l'ensemble des besoins des structures.

L'essentiel de ces moyens établissement est destiné à des dépenses récurrentes telles que des petites réparations et aménagements pour la Direction du Patrimoine, la maintenance et l'achat de licences informatiques pour la DSI, les différentes bourses à verser aux étudiants concernés pour la direction des affaires internationales etc... Quelques projets sont également planifiés sur l'exercice comme le projet "XX elles" piloté par le service communication, et des crédits supplémentaires sont prévus pour la diplomation (communication), la gestion électronique des documents (DSI) et l'ajustement du loyer du contrat de partenariat lié au fiches techniques modificatives (DirPat).

Les crédits 2019 prévus pour les **versements CDSN** aux établissements partenaires ont été réajustés au regard de la consommation réalisée en 2018. Ce sont donc **10M€ en AE** et **8,1M€ en CP** qui sont inscrits à ce budget rectificatif. Les AE correspondent aux engagements que l'établissement prendra pour la nouvelle promotion qui débutera au 1^{er} septembre 2019 : l'hypothèse retenue étant celle d'une promotion de 125 doctorants. Quant aux CP, ils sont prévus afin de payer une année entière pour la promotion 2017-2020, une année entière pour la promotion 2018-2021 et 4 mois pour la nouvelle promotion 2019-2022 de septembre à décembre 2019. Pour rappel, le ministère compense totalement ces dépenses via un

ajustement de la dotation de masse salariale. Le tableau ci-dessous présente le détail des reversements prévus par promotion :

CDSN	Nombre doctorants	Coût total opération	AE 2017	AE 2018	AE 2019	AE 2020 et +	TOTAL AE	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020 et +	TOTAL CP
Cohorte 2017	127	10 395 635 €	7 695 707 €	2 699 928 €	0 €	0 €	10 395 635 €	109 092 €	4 218 105 €	3 436 272 €	2 613 985 €	10 377 454 €
Cohorte 2018	132	10 799 712 €	0 €	9 408 840 €	1 318 147 €	0 €	10 726 987 €	0 €	490 914 €	4 100 000 €	6 136 073 €	10 726 987 €
Cohorte 2019	125	10 227 000 €	0 €	0 €	8 692 950 €	1 534 050 €	10 227 000 €	0 €	0 €	570 000 €	9 657 000 €	10 227 000 €
Total	384	31 422 347 €	7 695 707 €	12 108 768 €	10 011 097 €	1 534 050 €	31 349 622 €	109 092 €	4 709 019 €	8 106 272 €	18 407 058 €	31 331 441 €

Parmi les autres évolutions entre le BI et le BR, il est à noter une hausse de **400k€** des dépenses de fonctionnement prévue pour les projets financés via le **fonds recherche** : cette évolution est consécutive à une hausse des recettes prévisionnelles du fonds recherche en parallèle.

Une convention devrait être signée avant la fin de l'année afin de déterminer les modalités de la participation financière de l'établissement aux travaux de construction du **bâtiment M8** pilotés par la Métropole de Lyon. Une consommation de **300k€ d'AE** est ainsi inscrite à ce BR. Les CP ne seront pas consommés sur l'exercice mais certainement en 2021.

Par courrier en date du 31 janvier 2019, le MESRI a attribué à l'établissement un montant de 90k€ afin de l'accompagner dans le financement de la mise en conformité des locaux dans le domaine de la **sûreté**. Le service Accueil et Sécurité prévoit ainsi **60k€** de fonctionnement pour assurer la modernisation du système de vidéoprotection. Le reste de cette dotation ministérielle est prévue pour la Direction du patrimoine, en investissement, afin de réaliser une clôture de séparation entre l'IEA et le restaurant sur le site Descartes.

Enfin, côté Recherche, le laboratoire de Physique organise une **école d'été** aux Houches. Les différents financements de partenaires externes permettent de prévoir des dépenses à hauteur de **66k€**. Quant à l'IGFL, il organisera le **colloque EDRC** en 2021 : **84k€ d'AE** sont consommées dès cette année afin de réserver le lieu où se tiendra l'évènement, et 25k€ en CP correspondant à un acompte de 30%.

4.2.3 Les dépenses d'investissement

Autorisations d'engagement

AE	Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019
ENS de Lyon	8 622 988 €	5 483 450 €	15 117 442 €	8 847 222 €	-6 270 220 €
BDL	26 578 €	44 517 €	10 000 €	28 630 €	18 630 €
TOTAL	8 649 566 €	5 527 967 €	15 127 442 €	8 875 852 €	-6 251 590 €

Crédits de paiement

CP	Exécution 2017	Exécution 2018	BI 2019	BR 2019	Ecart BR 2019/ BI 2019
ENS de Lyon	7 857 898 €	6 104 210 €	7 869 251 €	9 269 730 €	1 400 479 €
BDL	26 578 €	44 517 €	10 000 €	28 630 €	18 630 €
TOTAL	7 884 476 €	6 148 727 €	7 879 251 €	9 298 360 €	1 419 109 €

Les prévisions de dépenses en investissement sont estimées à 8,9M€ en AE, soit une diminution de 6,2M€ par rapport aux prévisions du BI. En CP, ce sont 9,3M€ qui sont budgétisés soit + 1,4M€. La majorité des projets d'investissement sont portés par la direction du patrimoine.

La forte diminution de la prévision en AE s'explique essentiellement par le report de l'engagement inscrit au BI pour le restructuration/déconstruction de la **résidence étudiante Debourg**. Il avait été envisagé une finalisation du projet sur 2019, d'où une budgétisation de 5,6M€ d'AE au budget initial. Pour ce budget rectificatif, ces AE sont déprogrammées. Seules des études préalables sont inscrites pour ce projet en 2019 (10k€).

Les AE relatives à la **restructuration de la BDL Descartes** prévues au BI pour 2,12M€ sont aussi déprogrammées car l'engagement ne sera pas réalisé sur cet exercice, la priorité étant donnée à la BDL Monod.

Il était également prévu au BI 450k€ d'AE et de CP sur la **MOP Monod** (plan Campus). Une chambre de culture sera finalement réalisée en 2020, ce qui implique une prévision à la baisse au BR 2019 (200k€).

Les autres projets d'investissement inscrits au BI sont maintenus ou finalisés : **restructuration d'anciens appartements** de fonction (320m²) pour 500k€, participation financière à la **rénovation du restaurant Monod** pour 387k€, **rénovation de la salle des thèses** à hauteur de 200k€, ou encore les derniers aménagements relatifs à la **rénovation climatique de la BDL** pour 115k€.

De nouveaux projets d'investissement pilotés par la direction du patrimoine viennent s'ajouter pour ce budget rectificatif.

Un peu plus de **108k€** sont prévus afin de réhabiliter une salle informatique en **bureaux** pour la direction de la comptabilité, ainsi que **35k€** dans le but d'effectuer des **travaux d'aménagement** dans les bureaux des ressources humaines.

Le **désamiantage** des locaux de la BDL sur le site Monod a un coût estimé à environ **42k€** (estimation par m² lors de la construction du BR, par manque de devis).

Des **travaux supplémentaires** sont programmés pour la **Recherche**, pour environ **50k€** : installation de groupes froids pour un équipement situé au laboratoire de géologie, création de hublots sur les portes des laboratoires au M6 (chimie), ou encore travaux de compensation pour les sorbonnes au M5.

Les projets en investissement de la direction des systèmes d'information (DSI) s'élèvent à un montant de 210k€ au BR : refonte du **téléphone fixe**, Campus VDI etc.

L'achat de **2 véhicules** par le service MMO en remplacement de véhicules vétustes devrait se réaliser en 2019 pour environ **38k€**

Du côté des départements d'enseignement (VP Études), **26k€** sont prévus pour l'achat d'une **lampe fluorescente** en biologie et **18k€** sont destinés au renouvellement de 19 unités centrales pour le département éducation et humanités numériques.

En recherche, **365k€** sont prévus pour la SFR Biosciences afin d'acquérir un nouveau **microscope super-résolution** suite à l'inondation de la plateforme Platim ayant eu lieu en 2018. Cet achat est réalisé grâce à la compensation financière versée par les assurances de l'établissement.

Au laboratoire de chimie, 359k€ étaient prévus au BI pour l'achat d'un **calculateur Sysprod** : ce sont finalement **389k€** qui sont programmés au BR 2019.

A l'IGFL, 230k€ sont positionnés en crédits de paiement pour l'achat d'un **confocal** pour lequel les AE ont été consommées fin 2018.

Enfin, plus de 785k€ (contre 515k€ au BI) sont prévus au global sur des projets de recherche financés par l'Université de Lyon afin d'acquérir des équipements scientifiques dans les laboratoires, comme par exemple des **calorimètres** et des **tensiomètres** au laboratoire de chimie (245k€) via le Fellowships 2018 consacré au projet scientifique "molecular thermodynamics of ionic liquids".

4.2.4 Les dépenses de masse salariale

De quoi parle-t-on ?

La **budgetisation de la masse salariale** est l'opération qui consiste à fixer une autorisation de dépenses de personnel.

Élaborée à partir de la détermination d'une base de budgetisation (prévision d'exécution de l'année N, corrigée des éléments atypiques ou non pérennes), à laquelle sont appliqués les principaux facteurs prévisionnels d'évolution de dépenses salariales N+1.

Les **dépenses de personnel** : il s'agit des rémunérations principales versées aux agents de l'établissement, des cotisations patronales qui leur sont liées, des rémunérations accessoires ainsi que des prestations sociales obligatoires.

Masse salariale État : il s'agit des crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies en 2010.

Ressources Propres : il s'agit de toutes les autres charges de personnels hors crédits transférés : contrats de recherche, vacances, jury de concours. Ces crédits sont gérés par la Direction des Affaires financières

4.2.4.1 Masse salariale globale

L'enveloppe de masse salariale de l'ENS de Lyon proposée au vote du conseil d'administration pour le budget rectificatif 2019 s'élève à **98 785 548 €**

Dont un montant de dépenses prévisionnelles de :

- ➔ **92 745 390 €** sur masse salariale État
- ➔ **6 040 158 €** sur ressources propres

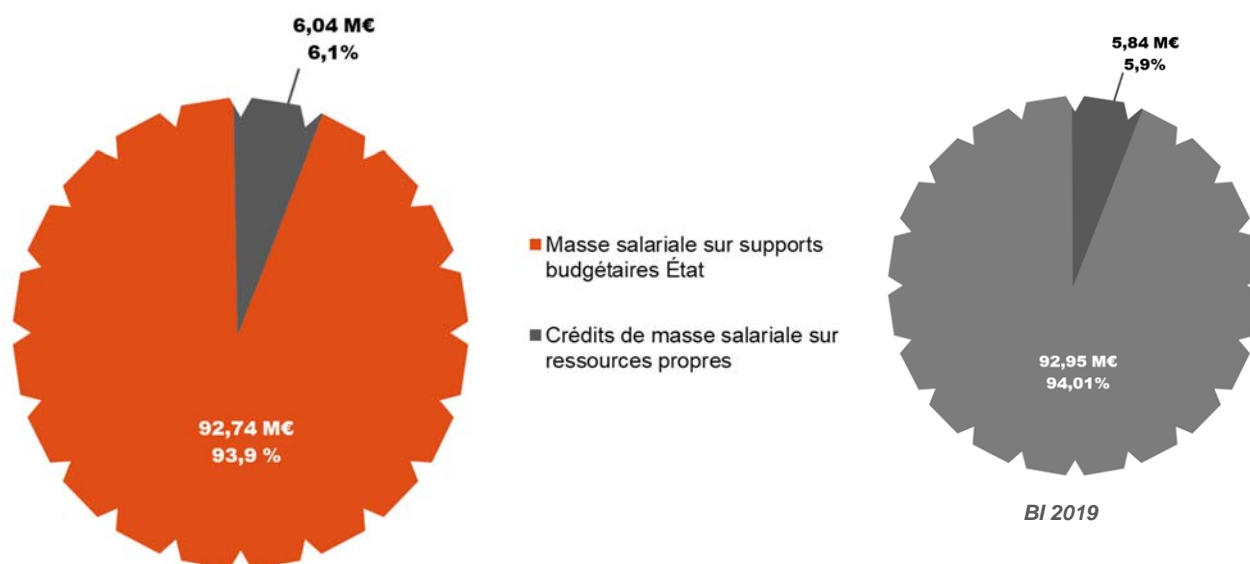



Figure 9 - Part relative de la masse salariale État et de la masse salariale sur ressources propres dans les dépenses de personnel au BR 2019

 Support budgétaire	BR 2019	BI 2019	€	%
MSE	92 745 390 €	92 956 658 €	- 0,21 M€	-0,2%
RP	6 040 158 €	5 840 699 €	0,20 M€	3,4%
Total	98 785 548 €	98 797 357 €	- 0,01 M€	-0,01%

Alors que la masse salariale État diminue de **210k€ (-0,2%)** entre la prévision initiale et rectificative, les charges de personnels financées sur ressources propres augmentent de **200k€(+3,4%)** dans le même temps.

En raison de cet effet de balancement, les coûts salariaux demeurent globalement stables : -0,01%.

4.2.4.2 Masse salariale sur supports budgétaires de l'État

A- Principaux éléments de variation de la masse salariale État entre les prévisions rectificatives et initiales

De quoi parle-t-on ?

Le **GVT** est la part de l'évolution des salaires qui résulte des évolutions de carrière propres à chaque agent. Il se décline en trois composantes :

- **l'effet glissement** : c'est l'impact des flux entrants et sortants, c'est-à-dire du renouvellement du personnel sur l'évolution de la masse salariale. Les entrants sont en moyenne plus jeunes et moins « primés » et par, conséquent, rémunérés à un niveau moins élevé que l'ensemble des personnels d'un établissement. L'effet des entrants est donc en général négatif sur l'évolution générale de la masse salariale. Le signe de l'effet des sortants est moins évident car les sortants ne sont pas forcément des personnes plus qualifiées et/ou plus âgées et donc mieux rémunérées.
- **l'effet vieillesse** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de salaire, sans changement de fonction, dus au déroulement normal de carrière dans le métier suite à l'ancienneté : avancement sur grille indiciaire
- **l'effet technicité** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de grade ou de corps, et/ou de l'acquisition de compétences nouvelles. Ces changements sont en général validés suite à un concours ou un examen professionnel.

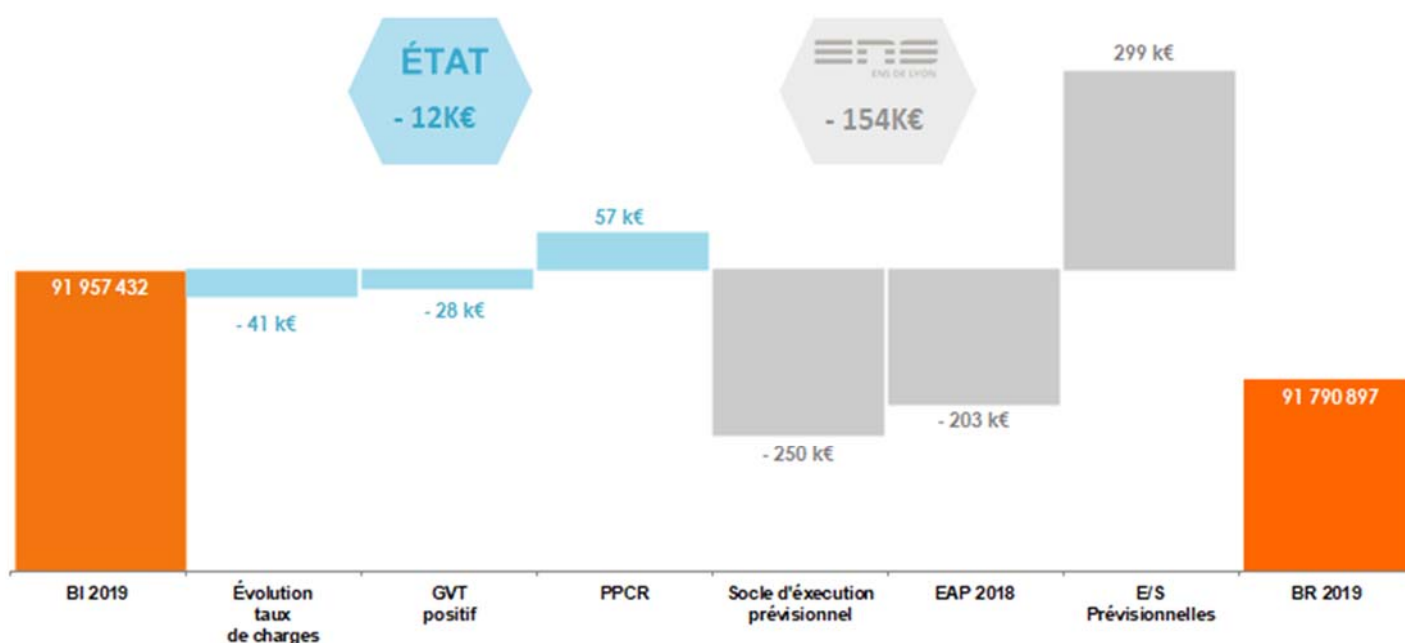


Figure 10- Évolution structurelle des prévisions de masse salariale État sur emplois budgétaires entre la prévision initiale et rectificative

Support budgétaire	BR 2019	BI 2019	€	%
Masse salariale État - dépenses de rémunérations	91 790 897 €	91 957 432 €	- 166 535 €	-0,2%

Entre ces deux prévisions, les dépenses de rémunérations de l'établissement diminuent de **166k€ (-0,2 %)**.

La décomposition de ces dépenses prévisionnelles présente l'impact budgétaire des principaux facteurs d'évolution de masse salariale sur l'exercice 2019.

Ces dépenses sont également regroupées selon leur nature, qu'il s'agisse d'une part, de mesures **réglementaires** (obligatoires) et d'autre part, de **décisions de l'établissement**.

➔ Réglementaires

- ▶ Les taux de cotisations et contributions sociales évoluent en 2019 et diminuent la part employeur due au titre de l'Assurance chômage. Cette charge est revue à la baisse dans ce budget : **-41k€**;
- ▶ Le GVT positif est également réajusté : **-28k€**;
- ▶ Le coût du PPCR est finalement évalué à **197k€** dans cet acte budgétaire (**+57k€**). L'effet de cette réévaluation est neutre dans la mesure où ce dispositif est intégralement compensé en recettes par l'État.

➔ A l'initiative de l'établissement :

- ▶ Un écart est constaté entre l'exécution 2018 et le socle d'exécution prévisionnel. Ce décalage est lié à une sous-exécution de **250k€** des dépenses salariales prévues sur l'exercice antérieur ;
- ▶ Un rééquilibrage des charges sociales de **-69k€** (principalement sur les pensions civiles de retraite) ;
- ▶ Une révision des effets d'extension en année pleine du schéma d'emploi 2018 : **-203k€**, qui s'explique par :
 - L'ajustement des mouvements de contractuels doctorants ;
 - Les retours / départs de personnels ;
- ▶ Une revalorisation des coûts salariaux liés aux variations d'effectifs (**+ 299k€**) : cette hausse résulte de mouvements de personnels non prévus lors de la construction budgétaire initiale (détachement, disponibilités, congés parentaux, congés de formation...).

B- Répartition de la masse salariale État par population

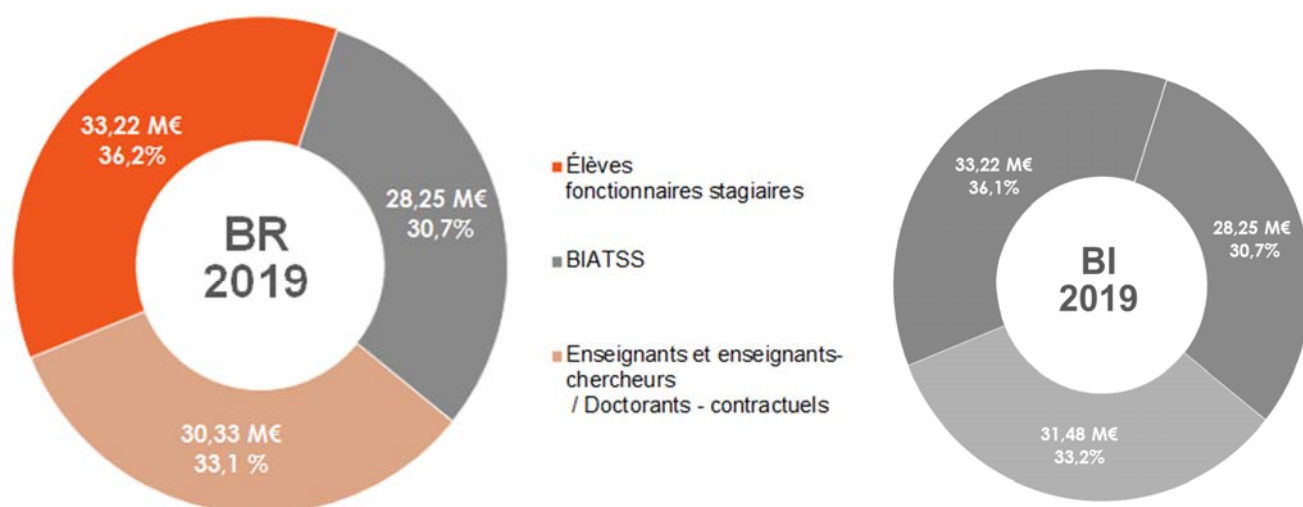


Figure 11 - Répartition de la masse salariale État par population

➔ Élèves fonctionnaires stagiaires :

Les dépenses de salaires des **élèves fonctionnaires stagiaires** représentent **36,2%** des dépenses de rémunérations globales.

Population	BR 2019	BI 2019	Écart	%
Élèves fonctionnaires stagiaires	33 218 869 €	33 219 731 €	- 863 €	0,00%

Bien que cette prévision de dépenses apparaisse équilibrée, des évolutions qui se compensent sont toutefois à noter :

- Un nombre moins important d'élèves de 4^{ième} année sortant des effectifs (-11 par rapport au BI) et à l'inverse, une prévision de solde neutre entre les départs et les retours de césures ;
- Des charges de pensions civiles de retraites légèrement majorées

Précisons par ailleurs que ces variations d'effectifs sont difficilement prévisibles lors de la construction budgétaire : les départs et retours en année de césure (congé sans solde) sont recensés via un plan d'études transmis au plus tard en octobre par les élèves.

Toutefois, dans ce budget rectificatif, ces entrées / sorties prévisionnelles se basent sur les résultats d'une étude menée par la Vice-Présidence Études au cours du premier trimestre 2019, recensant entre autres les aspirations des élèves lors de la rentrée universitaire à venir.

➔ Enseignants et enseignants-chercheurs – Doctorants contractuels

Population	BR 2019	BI 2019	Écarts	%
Enseignants et enseignants-chercheurs	30 326 155 €	30 489 328 €	- 163 173 €	-0,5%

La prévision de masse salariale concernant les **enseignants-chercheurs** est diminuée de **163k€**

Cette baisse résulte entres autres :

- Des effets d'extensions en année pleine de mouvements de contractuels doctorants enregistrés sur l'exercice 2018 (-**202k€**) ;
- De la diminution des dépenses consacrées à la GIPA (-**13k€**) et celle concernant les primes de responsabilité pédagogique (-**22k€**)
- De dépenses salariales prévisionnelles en hausse pour les professeurs invités (**+20k€**) ;
- Du schéma d'emplois des enseignants chercheurs contractuels (**+50k€**).

➔ BIATSS :

Population	BR 2019	BI 2019	Écarts	%
BIATSS	28 245 873 €	28 248 373 €	- 2 499 €	-0,01%

Les dépenses de rémunérations des personnels **BIATSS** restent stables, résultant d'un effet de balancement :

- Le rééquilibrage d'éléments de rémunération sous budgétés dans la prévision initiale pour les personnels titulaires (**+58k€** au titre des pensions civiles) ;
- De l'ajustement des dépenses liées à la mise en œuvre du PPCR 2017 et 2019 (**+68k€**) ;
- Pour les personnels contractuels : l'écart entre le socle d'exécution prévisionnel 2018 servant de base aux travaux préparatoires du BI et l'exécution (-**88k€**) ;
- le solde des entrées/sorties prévisionnelles 2019 (-**40k€**) : cette légère baisse des dépenses s'explique par la marge dégagée par le décalage entre certaines dates d'entrées prévues de collaborateurs et les dates effectives de leurs recrutements.

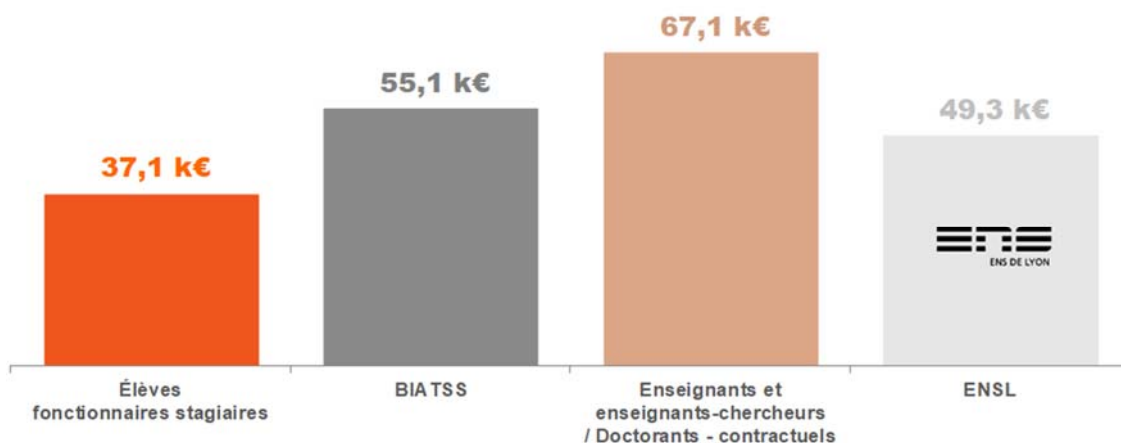


Figure 12 - Coût total employeur prévisionnel moyen selon la population sur masse salariale État

Le coût total employeur moyen de l'École est estimé à 49 319 €, soit 184 € de moins par rapport au BI 2019.

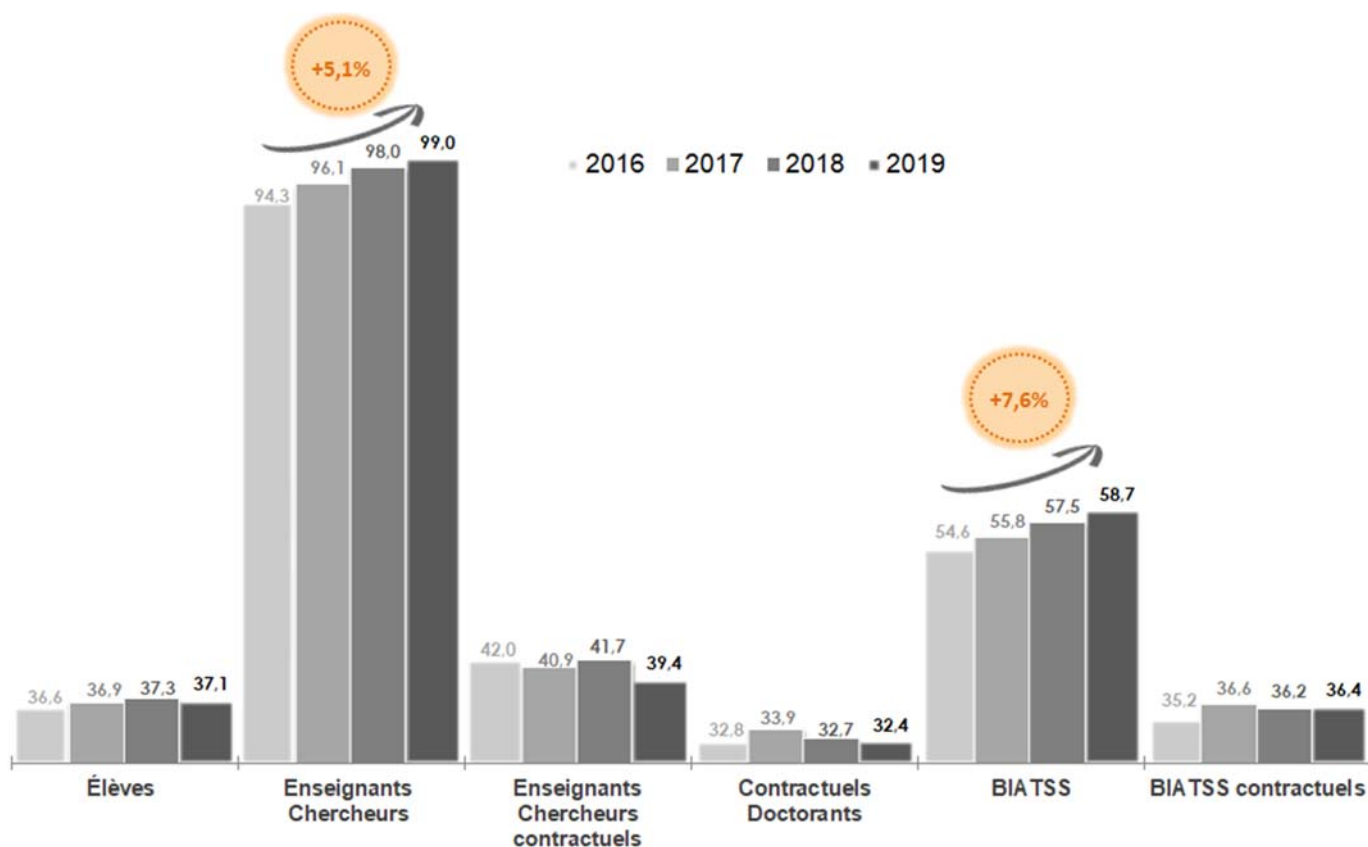



Figure 13 : Évolution annuelle des CTE annuels moyens depuis 2016 en fonction de la population (en k€)

 Population	2016	2017	2018	BR 2019	€	%	TCAM*
Élèves	36 616 €	36 902 €	37 303 €	37 054 €	438 €	1,2%	0,4%
Enseignants Chercheurs	94 253 €	96 124 €	98 048 €	99 021 €	4 768 €	5,1%	1,7%
Enseignants Chercheurs contractuels	42 026 €	40 895 €	41 702 €	39 407 €	- 2 619 €	-6,2%	-2,1%
Contractuels Doctorants	32 758 €	33 854 €	32 741 €	32 431 €	- 328 €	-1,0%	-0,3%
Sous total EC	46 706 €	47 266 €	47 617 €	47 118 €	412 €	0,9%	0,3%
BIATSS	54 599 €	55 779 €	57 459 €	58 736 €	4 137 €	7,6%	2,5%
BIATSS contractuels	35 190 €	36 593 €	36 205 €	36 393 €	1 204 €	3,4%	1,1%
Sous total BIATSS	52 857 €	53 355 €	54 247 €	55 112 €	2 256 €	4,3%	1,4%
Total	48 360 €	48 947 €	49 460 €	49 319 €	959 €	2,0%	0,7%

*Taux de croissance annuel moyen

L'évolution annuelle des coûts salariaux résulte de la mise œuvre de dispositifs de portée nationale et de la politique RH de l'établissement depuis 2016.

Aussi, entre 2016 et 2019, le **CTE moyen des personnels titulaires** augmente de manière significative : **+7,6 %** pour les personnels **Biatss (+2,5% / an en moyenne)** et **+ 5,1 %** pour la population **Enseignants Chercheurs (+1,7% / an)**

Cette progression s'explique par l'impact financier d'éléments tels que le GVT positif (près de 500 k€ en moyenne par an), le PPCR, l'indemnitaire obligatoire (CSG), la revalorisation du point d'indice mais aussi la mise en œuvre du RIFSEEP pour les personnels Biatss en 2018.

Précisions également sur cette période **la stabilité des charges et contributions employeurs.**

C- Périodicité : évolution mensuelle des dépenses de rémunération sur support budgétaire État

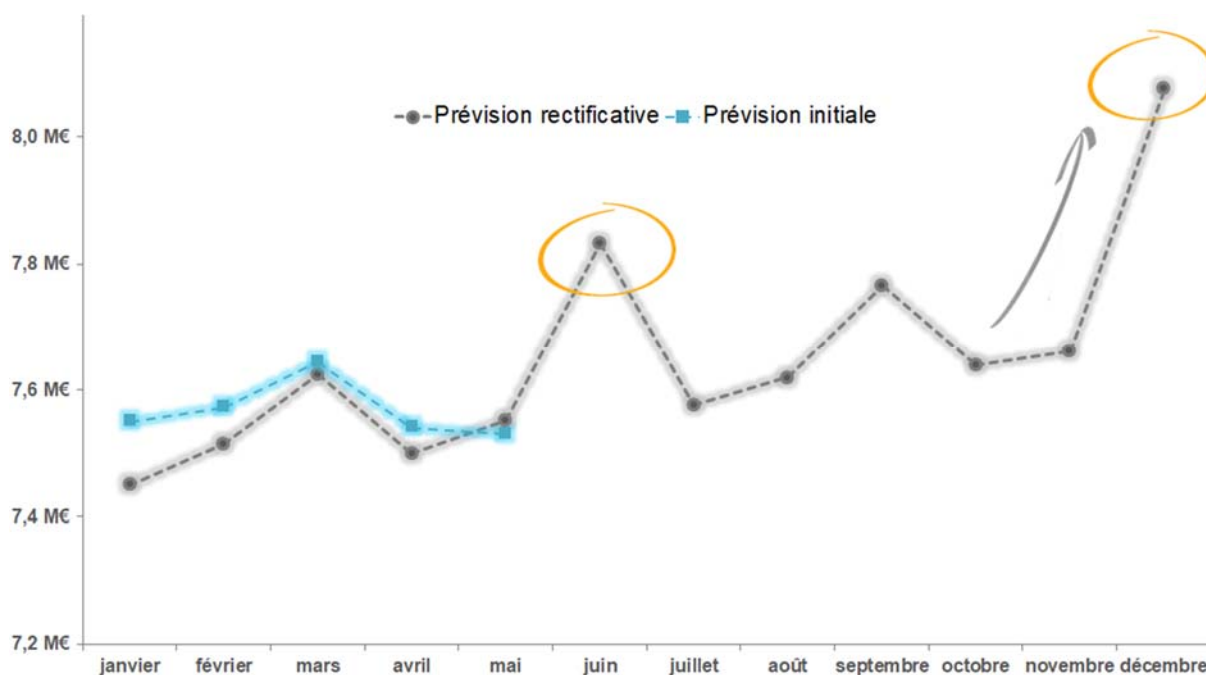


Figure 14 - Courbes comparatives entre la prévision initiale, la réalisation de janvier à mai 2019 et la prévision rectificative des dépenses mensuelles de masse salariale État

La masse salariale sur emplois budgétaires de l'État est évaluée à **91 790 897 €** sur l'exercice 2019.

Les emplois budgétaires étant liés aux ETPT, ces dépenses salariales consomment le plafond d'emplois.

La dépense moyenne de la masse salariale État s'élève à environ **7,65M€**

L'aspect discontinu des dépenses mensuelles de personnel se justifie essentiellement par des éléments de rémunération dont la mise en paiement n'est pas systématique (primes non mensualisées des enseignants-chercheurs par exemple), et des flux d'entrées et de sorties de personnels.

La spécificité du mois de décembre est à souligner. Celle-ci est la résultante du versement de l'ensemble des primes non mensualisées, ainsi que des dépenses dont le mois d'impact est encore inconnu lors de la construction budgétaire.

Par ailleurs, sur le 1^{er} semestre 2019, le taux d'exécution atteint **99,5%**.

Cette légère sous-exécution s'explique par des mouvements de personnels non-connus lors de la construction du budget initial (recrutements à échéance, démissions d'élèves, départs d'agent en mutation ou détachement...).

D- Dépenses de personnel par catégorie de rémunération

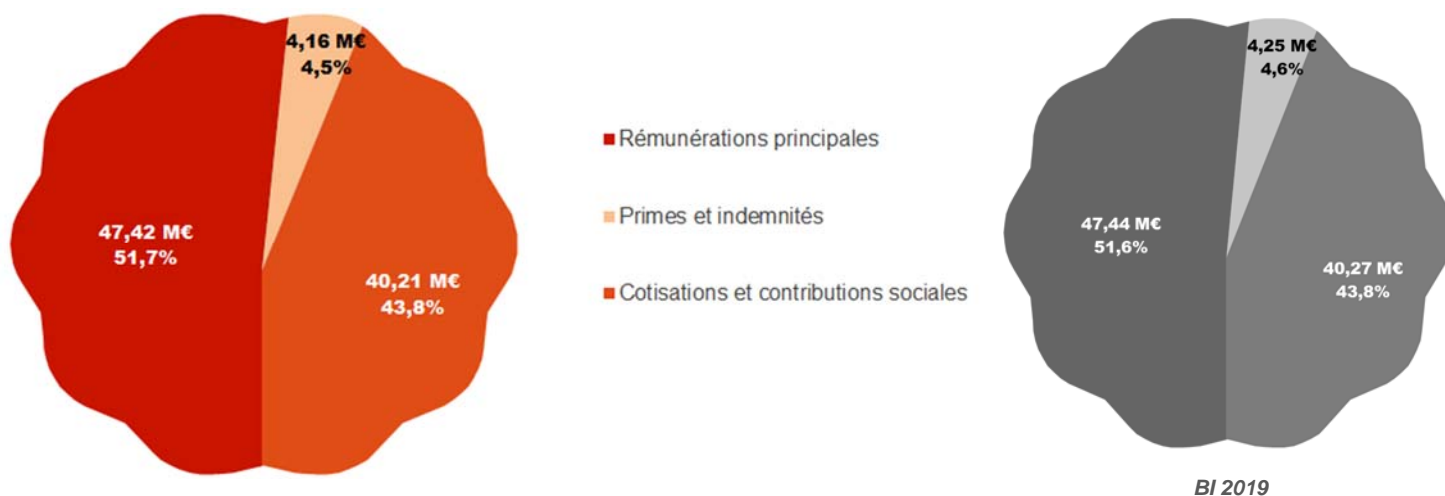


Figure 15 - Répartition des dépenses de personnel sur emplois budgétaires de l'État, par catégorie de rémunération (en %)

Dans cet acte budgétaire, la répartition des dépenses de personnel sur masse salariale État par catégorie de rémunération est la suivante :

- **51,7%** correspondent aux **rémunérations principales** des personnels titulaires et contractuels, soit 47,42M€.
- **43,8%** relèvent des cotisations, **contributions et prestations sociales** avec 40,21M€, dont 29,99 M€ de cotisations employeur au CAS Pensions.
- **4,5%** correspondent aux différents **régimes indemnitaires** (4,16M€).

La répartition par catégorie de rémunération demeure globalement stable par rapport à celle prévue initialement.

E- Autres crédits de personnel sur masse salariale État

L'enveloppe globale de masse salariale État inscrite au BR 2019, intègre également **les prévisions de dépenses de personnel ne décomptant pas le plafond d'emplois** (vacations administratives et d'enseignements), **et celles hors paie sans ordonnancement préalable** (hors PSOP), telles que l'action sociale ou la restauration.

Le graphique suivant présente leur répartition selon la typologie de ces dépenses :

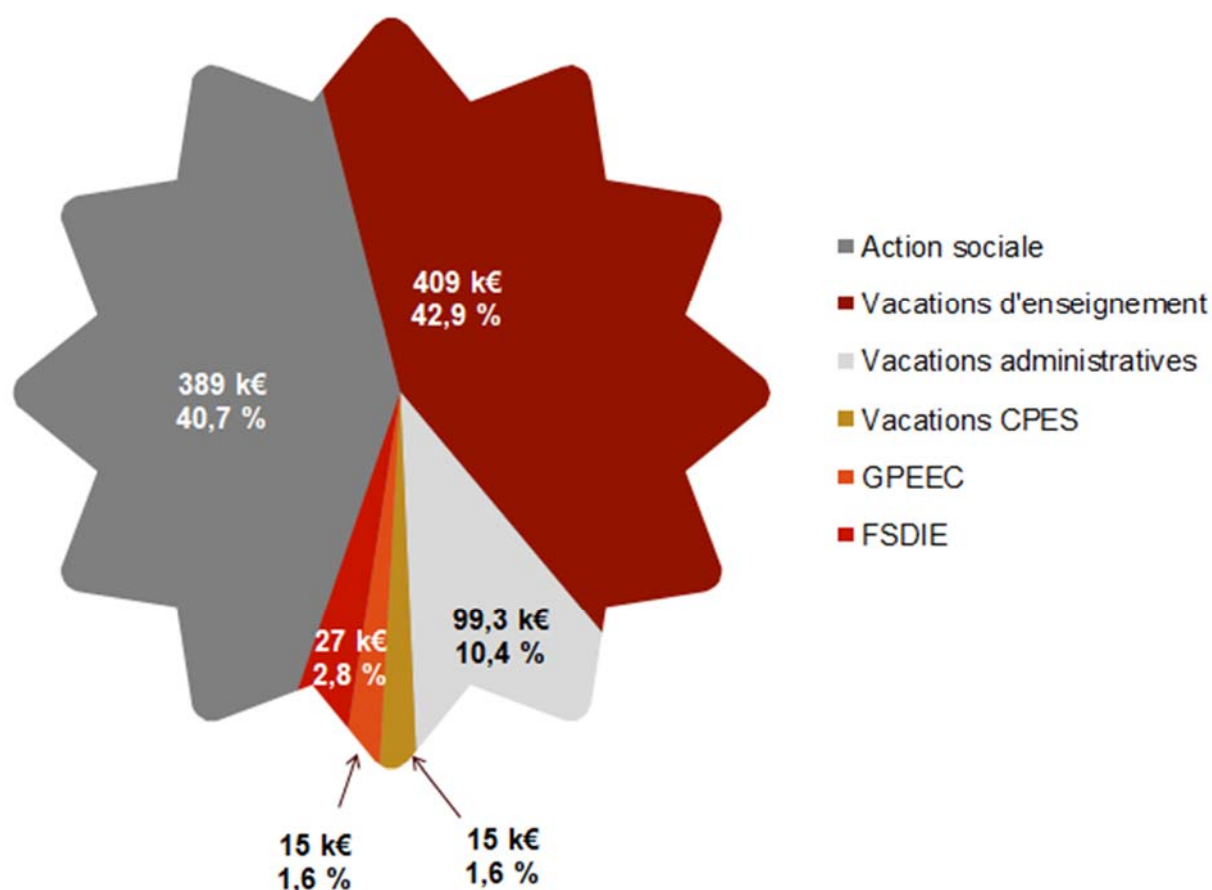


Figure 16 - Ventilation des autres crédits de masse salariale État au BR 2019 par type de rémunération

Autres dépenses MSE	BI 2019	BI 2019	Écart
Vacations d'enseignement	409 500	409 500	-
Action sociale	388 667	389 900	- 1 233
Vacations administratives	99 326	115 826	- 16 500
FSDIE	27 000	39 000	- 12 000
Vacations CPES	15 000	30 000	- 15 000
GPEEC	15 000	15 000	-
ENSL	954 493	999 226	- 44 733

Ces mouvements de crédits s'expliquent essentiellement par :

- ➔ La révision de dépenses prévisionnelles consacrées aux vacances pour les **CPES** (Classe Préparatoire à l'Enseignement Supérieur) : **-15k€**;
- ➔ Une nouvelle prévision concernant les **vacations administratives et techniques**. Soit **-16,5k€**, pour un atterrissage attendu à **99k€**

F- Plafond d'emplois

Pour information, le plafond d'emplois sur supports budgétaires de l'État est fixé à **1 989 ETPT** (cf. annexe 1 « Tableau des emplois »)



Figure 17 : Répartition des ETPT par population sur emplois budgétaires de l'Etat en 2019

La prévision de consommation des ETPT sur emplois budgétaires de l'État s'établit à **1 861,2 ETPT**. Cette moyenne annualisée prend en considération les arrivées et départs prévus sur l'exercice budgétaire.

La prévision augmente très légèrement (**+3,6 ETPT**) par rapport au BI 2019 en raison d'un nombre d'agents Enseignants Chercheurs contractuels et d'élèves fonctionnaires stagiaires plus important.

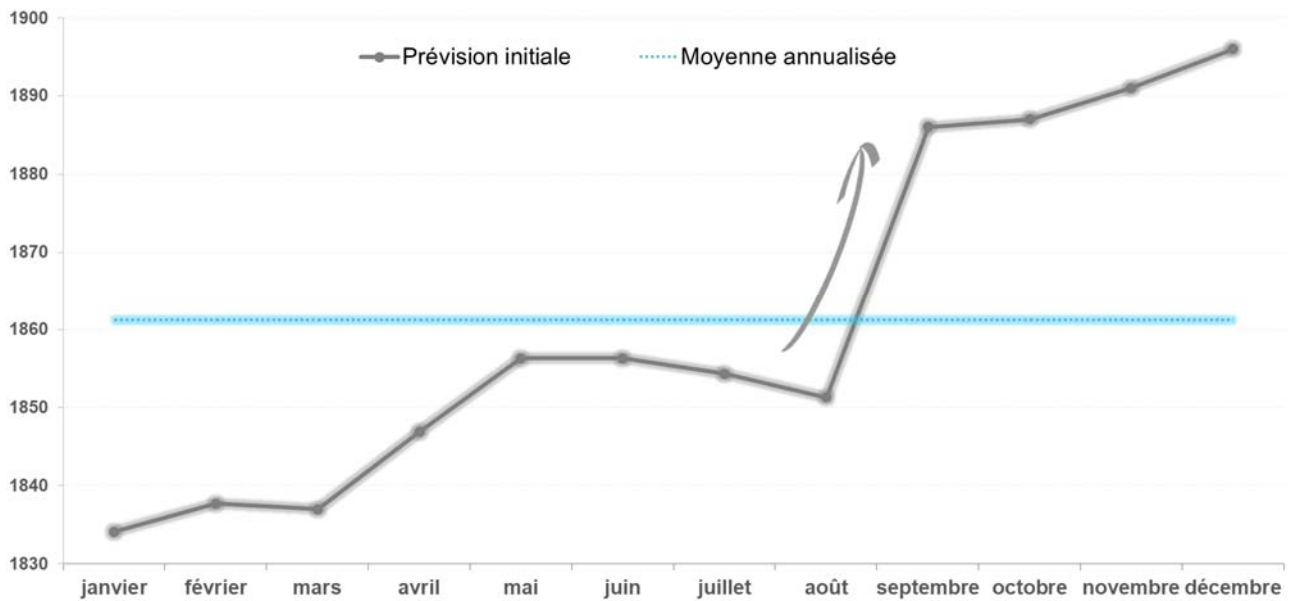


Figure 18 - Courbe de consommation prévisionnelle mensuelle des ETPT 2019 sur supports budgétaires État

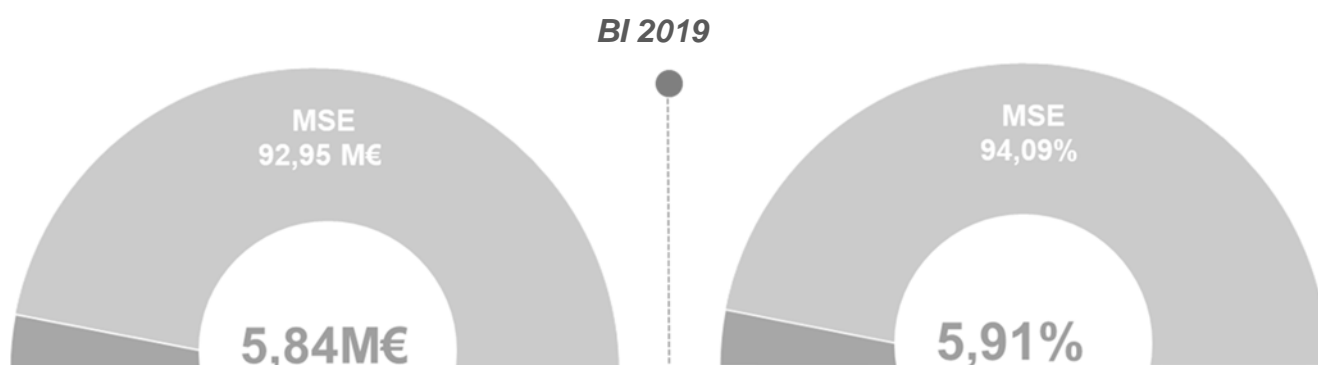
Un accroissement significatif des ETPT est observé en septembre et octobre.

Ces augmentations coïncident avec le calendrier des campagnes d'emplois et les mouvements attendus lors cette rentrée universitaire (cohorte de doctorants, détachements, intégrations...)

4.2.4.3 Masse salariale sur ressources propres



Figure 19 : Part de la masse salariale État et de la masse salariale sur ressources propres dans les dépenses de personnel au BR 2019



Les crédits de personnels financés sur ressources propres s'élèvent à **6 040 158 €**, soit **5,91%** de l'ensemble des dépenses de masse salariale prévues pour ce budget rectificatif 2018.

MS Ressources Propres	BR	BI	Écarts	%
	2019	2019		
	6 040 158 €	5 840 699 €	199 459 €	3,4%

Ces charges augmentent de **199k€ (+3,4%)**, en raison de recrutements sur de nouveaux contrats pour les personnels Biatss.



Figure 20 : Répartition globale des crédits de masse salariale sur ressources propres par destination de la dépense au BR 2019

Les dépenses sur des contrats de recherche revêtent un caractère très approximatif car l'obtention de certains d'entre eux auprès des bailleurs de fonds n'est pas encore connue lors de la construction de ce budget.

L'exécution pourra ainsi être différente, mais sans effet sur le résultat dans la mesure où le principe général des contrats qui prévaut est : dépenses = recettes.

➔ Masse salariale :

La part de la masse salariale dédiée à la recherche est en hausse (+ 90k€) et représente 86% des crédits de ressources propres.

Dans le même temps, les crédits "hors recherche" progressent également : +109k€

Ces augmentations résultent de la hausse du nombre de collaborateurs prévu dans ce budget (voir tableau ci-dessous).

➔ Emplois :

ETPT	BR 2019	BI 2018	Écart	%
Personnels BIATSS	47,0	42,7	4,3	10,0%
Enseignants et enseignants-chercheurs	85,1	86,0	- 0,9	-1,0%
ENSL	132,1	128,7	3,4	2,6%

Le plafond d'emplois annuel associés aux ressources propres est estimé à 132,1 ETPT en 2019 (+2,6% par rapport au BI).

4.2.4.4 Masse salariale globale et ETPT proposés au vote du CA

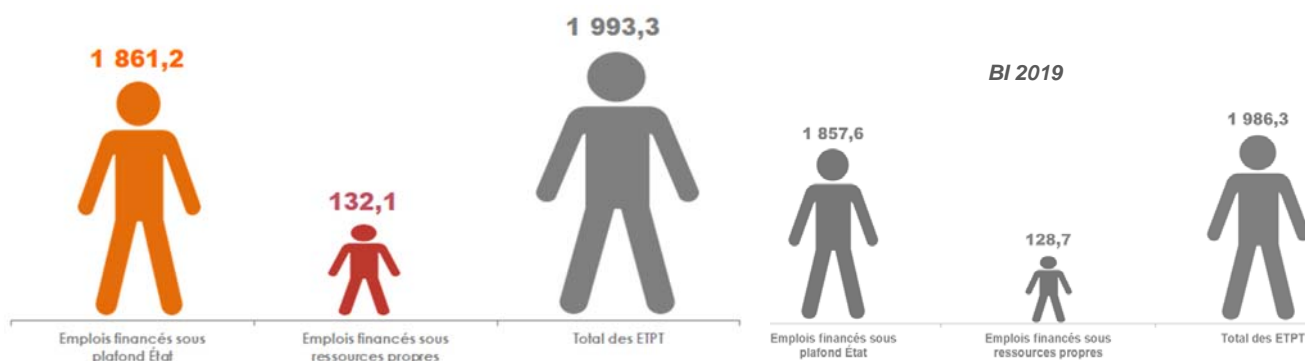



Figure 21 - Décomposition du plafond d'emplois prévisionnel 2019 (en ETPT)

Le plafond d'emplois se mesure en moyenne annualisée (ETPT).

Les emplois État (1 861,2 ETPT) et les emplois sur ressources propres (132,1 ETPT) se cumulent pour former le plafond d'emplois de l'établissement (1 993,3 ETPT).

Pour rappel, un plafond global de 1 986,3 ETPT a été voté dans le précédent budget (+ 0,3%).

ETPT / Support budgétaire	BR 2019	BI 2019		%
Élèves fonctionnaires stagiaires	896,5	893,3	3,2	0,4%
Enseignants / Chercheurs - Docs contractuels	452,2	449,8	2,4	0,5%
BIATSS	512,5	514,6	- 2,1	-0,4%
Support budgétaire État	1 861,2	1 857,6	3,6	0,2%
BIATSS	47,0	42,7	4,3	10,0%
Enseignants / Chercheurs - Docs contractuels	85,1	86,0	- 0,9	-1,0%
Support budgétaire Ressources Propres	132,1	128,7	3,4	2,7%
PE - ENSL	1 993,3	1 986,3	7,0	0,4%

- ▶ **Le plafond État** augmente de **3,6 ETPT**. Cette hausse s'explique notamment par un nombre plus important d'élèves fonctionnaires stagiaires et d'enseignants chercheurs contractuels ;
- ▶ **Sur le plafond des ressources propres**, les ETPT sont également revus à la hausse (+3,4 ETPT).

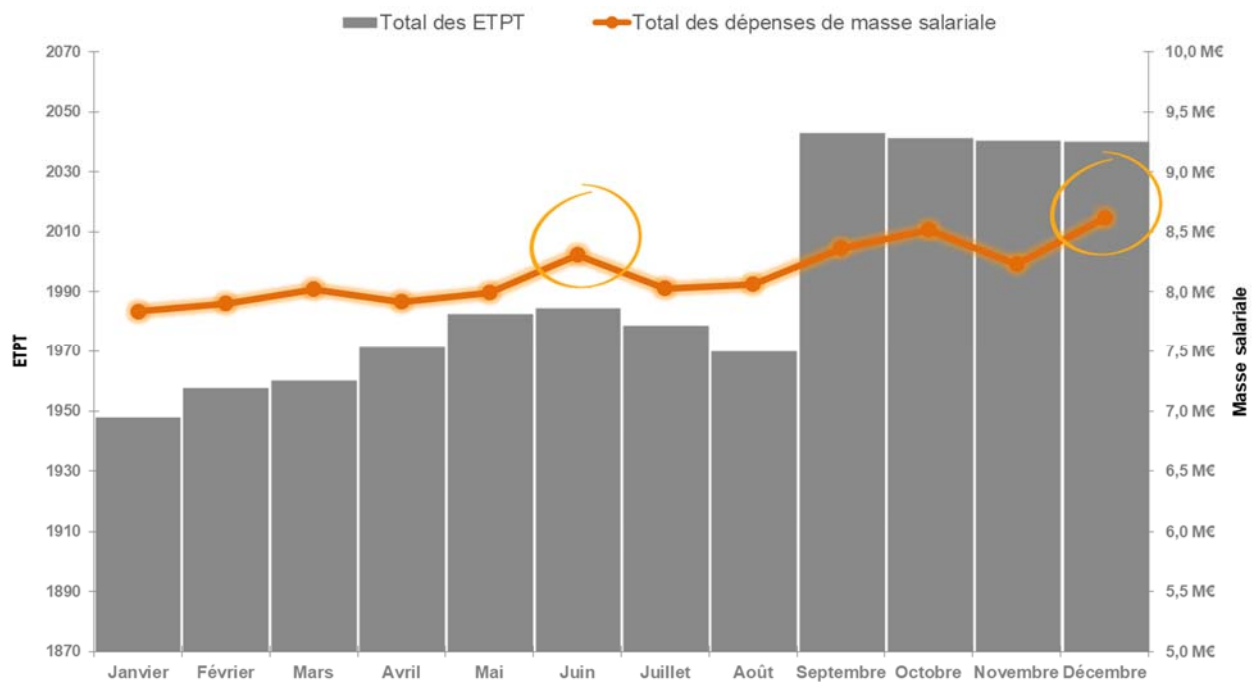


Figure 20 : Consommation mensuelle totale en ETPT et masse salariale globale au BR 2019

L'enveloppe de masse salariale globale de l'ENS de Lyon proposée au vote du conseil d'administration pour le budget rectificatif 2018 s'élève à **98 785 548 €** pour **1 993,3 ETPT**, dont :

Support budgétaire	MS	ETPT
État	92 745 390 €	1 861,2
Ressources propres	6 040 158 €	132,1
ENSL	98 785 548 €	1 993,3

La dépense mensuelle moyenne de masse salariale globale sur l'exercice 2019 est estimée à **8,15M€**

5. Annexes réglementaires

5.1 Annexe 1 : tableau des emplois

TABLEAU DES EMPLOIS

TABLEAU DES EMPLOIS - BUDGET RECTIFICATIF 2019						
CATEGORIES D'EMPLOIS	NATURE DES EMPLOIS		EMPLOIS - ARTICLE L712-9		NOMBRE D'EMPLOIS	
	PERMANENTS	TITULAIRES	EN ETPT	AUTRES EMPLOIS	EN ETPT	
ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS-CHERCHEURS, CHERCHEURS			229,7			229,7
		CDI		1,0		1,0
	NON PERMANENTS	CDD	222,5	84,1		306,6
SOUS TOTAL EC			452,2	85,1		537,3
ELEVES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES						
BIATSS			896,5			896,5
		TITULAIRES	415,2			415,2
	PERMANENTS	CDI	14,2			14,2
	NON PERMANENTS	CDD	83,1	47,0		130,1
SOUS TOTAL BIATSS			512,5	47,0		559,5
TOTAL			1 861,2	132,1		1 993,3
PLAFOND DES EMPLOIS FIXÉS PAR L'ÉTAT						
AUTRES EMPLOIS						132,1
PLAFOND GLOBAL DES EMPLOIS PROPOSÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION						1993,3

5.2 Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires

5.2.1 Tableau des autorisations budgétaires établissement

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Dépenses						Recettes			
	BI 2019		BR 2019		VARIATION		BR 2019	VARIATION	BI 2019	TOTAL DES RECETTES
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
TOTAL	145 206 774 €	136 684 750 €	141 618 610 €	140 607 678 €	-3 588 164 €	3 922 928 €	125 685 146 €	2 159 822 €	123 525 324 €	6 139 271 €
Personnel	98 797 357 €	98 797 357 €	98 785 548 €	98 785 548 €	-11 809 €	-11 809 €	115 520 288 €	399 713 €	115 120 575 €	Subvention pour charges de service public
dont contributions employeur au CAS Pension	29 911 955 €	29 911 955 €	29 874 919 €	29 874 919 €	-37 036 €	-37 036 €	15 000 €	8 000 €	7 000 €	Autres financements de l'Etat
Infra-annuel	94 651 183 €	94 651 183 €	94 563 825 €	94 563 825 €	-117 358 €	-117 358 €				Fiscalité affectée
Pluri-annuel	4 116 174 €	4 116 174 €	4 221 723 €	4 221 723 €	105 549 €	105 549 €	2 022 971 €	285 546 €	1 737 425 €	Autres financements publics
Fonctionnement	31 281 975 €	30 008 142 €	33 957 210 €	32 523 770 €	2 675 235 €	2 515 628 €	8 125 887 €	1 466 563 €	6 660 324 €	Ressources propres
Infra-annuel	17 012 065 €	17 134 115 €	19 554 546 €	19 009 840 €	2 542 481 €	1 875 725 €				
Pluri-annuel	14 269 910 €	12 874 027 €	14 402 664 €	13 513 930 €	132 754 €	639 903 €	10 336 494 €	3 979 449 €	6 357 045 €	Ressources fléchées
dont reversements CDSN	10 603 354 €	8 206 689 €	10 011 097 €	8 106 272 €	-592 257 €	-159 417 €	556 972 €	87 104 €	469 868 €	Financements de l'Etat fléchés
Intervention							7 962 077 €	3 163 746 €	4 798 331 €	Autres financements publics fléchés
Investissement	15 127 442 €	7 879 251 €	8 875 852 €	9 298 360 €	-6 251 590 €	1 419 109 €	1 817 445 €	728 599 €	1 088 846 €	Autres recettes fléchées
Infra-annuel	4 260 080 €	4 480 060 €	5 039 193 €	5 614 553 €	779 133 €	1 124 523 €				
Pluri-annuel	10 867 362 €	3 399 191 €	3 836 659 €	3 683 777 €	-7 030 723 €	294 586 €				
TOTAL DES DEPENSES	145 206 774 €	136 684 750 €	141 618 610 €	140 607 678 €	-3 588 164 €	3 922 928 €	136 021 640 €	6 139 271 €	129 882 369 €	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (excédent)							-4 586 038 €		-6 802 381 €	Solde budgétaire (déficit)

5.2.2 Tableau des autorisations budgétaires ENS de Lyon

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Dépenses						Recettes			
	BI 2019		BR 2019		VARIATION		BI 2019	BR 2019	VARIATION	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
TOTAL	144 095 451 €	135 557 595 €	140 490 453 €	139 479 521 €	-3 604 998 €	3 921 926 €	122 436 406 €	124 621 095 €	2 184 689 €	Recettes globalisées
Personnel	98 728 449 €	98 728 449 €	98 702 540 €	98 702 540 €	-25 909 €	-25 909 €	114 138 105 €	114 556 418 €	418 313 €	Subvention pour charges de service public
dont contributions employeur au CAS Pension	29 911 955 €	29 911 955 €	29 874 919 €	29 874 919 €	-37 036 €	-37 036 €	7 000 €	15 000 €	8 000 €	Autres financements de l'Etat
Infra-annuel	94 649 235 €	94 649 235 €	94 517 777 €	94 517 777 €	-131 458 €	-131 458 €				Fiscalité affectée
Pluri-annuel	4 079 214 €	4 079 214 €	4 184 763 €	4 184 763 €	105 549 €	105 549 €	1 639 477 €	1 940 171 €	300 694 €	Autres financements publics
Fonctionnement	30 249 560 €	28 959 895 €	32 940 691 €	31 507 251 €	2 691 131 €	2 547 356 €				
Infra-annuel	15 980 149 €	16 102 199 €	18 554 358 €	18 009 652 €	2 574 209 €	1 907 453 €				
Pluri-annuel	14 269 411 €	12 857 696 €	14 386 333 €	13 497 599 €	116 822 €	639 903 €	6 338 645 €	10 318 094 €	3 979 449 €	Ressources fléchées
dont reversements CDSM	10 603 354 €	8 205 689 €	10 011 097 €	8 108 272 €	-982 257 €	-169 417 €	4 69 868 €	556 972 €	87 104 €	Financements de l'Etat fléchés
Intervention							4 779 931 €	7 943 677 €	3 163 746 €	Autres financements publics fléchés
Investissement	15 117 442 €	7 869 251 €	8 847 222 €	9 269 730 €	-6 270 220 €	1 400 479 €	1 088 846 €	1 817 445 €	728 599 €	Autres recettes fléchées
Infra-annuel	4 250 060 €	4 480 060 €	5 010 653 €	5 585 953 €	760 503 €	1 105 893 €				
Pluri-annuel	10 867 382 €	3 389 191 €	3 836 659 €	3 683 777 €	-7 030 723 €	294 586 €				
TOTAL DES DEPENSES	144 095 451 €	135 557 595 €	140 490 453 €	139 479 521 €	-3 604 998 €	3 921 926 €	128 775 051 €	134 939 189 €	6 164 138 €	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (excédent)							-6 782 544 €	-4 540 332 €		Solde budgétaire (déficit)

5.2.3 Tableau des autorisations budgétaires BDL

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Dépenses						Recettes			
	BI 2019		BR 2019		VARIATION		BI 2019	BR 2019	VARIATION	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
TOTAL	1 111 323 €	1 127 155 €	1 128 157 €	1 128 157 €	16 834 €	1 002 €	1 088 918 €	1 064 051 €	-24 867 €	Recettes globalisées
Personnel	68 908 €	68 908 €	83 008 €	83 008 €	14 100 €	14 100 €	982 470 €	963 870 €	-18 600 €	Subvention pour charges de service public
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>					0 €	0 €			0 €	Autres financements de l'Etat
<i>Infra-annuel</i>	31 948 €	31 948 €	46 048 €	46 048 €	14 100 €	14 100 €			0 €	Fiscalité affectée
<i>Pluri-annuel</i>	36 960 €	36 960 €	36 960 €	36 960 €	0 €	0 €	97 948 €	82 800 €	-15 148 €	Autres financements publics
Fonctionnement	1 032 415 €	1 048 247 €	1 016 519 €	1 016 519 €	-15 896 €	-31 728 €	8 500 €	17 381 €	8 881 €	Ressources propres
<i>Infra-annuel</i>	1 031 916 €	1 031 916 €	1 000 188 €	1 000 188 €	-31 728 €	-31 728 €				
<i>Pluri-annuel</i>	499 €	16 331 €	16 331 €	16 331 €	15 832 €	0 €	18 400 €	18 400 €	0 €	Ressources fléchées
Investissement	10 000 €	10 000 €	28 630 €	28 630 €	18 630 €	18 630 €				Financements de l'Etat fléchés
<i>Infra-annuel</i>	10 000 €	10 000 €	28 630 €	28 630 €	18 630 €	18 630 €	18 400 €	18 400 €	0 €	Autres financements publics fléchés
<i>Pluri-annuel</i>					0 €	0 €			0 €	Autres recettes fléchées
TOTAL DES DEPENSES	1 111 323 €	1 127 155 €	1 128 157 €	1 128 157 €	16 834 €	1 002 €	1 107 318 €	1 082 451 €	-24 867 €	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (excédent)							-19 837 €	-45 706 €		Solde budgétaire (déficit)

5.3 Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

5.3.1 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine établissement

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination établissement (ENS de Lyon + BD.L)

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Formation initiale et continue	21 886 301 €	11 443 688 €	9 538 926 €	152 578 €	152 578 €	33 482 547 €	31 577 805 €	
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	896 555 €	395 709 €	395 709 €	0 €	0 €	1 292 264 €	1 292 264 €	
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	15 313 197 €	1 036 862 €	1 036 945 €	152 578 €	152 578 €	16 502 637 €	16 502 720 €	
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 676 549 €	10 011 087 €	8 106 272 €	0 €	0 €	15 687 646 €	13 782 821 €	
D105 - Bibliothèques et documentation	4 951 763 €	1 016 519 €	1 016 519 €	28 630 €	28 630 €	5 996 912 €	5 996 912 €	
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	3 082 594 €	2 146 409 €	2 359 762 €	459 324 €	796 017 €	5 688 327 €	6 237 373 €	
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 177 476 €	422 691 €	431 059 €	9 410 €	10 513 €	2 609 577 €	2 619 048 €	
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	3 874 136 €	1 491 926 €	1 498 923 €	2 156 123 €	2 240 487 €	7 522 185 €	7 613 546 €	
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 139 390 €	518 397 €	518 917 €	190 878 €	190 878 €	1 848 665 €	1 849 185 €	
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 081 867 €	1 452 480 €	1 458 549 €	49 631 €	49 632 €	8 583 978 €	8 590 048 €	
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	3 826 765 €	3 221 608 €	3 225 555 €	1 514 321 €	1 514 321 €	8 562 684 €	8 566 641 €	
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 306 224 €	180 408 €	156 389 €	177 800 €	177 800 €	2 664 432 €	2 640 413 €	
D114 - Immobilier	1 403 000 €	4 160 868 €	4 812 868 €	3 792 407 €	3 744 856 €	9 356 275 €	9 960 724 €	
D115 - Pilotage et support	46 159 196 €	6 924 038 €	6 525 947 €	313 650 €	361 548 €	53 396 884 €	53 046 691 €	
Étudiants	896 836 €	978 196 €	981 356 €	31 100 €	31 100 €	1 906 134 €	1 909 292 €	
D201 - Aides directes aux étudiants	37 899 €	829 671 €	832 829 €	0 €	0 €	867 570 €	870 728 €	
D202 - Aides indirectes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	858 937 €	148 527 €	148 527 €	31 100 €	31 100 €	1 038 564 €	1 038 564 €	
Total	98 785 548 €	33 957 210 €	32 523 770 €	8 875 852 €	9 298 360 €	141 618 610 €	140 607 678 €	
						SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	-4 586 038 €	

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total	
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés		Recettes propres fléchées
Subvention pour charges de service public	115 520 288 €	0 €				189 350 €			115 709 638 €
Droits d'inscription					619 000 €	0 €	0 €	0 €	619 000 €
Formation continue, diplômes propres et VAE					110 000 €	0 €	0 €	0 €	110 000 €
Taxe d'apprentissage					60 000 €	0 €	0 €	0 €	60 000 €
Contrats et prestations de recherche hors ANR					1 041 550 €	0 €	0 €	147 470 €	1 189 020 €
Valorisation					122 316 €	0 €	0 €	0 €	122 316 €
ANR investissements d'avenir				0 €		0 €	2 019 776 €	0 €	2 019 776 €
ANR hors investissements d'avenir				391 822 €		0 €	1 875 794 €	0 €	2 267 616 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				0 €		0 €	927 994 €	0 €	927 994 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				0 €		0 €	2 661 065 €	0 €	2 661 065 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		15 000 €		1 619 449 €	0 €	367 622 €	477 448 €	0 €	2 479 519 €
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs		0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	1 655 478 €	1 655 478 €
Autres recettes				11 700 €	6 174 021 €	0 €	0 €	14 497 €	6 200 218 €
Total	115 520 288 €	15 000 €	0 €	2 022 971 €	8 126 887 €	556 972 €	7 962 077 €	1 817 445 €	136 021 640 €

5.3.2 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine ENS de Lyon

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	21 886 301 €	21 886 301 €	11 443 668 €	9 538 926 €	152 578 €	152 578 €	33 482 547 €	31 577 805 €
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	896 555 €	896 555 €	395 709 €	395 709 €			1 292 264 €	1 292 264 €
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	15 313 197 €	15 313 197 €	1 036 862 €	1 036 945 €	152 578 €	152 578 €	16 502 637 €	16 502 720 €
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 676 549 €	5 676 549 €	10 011 097 €	8 106 272 €			15 687 646 €	13 782 821 €
D105 - Bibliothèques et documentation	4 868 755 €	4 868 755 €					4 868 755 €	4 868 755 €
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	3 082 594 €	3 082 594 €	2 146 409 €	2 358 762 €	459 324 €	796 017 €	5 668 327 €	6 237 373 €
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 177 476 €	2 177 476 €	422 691 €	431 059 €	9 410 €	10 513 €	2 609 577 €	2 619 048 €
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	3 874 136 €	3 874 136 €	1 491 926 €	1 498 923 €	2 156 123 €	2 240 487 €	7 522 185 €	7 613 546 €
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 139 390 €	1 139 390 €	518 397 €	518 917 €	190 878 €	190 878 €	1 848 665 €	1 849 185 €
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 081 867 €	7 081 867 €	1 452 480 €	1 458 549 €	49 631 €	49 632 €	8 583 978 €	8 590 048 €
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	3 826 765 €	3 826 765 €	3 221 608 €	3 225 555 €	1 514 321 €	1 514 321 €	8 562 694 €	8 566 641 €
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 306 224 €	2 306 224 €	180 408 €	156 389 €	177 800 €	177 800 €	2 664 432 €	2 640 413 €
D114 - Immobilier	1 403 000 €	1 403 000 €	4 160 868 €	4 812 868 €	3 792 407 €	3 744 856 €	9 356 275 €	9 960 724 €
D115 - Pilotage et support	46 159 196 €	46 159 196 €	6 924 038 €	6 525 947 €	313 650 €	361 548 €	53 396 884 €	53 046 691 €
Étudiants	896 836 €	896 836 €	978 198 €	981 356 €	31 100 €	31 100 €	1 906 134 €	1 909 292 €
D201 - Aides directes aux étudiants	37 899 €	37 899 €	829 671 €	832 829 €			867 570 €	870 728 €
D202 - Aides indirectes							0 €	0 €
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	858 937 €	858 937 €	148 527 €	148 527 €	31 100 €	31 100 €	1 038 564 €	1 038 564 €
Total	98 702 540 €	98 702 540 €	32 940 691 €	31 507 251 €	8 847 222 €	9 269 730 €	140 490 453 €	139 479 521 €
							SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	-4 540 332 €

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées						Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
Subvention pour charges de service public	114 556 418 €					189 350 €			114 745 768 €	
Droits d'inscription					619 000 €				619 000 €	
Formation continue, diplômes propres et VAE					110 000 €				110 000 €	
Taxe d'apprentissage					60 000 €				60 000 €	
Contrats et prestations de recherche hors ANR					1 041 550 €			147 470 €	1 189 020 €	
Valorisation					122 316 €				122 316 €	
ANR investissements d'avenir							2 019 776 €		2 019 776 €	
ANR hors investissements d'avenir				391 822 €			1 875 794 €		2 267 616 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région							909 594 €		909 594 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne							2 661 065 €		2 661 065 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		15 000 €		1 536 649 €		367 622 €	477 448 €		2 396 719 €	
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs								1 655 478 €	1 655 478 €	
Autres recettes				11 700 €				14 497 €	6 182 837 €	
Total	114 556 418 €	15 000 €	0 €	1 940 171 €	8 109 506 €	556 972 €	7 943 677 €	1 817 445 €	134 939 189 €	

5.3.3 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine BDL

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence								
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master								
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat								
D105 - Bibliothèques et documentation	83 008 €		1 016 519 €	1 016 519 €	28 630 €	28 630 €	1 128 157 €	1 128 157 €
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé								
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies								
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur								
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement								
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société								
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale								
D113 - Diffusion des savoirs et musées								
D114 - Immobilier								
D115 - Pilotage et support								
Étudiants	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D201 - Aides directes aux étudiants								
D202 - Aides indirectes								
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives								
Total	83 008 €		1 016 519 €	1 016 519 €	28 630 €	28 630 €	1 128 157 €	1 128 157 €
							SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	-45 706 €

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées						Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
Subvention pour charges de service public	963 870 €								963 870 €	
Droits d'inscription									0 €	
Formation continue, diplômes propres et VAE									0 €	
Taxe d'apprentissage									0 €	
Contrats et prestations de recherche hors ANR									0 €	
Valorisation									0 €	
ANR investissements d'avenir									0 €	
ANR hors investissements d'avenir									0 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région							18 400 €		18 400 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne									0 €	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				82 800 €					82 800 €	
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs									0 €	
Autres recettes					17 381 €				17 381 €	
Total	963 870 €	0 €	0 €	82 800 €	17 381 €	0 €	18 400 €	0 €	1 082 451 €	

5.4 Annexe 4 : tableau d'équilibre financier

5.4.1 Tableau d'équilibre financier établissement

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	BI 2019	BR 2019	VARIATION	BI 2019	BR 2019	VARIATION	
Solde budgétaire (déficit) *	6 802 381 €	4 586 038 €	-2 216 343 €				Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>							<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>							<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>							<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Cautions résidences étudiantes		195 000 €	195 000 €		195 000 €	195 000 €	Cautions résidences étudiantes
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	4 265 564 €	4 321 608 €	100 044 €	3 621 508 €	3 790 438 €	212 930 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	11 067 945 €	9 102 646 €	-1 921 299 €	3 621 508 €	3 985 438 €	407 930 €	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme
Variation de trésorerie				-7 446 437 €	-5 117 208 €	2 329 229 €	Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>				-4 013 659 €	-1 229 081 €	2 784 577 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>				-3 432 779 €	-3 888 127 €	-455 348 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
TOTAL DES BESOINS	11 067 945 €	9 102 646 €	-1 921 299 €	11 067 945 €	9 102 646 €	-1 921 299 €	TOTAL DES FINANCEMENTS

5.4.2 Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	BI 2019	BR 2019	VARIATION	BI 2019	BR 2019	VARIATION	
Solde budgétaire (déficit) *	6 782 544 €	4 540 332 €	-2 242 212 €				Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>							<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BA1</i>							<i>dont solde budgétaire BA1</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>							<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Cautions résidences étudiantes		195 000 €	195 000 €		195 000 €	195 000 €	Cautions résidences étudiantes
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	4 140 564 €	4 218 608 €	78 044 €	3 494 508 €	3 685 438 €	190 930 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	10 923 108 €	8 953 940 €	-1 969 168 €	3 494 508 €	3 880 438 €	385 930 €	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme
Variation de trésorerie				-7 428 600 €	-5 073 502 €	2 355 098 €	Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>				-3 978 767 €	-1 194 190 €	2 784 577 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>				-3 449 833 €	-3 879 312 €	-429 479 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non flèche</i>
TOTAL DES BESOINS	10 923 108 €	8 953 940 €	-1 969 168 €	10 923 108 €	8 953 940 €	-1 969 168 €	TOTAL DES FINANCEMENTS

5.4.3 Tableau d'équilibre financier BDL

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	BI/2019	BR 2019	VARIATION	BI 2019	BR 2019	VARIATION	
Solde budgétaire (déficit)	19 837 €	45 706 €	25 869 €				Solde budgétaire (excédent)
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>							<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>							<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>							<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>							<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>							<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Remboursements d'emprunts							Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	125 000 €	103 000 €	22 000 €	127 000 €	105 000 €	22 000 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)							Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	144 837 €	148 706 €	47 869 €	127 000 €	105 000 €	22 000 €	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme
Variation de trésorerie				-17 837 €	-43 706 €	-25 869 €	Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>				-34 891 €	-34 891 €	0 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>	17 054 €				-8 815 €	-25 869 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
TOTAL DES BESOINS	144 837 €	148 706 €	47 869 €	144 837 €	148 706 €	47 869 €	TOTAL DES FINANCEMENTS

5.5 Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers

5.5.1 Tableau des opérations pour compte de tiers établissement

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers Établissement (ENS de Lyon et BDL)

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers agrégé (ENS de Lyon et BDL)

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI	50 400 €	50 400 €
TVA	C 445	TVA	3 303 000 €	3 055 000 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C471814	Bel	554 000 €	556 440 €
Reversements partenaires - contrats de recherche	C 47318	Reversements	414 208 €	128 598 €
TOTAL			4 321 608 €	3 790 438 €

Nous constatons un décalage entre les encaissements et les décaissements sur les opérations suivantes :

- TVA : le montant des dépenses, pour lesquelles l'établissement peut déduire intégralement ou partiellement la TVA, est supérieur au montant des recettes sur lesquelles la collecte est possible.
- Inscriptions BEL : une partie des encaissements revient à l'ENS et sera donc comptabilisée comme une recette budgétaire
- Reversements partenaires - contrats de recherche : il s'agit de contrats pluriannuels et le décalage est lié aux modalités de reversement prévues par les financeurs et la mise en place des conventions de reversements

5.5.2 Tableau des opérations pour compte de tiers ENS de Lyon

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - ENS de Lyon

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI	50 400 €	50 400 €
TVA	C 445	TVA	3 200 000 €	2 950 000 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	Bel	554 000 €	556 440 €
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements	414 208 €	128 598 €
TOTAL			4 218 608 €	3 685 438 €

5.5.3 Tableau des opérations pour compte de tiers BDL

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - BDL

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI		
TVA	C 445	TVA	103 000 €	105 000 €
Cautions résidences étudiantes	C 1655	Cautonnement		
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C 471814	Bel		
Reversements partenaires - contrats de recherche	C 47318	Reversements		
TOTAL			103 000 €	105 000 €

5.6 Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale

5.6.1 Tableau de situation patrimoniale établissement

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale agrégé (ENS de Lyon+BDL)

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI 2019	BR 2019	VARIATION	PRODUITS	BI 2019	BR 2019	VARIATION
Personnel	97 596 823 €	97 837 692 €	240 869 €	Subventions de l'Etat	115 704 099 €	116 222 237 €	518 138 €
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	29 911 955 €	29 874 919 €	-37 036 €	Fiscalité affectée	0 €	0 €	0 €
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	38 055 625 €	40 283 066 €	2 227 441 €	Autres subventions	7 662 701 €	9 130 698 €	1 467 997 €
				Autres produits	12 567 972 €	13 384 162 €	816 190 €
TOTAL DES CHARGES (1)	135 652 448 €	138 120 758 €	2 468 310 €	TOTAL DES PRODUITS (2)	135 934 772 €	138 737 097 €	2 802 325 €
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	282 324 €	616 339 €	334 015 €	Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1)	0 €	0 €	0 €
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)	135 934 772 €	138 737 097 €	2 802 325 €	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)	135 934 772 €	138 737 097 €	2 802 325 €

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI 2019	BR 2019	VARIATION
Résultat prévisionnel de l'exercice	282 324 €	616 339 €	334 015 €
+ bénéfices (3)			
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	6 651 495 €	6 575 740 €	-275 755 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 866 985 €	3 904 167 €	37 182 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0 €	0 €	0 €
- produits de cession d'éléments d'actifs	0 €	0 €	0 €
- quote-part des subventions d'investissement versées au résultat de l'exercice	0 €	0 €	0 €
= CAF *	3 266 834 €	3 287 912 €	21 078 €

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BI 2019	BR 2019	VARIATION	RESSOURCES	BI 2019	BR 2019	VARIATION
Insuffisance d'autofinancement*	0 €	0 €	0 €	Capacité d'autofinancement	3 266 834 €	3 287 912 €	21 078 €
Investissements	8 074 251 €	9 457 306 €	1 383 055 €	Financement de l'actif par l'Etat	4 500 €	4 500 €	0 €
Remboursement des dettes financières	0 €	0 €	0 €	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	2 240 975 €	2 424 339 €	183 368 €
				Autres ressources	326 397 €	906 400 €	580 003 €
				Augmentation des dettes financières	0 €	0 €	0 €
TOTAL DES EMPLOIS (5)	8 074 251 €	9 457 306 €	1 383 055 €	TOTAL DES RESSOURCES (6)	5 638 706 €	6 623 145 €	784 439 €
				PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (6) = (6)-(5)	2 235 545 €	2 834 161 €	598 616 €

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BI 2019	BR 2019	VARIATION
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : PRELEVEMENT (6)	-2 235 545 €	-2 834 161 €	-598 616 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	5 210 892 €	2 283 047 €	-2 927 845 €
Variation de la TRESORERIE : PRELEVEMENT ou APPORT	-7 446 437 €	-5 117 208 €	2 329 229 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	13 460 590 €	15 132 277 €	1 671 687 €
Niveau du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-5 173 115 €	-7 660 153 €	-2 487 038 €
Niveau de la TRESORERIE	18 633 705 €	22 792 430 €	4 158 725 €

5.6.2 Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte de résultat prévisionnel		BI 2019	BR 2019	VARIATION	PRODUITS	BI 2019	BR 2019	VARIATION
Personnel		97 527 915 €	97 754 884 €	226 769 €	Subventions de l'Etat	114 721 629 €	115 258 387 €	536 758 €
	dont charges de pensions civiles*	29 911 955 €	29 874 919 €	-37 036 €	Fiscalité affectée			
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention		36 970 852 €	39 229 847 €	2 258 995 €	Autres subventions	7 511 462 €	8 984 182 €	1 472 720 €
					Autres produits	12 548 000 €	13 358 321 €	810 321 €
TOTAL DES CHARGES (1)		134 468 767 €	136 984 531 €	2 485 764 €	TOTAL DES PRODUITS (2)	134 781 091 €	137 600 870 €	2 819 779 €
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)		282 324 €	616 339 €	334 015 €	Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1)			
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)		134 781 091 €	137 600 870 €	2 819 779 €	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)	134 781 091 €	137 600 870 €	2 819 779 €

* Il s'agit des sous-catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	BI 2019	BR 2019	VARIATION
Résultat prévisionnel de l'exercice	282 324 €	616 339 €	334 015 €
+ déductions aux amortissements, dépréciations et provisions	6 814 969 €	6 539 040 €	-275 929 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 855 513 €	3 895 707 €	40 194 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice			
= CAF *	3 241 780 €	3 259 672 €	17 892 €

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

	BI 2019	BR 2019	VARIATION	RESSOURCES	BI 2019	BR 2019	VARIATION
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	3 241 780 €	3 259 672 €	17 892 €
Investissements	8 064 251 €	9 428 676 €	1 364 425 €	Financement de facilité par l'Etat	4 500 €	4 500 €	0 €
Remboursement des dettes financières				Financement de facilité par des tiers autres que l'Etat	2 240 875 €	2 424 333 €	183 358 €
				Autres ressources	326 397 €	906 400 €	580 003 €
				Augmentation des dettes financières			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	8 064 251 €	9 428 676 €	1 364 425 €	TOTAL DES RESSOURCES (6)	5 813 652 €	6 594 905 €	781 253 €
				PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	2 250 698 €	2 833 771 €	583 172 €

POUR L'INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

	BI 2019	BR 2019	VARIATION
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : PRELEVEMENT (8)	-2 250 698 €	-2 833 771 €	-583 172 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	5 178 001 €	2 239 731 €	-2 938 270 €
Variation de la TRESORERIE : PRELEVEMENT ou APPORT	-7 428 600 €	-5 073 502 €	2 355 098 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	13 214 173 €	14 901 625 €	1 687 452 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-5 189 803 €	-7 705 285 €	-2 515 482 €
Niveau de la TRESORERIE	18 403 976 €	22 606 910 €	4 202 934 €

5.6.3 Tableau de situation patrimoniale BDL

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BI 2019	BR 2019	VARIATION	PRODUITS	BI 2019	BR 2019	VARIATION
Personnel	68 908 €	83 008 €	14 100 €	Subventions de l'Etat	982 470 €	963 870 €	-18 600 €
<i>dont charges de pensions civiles*</i>				Fiscality affectée			
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	1 084 773 €	1 053 219 €	-31 554 €	Autres subventions	151 239 €	146 516 €	-4 723 €
				Autres produits	19 972 €	25 841 €	5 869 €
TOTAL DES CHARGES (1)	1 153 681 €	1 136 227 €	-17 454 €	TOTAL DES PRODUITS (2)	1 153 681 €	1 136 227 €	-17 454 €
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	0 €	0 €	0 €	<i>Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1)</i>	0 €	0 €	0 €
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	1 153 681 €	1 136 227 €	-17 454 €	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)	1 153 681 €	1 136 227 €	-17 454 €

* Il s'agit des sous-catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'auto-financement (CAF)

	BI 2019	BR 2019	VARIATION
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (4))	0 €	0 €	0 €
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	36 526 €	36 700 €	174 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	11 472 €	8 480 €	-3 012 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement versées au résultat de l'exercice			
= CAF ou IAF*	25 054 €	28 240 €	3 186 €

* capacité d'auto-financement ou insuffisance d'auto-financement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BI 2019	BR 2019	VARIATION	RESSOURCES	BI 2019	BR 2019	VARIATION
Insuffisance d'auto-financement*				Capacité d'auto-financement*	25 054 €	28 240 €	3 186 €
Investissements	10 000 €	28 630 €	18 630 €	Financement de l'actif par l'Etat			
Remboursement des dettes financières				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat			
				Autres ressources			
				Augmentation des dettes financières			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	10 000 €	28 630 €	18 630 €	TOTAL DES RESSOURCES (6)	25 054 €	28 240 €	3 186 €
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	15 054 €			PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)		390 €	15 444 €

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BI 2019	BR 2019	VARIATION
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (6)	15 054 €	-390 €	-15 444 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	32 891 €	43 316 €	10 425 €
Variation de la TRESORERIE : PRELEVEMENT ou APPORT	-17 837 €	-43 706 €	-25 869 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	246 417 €	230 652 €	-15 765 €
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	16 888 €	45 132 €	28 444 €
Niveau de la TRESORERIE	229 729 €	185 520 €	-44 209 €

5.7 Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie

Tableau présentant le plan de trésorerie

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle	
POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION														
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	27 909 638 €	47 883 652 €	38 112 180 €	28 091 345 €	46 382 369 €	36 784 008 €	25 161 165 €	54 566 778 €	46 991 550 €	37 011 807 €	44 070 527 €	33 184 368 €		
dont placements	0													
ENCAISSEMENTS														
A1. Recettes budgétaires globalisées	2 425 €	29 741 633 €	729 760 €	29 730 079 €	557 077 €	745 000 €	40 822 292 €	500 000 €	990 000 €	18 057 305 €	1 150 000 €	2 659 575 €	125 685 146 €	
Subvention pour charges de service public		28 615 077 €		28 615 077 €			39 922 292 €			17 007 305 €		1 380 537 €	115 520 288 €	
Autres financements de l'Etat						15 000 €							15 000 €	
Fiscalité affectée													0 €	
Autres financements publics		464 677 €	345 359 €	279 589 €	37 000 €	30 000 €	200 000 €	100 000 €	90 000 €	150 000 €	150 000 €	176 349 €	2 022 971 €	
Recettes propres	2 425 €	661 879 €	384 401 €	835 416 €	520 077 €	700 000 €	700 000 €	400 000 €	900 000 €	900 000 €	1 000 000 €	1 122 689 €	8 126 887 €	
A2. Recettes budgétaires fléchées	0 €	20 300 €	340 166 €	86 463 €	499 123 €	686 296 €	1 037 253 €	529 942 €	869 216 €	1 361 756 €	1 502 888 €	3 403 082 €	10 336 484 €	
Financements de l'Etat fléchés					34 000 €		203 122 €	64 500 €	15 000 €	64 000 €	75 750 €	100 600 €	556 972 €	
Autres financements publics fléchés		20 300 €	313 166 €	37 868 €	367 506 €	615 699 €	346 079 €	385 442 €	798 141 €	1 099 161 €	1 022 143 €	2 956 573 €	7 962 077 €	
Recettes propres fléchées			27 000 €	48 595 €	97 617 €	70 597 €	488 052 €	80 000 €	56 075 €	198 595 €	404 995 €	349 919 €	1 817 445 €	
A3. Opérations non budgétaires	29 877 227 €	-27 912 003 €	-182 071 €	447 898 €	409 011 €	-28 600 €	70 300 €	580 972 €	147 326 €	-41 132 €	203 000 €	413 710 €	3 985 438 €	
Nouveaux emprunts - cautions des résidences étu	8 462 €	2 107 €	1 047 €	1 745 €	1 370 €		50 000 €	50 000 €	120 000 €	5 000 €	3 000 €	2 269 €	195 000 €	
Opérations gérées en compte de tiers (encaissement)	549 015 €	23 937 €	136 €	-12 751 €	6 235 €	36 400 €	20 300 €	80 972 €	27 326 €	3 868 €			735 438 €	
TVA encaissée	70 €	935 072 €	21 740 €	100 728 €	482 336 €	35 000 €	100 000 €	500 000 €	50 000 €	50 000 €	300 000 €	480 054 €	3 055 000 €	
Autres encaissements sur comptes de tiers	29 319 689 €	-28 873 119 €	-204 994 €	357 976 €	-80 930 €	-100 000 €	-50 000 €	-50 000 €	-50 000 €	-100 000 €	-100 000 €	-68 613 €	0 €	
A. TOTAL	29 879 652 €	1 849 930 €	887 854 €	30 264 240 €	1 465 211 €	1 402 896 €	41 929 945 €	1 610 914 €	2 006 542 €	19 377 929 €	2 855 888 €	6 476 377 €	140 007 078 €	
DECAISSEMENTS														
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	1 736 281 €	3 238 378 €	9 873 204 €	18 730 928 €	10 280 189 €	10 208 158 €	10 990 606 €	8 426 981 €	10 518 081 €	10 913 252 €	11 974 644 €	22 151 403 €	128 042 103 €	
Personnel	12 566 €	68 781 €	7 588 992 €	15 462 538 €	7 690 285 €	7 308 156 €	8 090 606 €	7 718 081 €	8 013 252 €	8 013 252 €	8 174 644 €	16 608 943 €	94 563 825 €	
Fonctionnement	1 588 967 €	2 599 800 €	2 102 860 €	3 049 841 €	2 518 127 €	2 500 000 €	2 700 000 €	500 000 €	2 000 000 €	2 400 000 €	2 600 000 €	3 541 516 €	28 101 111 €	
Intervention													0 €	
Investissement	134 748 €	569 797 €	181 352 €	218 549 €	71 777 €	400 000 €	200 000 €	100 000 €	800 000 €	500 000 €	1 200 000 €	2 000 944 €	6 377 167 €	
B2. Dépenses sur recettes fléchées	116 035 €	198 706 €	612 338 €	810 963 €	543 226 €	1 893 383 €	1 277 626 €	608 861 €	1 083 954 €	1 076 632 €	1 262 403 €	2 081 448 €	11 955 575 €	
Personnel			293 931 €	594 124 €	311 628 €	744 798 €	289 510 €	285 852 €	428 632 €	432 796 €	426 286 €	403 966 €	4 221 723 €	
Fonctionnement	100 670 €	119 984 €	217 964 €	181 394 €	159 821 €	768 938 €	442 266 €	132 724 €	442 266 €	442 266 €	530 719 €	883 647 €	4 422 659 €	
Intervention														
Investissement	15 365 €	78 722 €	100 443 €	35 445 €	71 777 €	379 647 €	535 850 €	190 285 €	212 656 €	201 570 €	305 398 €	793 835 €	2 921 193 €	
B3. Opérations non budgétaires	8 053 322 €	8 184 318 €	423 147 €	-7 548 675 €	240 157 €	904 000 €	256 000 €	150 300 €	394 250 €	329 326 €	505 000 €	-7 364 537 €	4 516 608 €	
Nouveaux emprunts - cautions des résidences étudiantes	10 892 €	11 254 €	3 464 €	10 407 €	28 105 €	50 000 €	50 000 €	30 000 €	878 €				195 000 €	
Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA	2 400 €	3 200 €	6 400 €	293 810 €	6 969 €	554 000 €	6 000 €	20 300 €	83 372 €	29 326 €	5 000 €	7 831 €	1 018 608 €	
TVA décaissée	113 305 €	272 260 €	183 115 €	186 795 €	205 106 €	300 000 €	200 000 €	100 000 €	300 000 €	300 000 €	500 000 €	642 429 €	3 303 000 €	
Autres décaissements sur comptes de tiers	7 926 725 €	7 897 604 €	230 168 €	-8 039 677 €	-23 €							-8 014 797 €	0 €	
B. TOTAL	9 905 638 €	11 621 402 €	10 908 689 €	11 993 216 €	11 063 572 €	13 005 539 €	12 524 232 €	9 186 142 €	11 986 295 €	12 519 210 €	13 742 047 €	16 868 314 €	145 124 286 €	
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	19 974 014 €	-9 771 472 €	-10 020 835 €	18 271 024 €	-9 598 361 €	-11 602 843 €	29 405 613 €	-7 575 228 €	-9 979 743 €	7 058 719 €	-10 886 159 €	-10 391 937 €	-5 117 208 €	
SOLDE CUMULE (1) + (2)	47 883 652 €	38 112 180 €	28 091 345 €	46 382 369 €	36 784 008 €	25 161 165 €	54 566 778 €	46 991 550 €	37 011 807 €	44 070 527 €	33 184 368 €	22 792 430 €	22 792 430 €	
													dont trésorerie fléchée = A2 - B2	
														dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3

5.8 Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Tableau 8 - EPSCP
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées *

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		11 917 998 €	-1 229 081 €	-4 469 324 €	-454 307 €
Recettes fléchées (b)	27 038 290 €	10 336 494 €	6 779 686 €	6 116 708 €	3 559 448 €
Financements de l'État fléchés	1 006 367 €	565 972 €	306 671 €	184 405 €	98 205 €
Autres financements publics fléchés	23 680 486 €	7 962 077 €	6 708 563 €	5 118 160 €	3 414 818 €
Recettes propres fléchées	2 351 437 €	1 817 445 €	764 452 €	814 143 €	-40 390 €
Dépenses sur recettes fléchées (c)	15 120 292 €	11 565 575 €	11 249 010 €	6 571 015 €	2 920 013 €
Personnel					
AE=CP	8 247 043 €	4 221 723 €	5 281 314 €	3 397 313 €	1 114 710 €
Fonctionnement et intervention					
AE	5 364 831 €	4 391 967 €	4 816 997 €	2 925 619 €	1 745 213 €
CP	5 266 281 €	4 422 659 €	4 640 512 €	2 933 702 €	1 745 303 €
Investissement					
AE	1 724 115 €	3 080 725 €	935 694 €	240 000 €	60 000 €
CP	1 606 868 €	2 921 193 €	1 117 184 €	240 000 €	60 000 €
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	11 917 998 €	-1 229 081 €	-4 469 324 €	-454 307 €	633 435 €

X repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

5.9 Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles

Tableau 9 - EFPSC
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement				Restes				
	Montant de l'opération	AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Totaux CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à ouvrir au AE consommés en fin d'année n (CP)
R1 - SCSP	670 000 €	120 506 €	120 506 €	0 €	134 532 €	61 110 541 €	119 044 €	119 044 €	0 €	134 532 €	119 044 €	173 379 €	1 565 €
R2 - HORS ANR	307 706 €	63 880 €	63 880 €	0 €	70 448 €	70 448 €	63 752 €	63 752 €	0 €	70 448 €	63 752 €	173 379 €	1 565 €
R3 - HORS ANR	12 286 682 €	5 238 629 €	5 238 629 €	0 €	5 238 629 €	5 238 629 €	5 238 629 €	5 238 629 €	0 €	5 238 629 €	5 238 629 €	4 809 826 €	24 988 €
R4 - ANR hors Avenir	3 452 717 €	845 397 €	845 397 €	0 €	791 986 €	791 986 €	845 397 €	845 397 €	0 €	791 986 €	845 397 €	1 815 334 €	1 805 €
R5 - SUBV REGION	24 396 272 €	3 000 616 €	3 000 616 €	0 €	2 070 728 €	3 000 616 €	3 000 616 €	3 000 616 €	0 €	2 070 728 €	3 000 616 €	19 294 529 €	8 011 €
R6 - SUBV UE	5 622 996 €	1 598 817 €	1 598 817 €	0 €	1 400 689 €	1 598 817 €	1 598 817 €	1 598 817 €	0 €	1 400 689 €	1 598 817 €	4 126 128 €	524 €
R7 - ANR Avenir	72 488 €	0 €	0 €	0 €	31 750 €	31 750 €	0 €	0 €	0 €	31 750 €	31 750 €	40 738 €	0 €
R8 - ANR Avenir	353 895 €	84 543 €	84 543 €	0 €	92 720 €	167 263 €	44 252 €	44 252 €	0 €	202 988 €	202 988 €	136 423 €	0 €
Total contrats de recherche	31 489 719 €	19 008 185 €	19 008 185 €	0 €	10 110 897 €	10 110 897 €	4 819 901 €	4 819 901 €	0 €	8 290 972 €	8 290 972 €	1 622 857 €	16 991 189 €
R9 - ANR Avenir	1 330 334 €	866 464 €	866 464 €	0 €	198 866 €	198 866 €	944 400 €	944 400 €	0 €	202 813 €	202 813 €	225 004 €	14 097 €
R10 - ANR Avenir	391 200 €	98 077 €	98 077 €	0 €	225 903 €	225 903 €	89 025 €	89 025 €	0 €	225 971 €	225 971 €	69 440 €	6 914 €
R11 - SUBV AUTRES	100 801 €	37 391 €	37 391 €	0 €	137 000 €	137 000 €	37 188 €	37 188 €	0 €	138 123 €	138 123 €	15 400 €	1 €
R12 - FOND	5 000 €	2 579 €	2 579 €	0 €	2 421 €	2 579 €	2 579 €	2 579 €	0 €	2 421 €	2 579 €	0 €	0 €
R13 - AUTRES	38 675 306 €	21 827 242 €	21 827 242 €	0 €	10 823 787 €	10 823 787 €	6 612 431 €	6 612 431 €	0 €	9 926 688 €	9 926 688 €	6 224 277 €	16 812 171 €
R7 - ANR Avenir	6 482 207 €	6 482 207 €	6 482 207 €	0 €	0 €	0 €	6 482 207 €	6 482 207 €	0 €	0 €	6 482 207 €	8 000 000 €	0 €
R11 - SUBV AUTRES	8 000 000 €	615 934 €	615 934 €	0 €	1 666 592 €	1 666 592 €	653 744 €	653 744 €	0 €	1 433 857 €	1 433 857 €	9 259 824 €	89 246 €
Total programmes	26 124 791 €	6 897 238 €	6 897 238 €	0 €	1 666 592 €	1 666 592 €	7 029 961 €	7 029 961 €	0 €	1 433 857 €	1 433 857 €	17 529 644 €	99 649 €
Total contrats d'investissement	25 393 108 €	25 393 108 €	25 393 108 €	0 €	33 000 €	33 000 €	1 596 633 €	1 596 633 €	0 €	985 000 €	985 000 €	0 €	22 811 475 €
Total de partenariat public-privé	25 393 108 €	25 393 108 €	25 393 108 €	0 €	33 000 €	33 000 €	1 596 633 €	1 596 633 €	0 €	985 000 €	985 000 €	0 €	22 811 475 €
Total	149 975 798 €	67 397 632 €	67 397 632 €	0 €	22 494 046 €	22 494 046 €	28 570 987 €	28 570 987 €	0 €	21 419 431 €	21 419 431 €	60 883 364 €	39 301 523 €

B - Recettes

Opérations	Prélèvement sur la trésorerie		Financements extérieurs		Restes à encaisser	
	Montant de l'opération	Montant	Encasements au titre des années antérieures	Encasements pour l'année n	Restes à encaisser	Restes à encaisser
R1 - SCSP	670 000 €	19 008 185 €	19 008 185 €	0 €	17 338 911 €	17 338 911 €
R2 - HORS ANR	307 706 €	63 880 €	63 880 €	0 €	27 749 €	27 749 €
R3 - HORS ANR	12 286 682 €	5 238 629 €	5 238 629 €	0 €	187 470 €	187 470 €
R4 - ANR hors Avenir	3 452 717 €	845 397 €	845 397 €	0 €	1 794 383 €	1 794 383 €
R5 - SUBV REGION	24 396 272 €	3 000 616 €	3 000 616 €	0 €	1 875 794 €	1 875 794 €
R6 - SUBV UE	5 622 996 €	1 598 817 €	1 598 817 €	0 €	4 398 362 €	4 398 362 €
R7 - ANR Avenir	72 488 €	0 €	0 €	0 €	6 724 207 €	6 724 207 €
R8 - ANR Avenir	353 895 €	84 543 €	84 543 €	0 €	2 635 107 €	2 635 107 €
R9 - ANR Avenir	1 330 334 €	866 464 €	866 464 €	0 €	789 320 €	789 320 €
R10 - ANR Avenir	391 200 €	98 077 €	98 077 €	0 €	1 140 633 €	1 140 633 €
R11 - SUBV AUTRES	100 801 €	37 391 €	37 391 €	0 €	2 068 411 €	2 068 411 €
R12 - FOND	5 000 €	2 579 €	2 579 €	0 €	14 000 €	14 000 €
R13 - AUTRES	38 675 306 €	21 827 242 €	21 827 242 €	0 €	21 419 431 €	21 419 431 €
Total contrats de recherche	31 489 719 €	19 008 185 €	19 008 185 €	0 €	30 695 777 €	30 695 777 €
R7 - ANR Avenir	1 330 334 €	866 464 €	866 464 €	0 €	8 221 724 €	8 221 724 €
R9 - ANR Avenir	391 200 €	98 077 €	98 077 €	0 €	1 443 683 €	1 443 683 €
R11 - SUBV AUTRES	100 801 €	37 391 €	37 391 €	0 €	3 832 659 €	3 832 659 €
R12 - FOND	5 000 €	2 579 €	2 579 €	0 €	2 562 701 €	2 562 701 €
Total contrats d'investissement	25 393 108 €	25 393 108 €	25 393 108 €	0 €	19 521 275 €	19 521 275 €
Total	149 975 798 €	67 397 632 €	67 397 632 €	0 €	50 217 052 €	50 217 052 €



5.11 Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles

Tableau 10 EPSC - Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT
Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

Opération	Prévision pluriannuelle										Prévision N (B1 + B2)										Prévision N+1 et suivantes												
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)	(24)	(25)	(26)	(27)	(28)	(29)	(30)			
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE consommées les années antérieures à N	AE des exercices closés en N	AE des exercices closés en N-1	CP couverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP couverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP couverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	AE prévues en N+1	AE prévues en N+2	CP prévues en N+1	CP prévues en N+2	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2	AE prévues en N+2	CP prévues en N+2		
Depenses d'investissement (PP)	Investissement	26 121 751 €	6 897 250 €	1 665 007 €	1 665 007 €	7 035 951 €	7 035 951 €	0 €	0 €	1 426 657 €	1 426 657 €	9 824 990 €	6 444 645 €	7 734 504 €	5 757 249 €	0 €	5 757 249 €	9 824 990 €	6 444 645 €	7 734 504 €	5 757 249 €	0 €	5 757 249 €	9 824 990 €	6 444 645 €	7 734 504 €	5 757 249 €	0 €	5 757 249 €	9 824 990 €	6 444 645 €	7 734 504 €	5 757 249 €
Total Dépenses d'investissement 1																																	
Contrats de recherche	Personnel		7 789 916 €	4 020 082 €	4 020 082 €	7 789 916 €	7 789 916 €	0 €	0 €	4 020 081 €	4 020 081 €	52 659 14 €	5 215 914 €	3 350 313 €	3 350 313 €	0 €	3 350 313 €	52 659 14 €	5 215 914 €	3 350 313 €	3 350 313 €	0 €	3 350 313 €	52 659 14 €	5 215 914 €	3 350 313 €	3 350 313 €	0 €	3 350 313 €	52 659 14 €	5 215 914 €	3 350 313 €	3 350 313 €
	Fonctionnement et intervention		3 848 013 €	3 848 013 €	3 848 013 €	3 848 013 €	3 848 013 €	0 €	0 €	3 847 045 €	3 847 045 €	4 194 785 €	4 218 280 €	2 373 887 €	2 381 960 €	0 €	2 381 960 €	4 194 785 €	4 218 280 €	2 373 887 €	2 381 960 €	0 €	2 381 960 €	4 194 785 €	4 218 280 €	2 373 887 €	2 381 960 €	0 €	2 381 960 €	4 194 785 €	4 218 280 €	2 373 887 €	2 381 960 €
	Investissement		1 695 293 €	1 695 293 €	1 695 293 €	1 695 293 €	1 695 293 €	0 €	0 €	2 205 149 €	2 205 149 €	925 694 €	962 096 €	240 000 €	240 000 €	0 €	240 000 €	925 694 €	962 096 €	240 000 €	240 000 €	0 €	240 000 €	925 694 €	962 096 €	240 000 €	240 000 €	0 €	240 000 €	925 694 €	962 096 €	240 000 €	240 000 €
Total contrats de recherche 2																																	
Contrats de formation continue	Personnel		59 586 627 €	13 133 222 €	13 133 222 €	13 133 222 €	13 133 222 €	0 €	0 €	10 081 276 €	10 081 276 €	10 338 373 €	10 338 293 €	5 964 210 €	5 972 293 €	0 €	5 972 293 €	10 338 373 €	10 338 293 €	5 964 210 €	5 972 293 €	0 €	5 972 293 €	10 338 373 €	10 338 293 €	5 964 210 €	5 972 293 €	0 €	5 972 293 €	10 338 373 €	10 338 293 €	5 964 210 €	5 972 293 €
Total contrats de formation continue 3																																	
Contrats de formation continue	Personnel		47 127 €	47 127 €	47 127 €	47 127 €	47 127 €	0 €	0 €	192 642 €	192 642 €	75 400 €	75 400 €	47 000 €	47 000 €	0 €	47 000 €	75 400 €	75 400 €	47 000 €	47 000 €	0 €	47 000 €	75 400 €	75 400 €	47 000 €	47 000 €	0 €	47 000 €	75 400 €	75 400 €	47 000 €	47 000 €
Contrats d'enseignement	Fonctionnement et intervention		21 521 230 €	21 521 230 €	21 521 230 €	21 521 230 €	21 521 230 €	0 €	0 €	8 681 886 €	8 681 886 €	2 156 282 €	9 864 712 €	651 723 €	6 542 477 €	0 €	6 542 477 €	2 156 282 €	9 864 712 €	651 723 €	6 542 477 €	0 €	6 542 477 €	2 156 282 €	9 864 712 €	651 723 €	6 542 477 €	0 €	6 542 477 €	2 156 282 €	9 864 712 €	651 723 €	6 542 477 €
	Investissement		28 822 €	28 822 €	28 822 €	28 822 €	28 822 €	0 €	0 €	51 971 €	51 971 €	10 000 €	10 000 €	0 €	0 €	0 €	10 000 €	28 822 €	28 822 €	51 971 €	51 971 €	0 €	51 971 €	28 822 €	28 822 €	51 971 €	51 971 €	0 €	51 971 €	28 822 €	28 822 €	51 971 €	51 971 €
Total contrats de formation 4																																	
Contrats de prestations de services	Personnel		38 675 306 €	21 827 242 €	21 827 242 €	21 827 242 €	21 827 242 €	0 €	0 €	8 926 498 €	8 926 498 €	2 241 682 €	9 880 112 €	598 722 €	6 389 477 €	0 €	6 389 477 €	2 241 682 €	9 880 112 €	598 722 €	6 389 477 €	0 €	6 389 477 €	2 241 682 €	9 880 112 €	598 722 €	6 389 477 €	0 €	6 389 477 €	2 241 682 €	9 880 112 €	598 722 €	6 389 477 €
	Investissement		25 393 108 €	25 393 108 €	25 393 108 €	25 393 108 €	25 393 108 €	0 €	0 €	985 000 €	985 000 €	0 €	985 000 €	0 €	985 000 €	0 €	985 000 €	25 393 108 €	25 393 108 €	985 000 €	985 000 €	0 €	985 000 €	25 393 108 €	25 393 108 €	985 000 €	985 000 €	0 €	985 000 €	25 393 108 €	25 393 108 €	985 000 €	985 000 €
Total contrats de prestations de services 5																																	
Total contrats de prestations de services 6																																	
Contrats de prestations de services	Fonctionnement et intervention		59 586 627 €	13 133 222 €	13 133 222 €	13 133 222 €	13 133 222 €	0 €	0 €	21 419 431 €	21 419 431 €	22 494 046 €	22 494 046 €	28 979 887 €	28 979 887 €	0 €	28 979 887 €	22 494 046 €	22 494 046 €	28 979 887 €	28 979 887 €	0 €	28 979 887 €	22 494 046 €	22 494 046 €	28 979 887 €	28 979 887 €	0 €	28 979 887 €	22 494 046 €	22 494 046 €	28 979 887 €	28 979 887 €
Total contrats de prestations de services 7																																	
Total contrats de prestations de services 8																																	
Total contrats de prestations de services 9																																	
Total contrats de prestations de services 10																																	
Total contrats de prestations de services 11																																	
Total contrats de prestations de services 12																																	
Total contrats de prestations de services 13																																	
Total contrats de prestations de services 14																																	
Total contrats de prestations de services 15																																	
Total contrats de prestations de services 16																																	
Total contrats de prestations de services 17																																	
Total contrats de prestations de services 18																																	
Total contrats de prestations de services 19																																	
Total contrats de prestations de services 20																																	
Total contrats de prestations de services 21																																	
Total contrats de prestations de services 22																																	
Total contrats de prestations de services 23																																	
Total contrats de prestations de services 24																																	
Total contrats de prestations de services 25																																	
Total contrats de prestations de services 26																																	
Total contrats de prestations de services 27																																	
Total contrats de prestations de services 28																																	
Total contrats de prestations de services 29																																	
Total contrats de prestations de services 30																																	
Total contrats de prestations de services 31																																	
Total contrats de prestations de services 32																																	
Total contrats de prestations de services 33																																	
Total contrats de prestations de services 34																																	
Total contrats de prestations de services 35																																	
Total contrats de prestations de services 36																																	
Total contrats de prestations de services 37																																	
Total contrats de prestations de services 38																																	
Total contrats de prestations de services 39																																	
Total contrats de prestations de services 40																																	
Total contrats de prestations de services 41																																	
Total contrats de prestations de services 42																																	
Total contrats de prestations de services 43																																	
Total contrats de prestations de services 44																																	
Total contrats de prestations de services 45																																	
Total contrats de prestations de services 46																																	
Total contrats de prestations de services 47																																	
Total contrats de prestations de services 48																																	
Total contrats de prestations de services 49																																	
Total contrats de prestations de services 50																																	
Total contrats de prestations de services 51																																	
Total contrats de prestations de services 52																																	
Total contrats de prestations de services 53																																	
Total contrats de prestations de services 54																																	
Total contrats de prestations de services 55																																	
Total contrats de prestations de services 56																																	
Total contrats de prestations de services 57																																	
Total contrats de prestations de services 58																																	
Total contrats de prestations de services 59																																	
Total contrats de prestations de services 60																																	
Total contrats de prestations de services 61																																	
Total contrats de prestations de services 62																																	
Total contrats de prestations de services 63																																	
Total contrats de prestations de services 64																																	
Total contrats de prestations de services 65																																	
Total contrats de prestations de services 66																																	
Total contrats de prestations de services 67																																	
Total contrats de prestations de services 68																																	
Total contrats de prestations de services 69																																	
Total contrats de prestations de services 70																																	
Total contrats de prestations de services 71																																	
Total contrats de prestations de services 72																																	
Total contrats de prestations de services 73																																	
Total contrats de prestations de services 74																																	
Total contrats de prestations de services 75																																	
Total contrats de prestations de services 76																																	
Total contrats de prestations de services 77																																	
Total contrats de prestations de services 78																																	
Total contrats de prestations de services 79																																	
Total contrats de prestations de services 80																																	
Total contrats de prestations de services 81																																	
Total contrats de prestations de services 82																																	
Total contrats de prestations de services 83																																	
Total contrats de prestations de services 84																																	
Total contrats de prestations de services 85																																	
Total contrats de prestations de services 86																																	
Total contrats de prestations de services 87																																	
Total contrats de prestations de services 88																																	
Total contrats de prestations de services 89																																	
Total contrats de prestations de services 90																																	
Total contrats de prestations de services 91																																	
Total contrats de prestations de services 92																																	
Total contrats de prestations de services 93																																	
Total contrats de prestations de services 94																																	
Total contrats de prestations de services 95																																	
Total contrats de prestations de services 96																																	
Total contrats de prestations de services 97																																	
Total contrats de prestations de services 98																																	
Total contrats de prestations de services 99																																	
Total contrats de prestations de services 100																																	

A l'occasion du budget initial N, cette colonne englobe les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant posé avec le compte financier N-1, cette colonne englobe les fermés reportés en AE et en CP.

* Dans les décaissements, ne sont pas comptabilisés les prépaiements des contrats et les frais de gestion si sont inscrits dans les dépenses infra-annuelles.

B - Prévisions de recettes

*** Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, recettes affectées, financement de l'Etat/finances de l'Etat (autres financements de l'Etat, autres financements de l'Etat, autres financements de l'Etat).

*** Recettes propres et fiscales (propres fiscales).



5.12 Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche

TABLEAU RETRACANT LES MOYENS DES UNITES DE RECHERCHE		MOYENS HORS BUDGET DE L'ETABLISSEMENT									
Unités	Moyens de l'établissement	CNRS	INRA	INRIA	INSERM	UCBL	LYON2	IEP	Autres établissements		
										Emplois	€
IAO Institut d'Asie Orientale UMR 5062 - L15	Fonctionnement 33 970 € Personnel 29 750 € Investissement 13					8 440 €	7 670 €	3	7		
TRANANGLE Action, Discours, Pensée politique et économique UMR 5206 - L19	Fonctionnement 67 080 € Personnel 48 910 € Investissement 9					34 416 €	22 100 €	25	13	6 786 €	
Insitit d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités UMR5037 - UMR5011 - L29	Fonctionnement 58 930 € Personnel 74 000 € Investissement 6 000 € Emplois 26					48 240 €		19	55	20 205 €	
ICAR Interactions, Corps, Apprentissages et Représentations UMR5191 - L16	Fonctionnement 22 423 € Personnel 17 897 € Investissement 16					68 995 €		20	17	0 €	
EVS Environnement, Ville et Société UMR 5600 - L12	Fonctionnement 43 860 € Personnel 55 000 € Investissement 4 000 € Emplois 11					26 522 €		21	33	69 563 €	
CMW Centre Max WEBER UMR 5040 - L14	Fonctionnement 11 610 € Personnel 21 000 € Investissement 7					61 000 €		18	5	25 000 €	
LARHRA Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (moderne et contemporaine) UMR 5190 - L17	Fonctionnement 21 930 € Personnel 33 820 € Investissement 15					56 019 €		33	33	49 173 €	
CHAM Histoire et Archéologie des Mondes Chrétiens et Musulmans Méditerranée UMR 5648 - L11	Fonctionnement 13 760 € Personnel 26 000 € Investissement 10					31 358 €		13	13	45 667 €	
GATE Groupe d'Analyse et de Théorie Economique UMR 5824 - L13	Fonctionnement 11 180 € Personnel 31 280 € Investissement 15				3 000 €	47 814 €		20	8	37 183 €	
CNE Centre Norbert ELIAS UMR 8562	Fonctionnement Personnel Investissement							1	1		
HISOMA Histoire et sources des Mondes Antiques UMR5189 - L21	Fonctionnement 15 050 € Personnel Investissement	54 500 €				47 881 €				42 289 €	
CRAL Centre de Recherche Astrophysique de Lyon UMR 5574 - S11	Fonctionnement 19 780 € Personnel 35 000 € Investissement 4				52 000 €			2			
Institut des Sciences Analytiques UMR 5200 - S02	Fonctionnement 39 560 € Personnel 961 600 € Investissement 5				115 000 €						
ICFL Institut de Génétique Fonctionnelle de Lyon UMR 5242 - S02	Fonctionnement 64 418 € Personnel 48 242 € Investissement 18	197 291 €	33 150 €		2	53 000 €		16			
LBMC Laboratoire de Biologie Moléculaire de la Cellule UMR 5239 - S00	Fonctionnement 144 580 € Personnel 30 000 € Investissement 19	164 600 €			4	22 500 €		8		2	
Laboratoire de Chimie UMR 5182 - S01	Fonctionnement 94 600 € Personnel 85 000 € Investissement 16					11 607 €		1			
LIP Laboratoire de Informatique du Parallélisme UMR5668 - S71	Fonctionnement 93 740 € Personnel 75 000 € Investissement 12		5 000 €			58 600 €		6		1	
Laboratoire de Physique UMR 5672 - S00	Fonctionnement 172 432 € Personnel 17 628 € Investissement 44	249 000 €				8 000 €					
LGL Laboratoire de Géologie de Lyon UMR 5570 - S10	Fonctionnement 105 350 € Personnel 90 000 € Investissement 2					144 000 €		10			
RDP Laboratoire de Reproduction et Développement des Plantes UMR 5667 - S63	Fonctionnement 106 640 € Personnel 137 204 € Investissement 13		67 300 €			25 500 €		4			
UMPA Unités de Mathématiques Pures et Appliquées UMR 5689 - S70	Fonctionnement 57 720 € Personnel 8 500 € Investissement 19	60 000 €	7 000 €								
Centre International de Recherche en Informatique (UVH) U1111 - UMR5308 - S61	Fonctionnement 49 450 € Personnel 160 600 € Investissement 8	160 600 €			1 040 477 €	160 000 €		20	1		

5.13 Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Tableau de synthèse budgétaire et comptable Etablissement

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Stocks initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	BR 2019
			41 355 651 €
	2	Niveau initial du fonds de roulement	17 966 438 €
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-9 943 199 €
4	Niveau initial de la trésorerie	27 909 637 €	
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		
5	Autorisations d'engagement	141 618 610 €	
	6	Résultat patrimonial	616 339 €
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	3 287 912 €
	8	Variation du fonds de roulement	-2 834 161 €
9	Opérations bilancielles non budgétaires	SENS	0 €
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	
	Cautionnements et dépôts	-	0 €
10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	0 €
	Variation des stocks	+ / -	
	Production immobilisée	+	
	Charges sur créances irrécouvrables	-	
	Produits divers de gestion courante	+	
11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	1 751 877 €
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+	1 951 523 €
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+	199 646 €
12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		-4 586 038 €
	12.a Recettes budgétaires		136 021 640 €
	12.b Crédits de paiement ouverts		140 607 678 €
13	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		531 170 €
	14	Variation de la trésorerie = 12 - 13	-5 117 208 €
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		2 283 047 €
	16	Restes à payer	1 010 932 €
17	Niveau final de restes à payer		42 366 583 €
	18	Niveau final du fonds de roulement	15 132 277 €
19	Niveau final du besoin en fonds de roulement		-7 660 153 €
	20	Niveau final de la trésorerie	22 792 430 €
20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	
	Comptabilité budgétaire		
	Comptabilité générale		

5.14 Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGCEP)

Tableau 1 DPGCEP - BR 2019

EP-SCP et EPA bénéficiant des RCE

Plafond d'emplois Etat notifié par la DGESIP (en EPT) : **1 989**
 Plafond d'emplois voté au BI (en ETP) : **1 865,3**
 dont plafond Etat : **1 857,6**
 Plafond d'emplois voté après dernier BR n° 1 (en ETP) : **1 983,3**
 dont plafond Etat : **1 857,6**
 N° BR à enseigner par établissement

	exercice 2018	période janvier - avril exercice 2019				période janvier - septembre exercice 2019				période janvier - décembre exercice 2019				
		stock ETP (à la fin décembre 2018) (a)	Entrées (en ETP) (b)	Sorties (en ETP) (c)	ETP (e+a+b-c) (d)	Entrées (en ETP) (e)	Sorties (en ETP) (f)	ETP (m+n+o-p) (g)	ETPT (moyenne sur 9 mois) (h)	Entrées (en ETP) (i)	Sorties (en ETP) (j)	ETP à la fin décembre 2018 (k+a+i-j) (l)	ETPT (moyenne annuelle 2019) (m)	
Titulaires		1 117,6	1 087,1	1 086,0	1 115,1	1 126,6	1 118,9	1 111,2	1 126,6	1 114,3	1 117,9	1 117,9	1 114,3	1 126,6
Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires et enseignants des ENS stagiaires uniquement)	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
Personnels BMTSS et autres personnels titulaires (2)	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
sous total titulaires	Budget primitif	1 544,9	1 517,0	1 516,5	1 539,4	1 547,7	1 539,4	1 537,1	1 547,7	1 546,5	1 546,5	1 546,5	1 546,5	
	Exécution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Non titulaires		224,5	230,2	228,5	230,2	223,9	223,9	223,9	223,9	223,9	223,9	223,9	223,9	
Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
dont ATER et documentaristes contractuels	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
Personnels BMTSS et autres personnels non titulaires	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
dont CDI	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
sous total non titulaires	Budget primitif	313,2	306,4	305,9	313,2	312,45	312,45	312,45	312,45	309,09	309,09	309,09	309,09	
	Exécution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total plafond 1	Budget primitif	1 888,1	1 823,4	1 821,5	1 852,6	1 860,15	1 851,85	1 849,55	1 860,15	1 855,52	1 855,52	1 855,52	1 855,52	
	Exécution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Non titulaires		72,0	72,0	72,0	72,0	72,0	72,0	72,0	72,0	72,0	72,0	72,0	72,0	
Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
Personnels BMTSS et autres personnels non titulaires	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
dont CDI	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
dont contrats aidés	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
Total plafond 2	Budget initial	116,2	97,1	97,0	116,2	134,90	134,90	134,90	134,90	130,40	130,40	130,40	130,40	
	Exécution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titulaires	Budget initial	1 544,9	1 517,0	1 516,5	1 539,4	1 547,7	1 539,4	1 537,1	1 547,7	1 546,5	1 546,5	1 546,5	1 546,5	
	Exécution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Non titulaires	Budget initial	428,4	403,4	402,1	428,4	428,35	428,35	428,35	428,35	439,49	439,49	439,49	439,49	
	Exécution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total général	Budget initial	1 973,3	1 920,4	1 918,6	1 967,8	1 976,05	1 967,75	1 965,45	1 976,05	1 986,02	1 986,02	1 986,02	1 986,02	
	Exécution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Dont fonctionnaires stagiaires des ENS	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
Dont emplois rattachés aux contrats de recherche (5) (plafond 2)	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
Personnels en fonction dans le rétablissement non rémunérés par lui (mises à disposition entrantes)	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													
dont emplois Etat	Budget initial													
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)													



Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE

Tableau 2 DFGECP - BR 2019

Masses salariales Etat notifiées par la DGESIP :
03/01/2019

Masses salariales votées au filou s'ouvrant au vote du CA :

Masses salariales globales votées après dernier BR n°1 :

101 572 706 €

96 797 356 €

98 785 548 €

N° BR à renseigner par l'établissement

	Exercice 2018		Exercice 2019		écart BI 2019 - BI 2018	écart BI 2019 - BI 2018	écart BI 2019 - BI 2018	écart BI 2019 - BI 2018		
	Budget initial	Budget rectificatif	Dotations prévisionnelles d'exécution (6)	Exécution (5)					Budget initial	nouvelle prévision d'exécution
Emplois sous plafond 1										
(1)										
Titulaires	79 437 775	79 619 211	79 617 416	79 420 751	81 128 647	81 183 561	1 600 872	1 600 872		
Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires stagiaires pour les ENS stagiaires uniquement)				54 720 391	18 294 130	81 183 561	1 600 872	1 600 872		
Personnels BIA/TSS et autres personnels titulaires (2)				24 700 300	8 275 937					
dont cours complémentaires (notamment ceux financés par les collectivités territoriales)										
sous total titulaires	79 437 775	79 619 211	79 617 416	79 420 751	81 128 647	81 183 561	1 600 872	1 600 872		
Non titulaires	11 324 816	10 888 723	10 725 115	7 609 841	2 536 332					
Enseignants et enseignants chercheurs (dont ATER et contractuels contractés)				7 188 605	2 271 888					
Personnels BIA/TSS et autres personnels non titulaires				2 771 190	975 619					
dont CDI				32 859	106 269					
sous total non titulaires	11 324 816	10 888 723	10 725 115	10 672 031	3 511 951	10 607 336	-466 031	-466 031		
Total titulaires et non titulaires (plafond 1)	90 762 591	90 507 934	90 342 531	90 092 782	91 655 432	91 790 897	1 194 841	1 194 841		
Enseignants et enseignants chercheurs (dont CDI)				2 557 952	1 033 025					
Personnels BIA/TSS et autres personnels non titulaires				5 694 2	19 549					
dont CDI				1 728 708	517 820					
Total non titulaires (plafond 2)	4 322 216	4 335 108	4 335 108	4 314 660	5 186 038	5 305 800	863 822	863 822		
Total général	95 084 807	94 843 041	94 677 639	94 407 442	96 841 470	97 106 697	-241 766	-241 766		
Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)	1 489 055	1 605 088	1 589 334	1 105 112	197 455	1 213 184	105 113	105 113		
Total des dépenses de personnel au titre des autorisations budgétaires en AE = CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)	96 573 862	96 448 129	96 266 973	95 512 554	98 038 925	98 320 881	2 658 683	2 658 683		
Autres dépenses non suivies dans OREMS (4)	512 543	552 641	451 524	327 643	122 344	415 667	40 098	40 098		
Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS	97 086 405	97 000 770	96 718 497	96 840 197	98 161 269	98 736 548	-65 554	-65 554		
dont fonctionnaires stagiaires ENS	31 887 883	31 795 215	31 839 259	31 818 849	10 954 303	33 218 869	1 331 888	1 331 888		
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche (6)	4 054 380	4 031 500	4 031 500	3 927 708	1 343 933	5 103 090	1 048 709	1 048 709		
Total des dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE = CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)	101 572 706 €	96 797 356 €	98 785 548 €	98 785 548 €	117 382 648	117 382 648	1 175 382	1 175 382		

La masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE = CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)

(1) personnels financés en tout ou partie sur le financement Etat (y compris les mises à disposition sortantes ou délégations de services publics pour les enseignants chercheurs), et personnels titulaires sur emplois gages

(2) autres personnels titulaires - comprend notamment les personnels d'encadrement sur emplois fonctionnels, les personnels d'inspection, les conservateurs

(3) les "autres dépenses non ventilables" correspondent strictement :

- aux dépenses de personnel ne correspondant pas de plafond d'emploi (ex : vacataires),

- aux dépenses de personnel ne correspondant pas de plafond d'emploi (ex : vacataires),

- aux dépenses de personnel ne correspondant pas de plafond d'emploi (ex : vacataires),

remunération complémentaire : subvention Etat ou ressources propres), les heures complémentaires des agents ne comptabilisées dans OREMS, les heures complémentaires des agents ne comptabilisées dans OREMS

(4) dépenses de personnel ne correspondant pas de plafond d'emploi (ex : vacataires)

(5) dépenses de personnel ne correspondant pas de plafond d'emploi (ex : vacataires)

(6) contrat de recherche selon la définition apportée par le document de prescription générale (fascicule n°8, dépenses pluriannuales)



5.15 Projet annuel de performance (PAP)

Montant des budgets		Unité	BI 2019	BR 2019	Variation BR 2019 - BI 2019
Budget de l'établissement (en crédits de paiements)					
Budget de fonctionnement de l'établissement (hors masse salariale)	(k€)		143 536 k€	147 183 k€	2,5%
Budget de la masse salariale de l'établissement	(k€)		36 860 k€	39 100 k€	6,1%
Budget d'investissement de l'établissement	(k€)		98 797 k€	98 786 k€	0,0%
	(k€)		7 879 k€	9 298 k€	18,0%
Montant du budget de la recherche					
	Unité		BI 2019	BR 2019	Variation BR 2019 - BI 2019
Budget global de la recherche (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)	(k€)		32 558 k€	35 476 k€	9,0%
Budget de recherche (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)		11 543 k€	14 294 k€	23,8%
Budget de recherche - Sciences de la vie, biotechnologie et santé (Code LOLF D106) (fonctionnement et investissement)	(k€)		2 153 k€	3 155 k€	46,5%
Budget de recherche - Mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologie (Code LOLF D107) (fonctionnement et investissement)	(k€)		315 k€	442 k€	40,4%
Budget de recherche - Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur (Code LOLF D108) (fonctionnement et investissement)	(k€)		2 449 k€	3 739 k€	52,7%
Budget de recherche - Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement (Code LOLF D110) (fonctionnement et investissement)	(k€)		654 k€	710 k€	8,6%
Budget de recherche - Sciences humaines et sociales (Code LOLF D111) (fonctionnement et investissement)	(k€)		1 384 k€	1 508 k€	9,0%
Budget de recherche interdisciplinaire & transversale (Code LOLF D112) (fonctionnement et investissement)	(k€)		4 589 k€	4 740 k€	3,3%
	(k€)				13,4%
Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche BR 2019					
Montant du budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires					
	Unité		BI 2019	BR 2019	Variation BR 2019 - BI 2019
Budget global de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)	(k€)		66 755 k€	66 706 k€	-0,1%
dont budget de la Formation, de la vie étudiante et santé des étudiants (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)		10 371 k€	10 704 k€	3,2%
Budget Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence (Code LOLF D101)	(k€)		384 k€	396 k€	3,1%
Budget Formation initiale et continue de niveau master (Code LOLF D102)	(k€)		984 k€	1 190 k€	20,9%
Budget Formation initiale et continue de niveau doctorat (Code LOLF D103)	(k€)		8 286 k€	8 106 k€	-1,9%
Budget de la vie étudiante et santé des étudiants (Code LOLF D201, D202 et D203)	(k€)		738 k€	1 012 k€	37,2%
Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	(k€)		33 220 k€	33 219 k€	0,0%
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur le budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	%		50%	50%	
Montant du budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation					
	Unité		BI 2019	BR 2019	Variation BR 2019 - BI 2019
Budget global de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)	(k€)		8 327 k€	8 637 k€	3,7%
dont budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)		1 218 k€	1 379 k€	13,3%
Budget Bibliothèque et documentation (Code LOLF D105)	(k€)		1 058 k€	1 045 k€	-1,2%
Budget Diffusion des savoirs et musées (Code LOLF D113)	(k€)		159 k€	334 k€	109,6%
	(k€)				12,1%
	(k€)				3,9%
Part des actions LOLF au sein du budget global de la diffusion des savoirs					
Montant du budget pilotage & immobilier					
	Unité		BI 2019	BR 2019	Variation BR 2019 - BI 2019
Budget global du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) - hors rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires.	(k€)		29 045 k€	29 789 k€	2,6%
dont budget de pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement et investissement) de l'établissement	(k€)		14 755 k€	15 446 k€	4,7%
Budget Pilotage (Code LOLF D115)	(k€)		7 253 k€	6 887 k€	-5,0%
Budget immobilier (Code LOLF D114)	(k€)		7 502 k€	8 558 k€	14,1%
	(k€)				28,7%
Part des actions LOLF au sein du budget global de pilotage & immobilier					
Part des dépenses de personnels sur le budget de fonctionnement					
	Unité		BI 2019	BR 2019	Variation BR 2019 - BI 2019
Part des dépenses de personnel sur le budget de fonctionnement	%		72,8%	71,6%	
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur les dépenses de personnel	%		33,6%	33,6%	
Part des dépenses de personnel dans le budget de l'établissement					
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Formation, de la vie étudiante et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	%		68,8%	67,1%	
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Diffusion des savoirs, bibliothèque et documentation	%		84,5%	84,0%	
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche	%		85,4%	84,0%	
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche	%		64,5%	59,7%	
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de Pilotage et de l'immobilier de l'établissement	%		49,2%	48,2%	

OBJECTIF : Développer l'autonomie financière

Taux d'exécution budgétaire	Unité	Budget Exécuté 2016 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2017 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2018 (BR) de l'ENS de Lyon	Cible 2020
Taux d'exécution des dépenses (en droits constatés)	%	96,1%	94,0%	95,8%	
Taux d'exécution des dépenses fonctionnement (hors masse salariale)	%	94,4%	88,0%	91,3%	> 98%
Taux d'exécution des dépenses masse salariale	%	98,4%	97,7%	98,8%	
Taux d'exécution des dépenses investissement	%	80,3%	78,0%	78,9%	94%
Taux d'exécution des recettes	%	98,2%	94,9%	98,0%	

Sources des données : Rapports de gestion ENS de Lyon

Montants des ressources (en encassements)	Unité	BI 2019	BR 2019	Variation BR 2019 - BI 2019
Montant total des ressources	(k€)	129 882 k€	136 022 k€	4,7%
<i>Montant total des recettes, non encaissables pour information</i>	(k€)	3 867 k€	3 904 k€	1,0%
Montant total des ressources publiques (fonctionnement + investissement)	(k€)	119 936 k€	123 969 k€	3,4%
- Crédits Etat (y compris masse salariale et compétences élargies) issus du système de répartition annuelle des moyens et du contrat quinquennal	(k€)	115 597 k€	116 032 k€	0,4%
- Crédits issus des agences de moyens nationales, européennes et internationales	(k€)	3 938 k€	6 948 k€	76,4%
- Montant des ressources issues des collectivités locales et territoriales (hors immobilier)	(k€)	400 k€	928 k€	132,0%
- Crédits immobiliers consommés, plan campus et CPER	(k€)	0 k€	0 k€	
Montant total des ressources propres	(k€)	9 947 k€	12 053 k€	21,2%
- Montant des droits d'inscription	(k€)	520 k€	619 k€	19,0%
- Montant de la taxe d'apprentissage	(k€)	60 k€	60 k€	0,0%
- Montant des ressources issues de la formation continue	(k€)	135 k€	110 k€	-18,5%
- Montant des ressources issues des activités partenariales avec le secteur socio-économique (€)	(k€)	859 k€	1 189 k€	38,4%
- Montant des ressources issues de la propriété intellectuelle (€)	(k€)	164 k€	122 k€	-25,6%
- Montant des ressources issues des fondations, des dons et autres financements	(k€)	8 014 k€	9 758 k€	21,8%
- Montant des autres ressources propres (Prod. Except., cautions...)	(k€)	195 k€	195 k€	0,0%

Part des recettes propres sur le total des recettes	Unité	BI 2019	BR 2019
	%	8%	9%

OBJECTIF : Une formation de très haut niveau

Nombre total d'étudiants à l'ENS de Lyon (hors auditeurs de cours)	Unité	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16	Réalisation 2016-17
	Effectifs	2194	2248	2228	2361

Réussite des étudiants en Master et en Agrégation	Unité	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16	Réalisation 2016-17	Cible 2020
Niveau Master 2 (hors master d'enseignement)						
Nombre diplômés, étudiants inscrits à un Master 2	Nombre	433	433	466	428	428
Nombre diplômés, étudiants ayant réussi leur Master 2	Nombre	381	381	428	378	378
Taux de réussite au Master 2	%	88%	88%	92%	88%	90%
Agrégation						
Nombre diplômés, étudiants candidats à l'agrégation	Nombre	301	286	248	269	269
Nombre diplômés, étudiants ayant réussi si l'agrégation	Nombre	217	200	197	190	190
Taux de réussite à l'agrégation	%	72%	70%	79%	71%	70%

OBJECTIF : Développer les horaires d'ouverture du SCD ou du SICD

Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées en 2014 (vd)	Variation (Va-Vd)	Réalisation 2015 %	Réalisation 2016 %	Cible 2020 (%)
58h	0h	0%	0%	13%

OBJECTIF : Développer une gestion prospective et pluriannuelle des ressources humaines

	2013	2014	2015	2016	Données cumulées 2013, 2014, 2015, 2016	Cible 2020 (bornes cumulées sur la période comprise 2016-2020)
Recrutement interne d'enseignants-chercheurs ou endo-recrutement						
Maîtres de conférences	06	01	04	01	012	
%**	0%	0%	0%	0%	0%	< 20%
Professeurs des universités	02	3/4	01	1/6	4/13	
%**	0%	75%	0%	17%	43%	< 50 %

OBJECTIF : Un environnement de travail de qualité

Unité	BI 2019	BR 2019	Variation BR 2019 - BI 2019
Part du budget d'investissement consacré aux restructurations de locaux			18,0%
Budget d'investissement mobilier et immobilier	7 879 k€	9 298 k€	
Budget d'investissement (mobilier et immobilier) consacré à la maintenance, à la restructuration de locaux et aux adaptations de locaux à des nouvelles missions (hors CPER et plan campus)	3 673 k€	3 745 k€	
Surface SHON	124 391 m²	124 391 m²	
Part du budget d'investissement (mobilier et immobilier) consacré à la maintenance, à la restructuration de locaux et aux adaptations de locaux à des nouvelles missions (hors CPER et plan campus)	46,6%	40,3%	
Budget d'investissement (mobilier et immobilier) consacré à la maintenance, à la restructuration de locaux et aux adaptations de locaux à des nouvelles missions (hors CPER et plan campus) par m²-SHON	0,030 k€	0,030 k€	

Occupation des locaux	Situation actuelle (2016)			Taux d'occupation attendu en 2020	
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	Taux d'occupation
Amphithéâtres	2 406h	2	2 096 m²	107%	100%
Salles banalisées	87 630h	77	6 716 m²	102%	109%
Total	90 036h	79	8 812 m²	105%	107%

OBJECTIF : Un recrutement sélectif mais diversifié

Unité	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16	Réalisation 2016-17	Cible 2020
Nombre d'étudiants inscrits en CPES à l'ENS de Lyon	31	36	36	37	40
Nombre total d'étudiants inscrits en CPES à l'ENS de Lyon					

Sources des données : Enquête SISE

OBJECTIF : Accroître l'attractivité internationale

Unité	Réalisation 2011-12	Réalisation 2012-13	Réalisation 2013-14	Réalisation 2014-15	Réalisation 2015-16	Réalisation 2016-17
Part des étudiants étrangers inscrits en master et en doctorat						
Nombre d'étudiants inscrits en master (hors master d'enseignement)	634	769	792	808	883	876
Nombre d'étudiants de nationalité étrangère inscrits en master (hors master d'enseignement)	92	83	112	82	89	92
Part des étudiants étrangers inscrits en master (hors master d'enseignement)	11,0%	10,8%	14,1%	10,1%	10,0%	10,6%
Nombre d'étudiants inscrits en doctorat	439	433	397	411	426	462
Nombre d'étudiants de nationalité étrangère inscrits en doctorat	143	130	107	118	110	135
Part des étudiants étrangers inscrits en doctorat	32,6%	30,0%	27,0%	28,7%	26,8%	29,2%

6. Structure budgétaire 2019

STRUCTURE BUDGETAIRE 2019

Établissement : ENS de LYON

CRB	PRESIDENCE	CRB	VICE-PRESIDENCE A LA RECHERCHE
SO	D00 Moyens non répartis	SO	R01 Fonctionnement de la Vice-Présidence
SO	D10 Fonctionnement de la Présidence	SO	R02 Fonds recherche
SO	D11 Communication	SO	S10 LGL Laboratoire de Géologie Lyon
SO	D40 Mission formation continue	SO	S11 CRAL Centre de recherche astrophysique de Lyon
SO	D50 Direction des affaires internationales	SO	S20 IXXI Institut des systèmes complexes Rhône Alpes
SO	D60 DUNES Développement des usages du numérique pour l'enseignement et les savoirs	SO	S22 CBP Centre Blaise Pascal
SO		SO	S60 LBMC Laboratoire de biologie et modélisation de la cellule
CRB	DIRECTION GENERALE DES SERVICES	SO	S61 CIRI Centre International de recherche en Infectiologie (UVH)
SO	A10 Fonctionnement de la Direction Générale des Services	SO	S62 IGFL Institut de génomique fonctionnelle de Lyon
SO	A20 DRH	SO	S63 RDP laboratoire de reproduction des plantes
SO	A30 Moyens matériels et opérationnels	SO	S70 UMPA Unité de mathématiques pures et appliquées
SO	A32 Direction du Patrimoine	SO	S71 LIP Laboratoire d'informatique du parallélisme
SO	A35 Accueil et sécurité	SO	S80 Laboratoire de Physique
SO	A40 Direction des Systèmes d'Information	SO	S81 Laboratoire de Chimie
SO	A50 Prévention et santé au travail	SO	S82 FRE CRMN Centre de Résonance Magnétique
SO	A60 ENS Média@S	SO	S83 ICL Institut de chimie de Lyon
CRB	VICE-PRESIDENCE AUX ETUDES	SO	S90 PSMN Pôle scientifique de modélisation numérique
SO	E10 Fonctionnement de la Vice-Présidence	SO	S91 Biosciences Gerland Lyon Sud (PBES)
SO	E20 Admissions et concours	SO	S95 Service Ingénierie Mécanique
SO	E30 Vie étudiante et Partenariats-Formation	SO	S96 Magasin de biologie
SO	E50 Départements et formations	SO	S97 Coordination de biologie
CRB	INSTITUT FRANÇAIS DE L'EDUCATION	SO	L11 CIHAM Histoire & archéologie des mondes chrétiens & musulmans
SO	IFE Institut Français de l'Éducation	SO	L12 EVS Environnement, ville, société
		SO	L13 GATE Groupement d'analyse et de théorie économiques
		SO	L14 CMW Centre Max Weber
		SO	L15 IAO Institut d'Asie Orientale
		SO	L16 ICAR Interactions, corpus, apprentissages, représentations
		SO	L17 LARHRA Laboratoire de recherche historique Rhône Alpes
		SO	L19 TRIANGLE Actions, discours, pensée politique et économique
		SO	L20 CERCC Centre d'études et de recherches comparées sur la création
		SO	L21 HISOMA Centre d'études et de recherche sur l'occident romain
		SO	L27 CSLJ Laboratoires juniors
		SO	L28 PERSEE
		SO	L29 IHRIM Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités
		SO	L30 LLE le laboratoire de l'éducation
		SO	L31 ENS Editions

Établissement:

CRB BDL Bibliothèque Denis Diderot

7. Glossaire

ACE	Activité complémentaire d'enseignement
AE	Autorisation d'engagement
ANR	Agence nationale de la recherche
BDL	Bibliothèque Diderot de Lyon
BI	Budget initial
BIATSS	Personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé
BR	Budget rectificatif
CAF	Capacité d'autofinancement
CIB	Contrôle interne budgétaire
CF	Compte financier
CP	Crédit de paiement
CRB	Centres de Responsabilité Budgétaire
DGS	Direction générale des services
DRFIP	Direction régionale des finances publiques
EPST	Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique
GBCP	Gestion Budgétaire et Comptable Publique
GPEEC	Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences
GVT	Glissement Vieillesse Technicité
IDEX	Initiative d'excellence
Ifé	Institut Français de l'Éducation
MESRI	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
MSE	Masse salariale État
PAP	Projet annuel de performance
PPCR	Parcours professionnels, carrières et rémunérations
PPI	Plan pluriannuel d'investissement

PPP	Partenariat Public Privé
Recettes globalisées	Recettes qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée (SCSP par exemple)
Recettes fléchées	Recettes destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement (ex : contrats de recherche, ressources propres pour un investissement particulier...)
RIFSEEP	Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel
RP	Ressources propres
SACD	Service à comptabilité distincte
SCSP	Subvention pour charges de service public
VP	Vice-Présidence

** Papier issu des forêts européennes*

**DIRECTION
DES AFFAIRES FINANCIÈRES**
Juillet 2019

15 parvis René-Descartes
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00
Fax +33 (0)4 37 37 60 60
www.ens-lyon.fr